

Supplément « Sans visa » Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

QUARANTE-SEPTIÈME ANNÉE - N° 14236 - 5 F

SAMEDI 3 NOVEMBRE 1990

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : ANDRÉ FONTAINE

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

Conséquence des dissensions sur la politique européenne

La démission de Sir Geoffrey Howe accroît l'isolement de M^{me} Thatcher

Une sortie
dans la dignité

APRÈS quinze ans de bons et loyaux services auprès de M^{me} Margaret Thatcher - dont onze au gouvernement - Sir Geoffrey Howe se retire avec dignité. Il s'en va, convaincu que la « Dame de fer » fait fausse route à propos de l'Europe, et un peu las de le répéter sans être écouté.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été le débat consacré à la construction européenne, mardi 30 octobre aux Communes, et surtout le compte-rendu que M^{me} Thatcher a fait jeudi 1^{er} novembre de son équipée romaine devant ses ministres réunis au grand complet.

Lors du conseil européen, le 28 octobre dernier à Rome, M^{me} Thatcher a volontairement cherché à créer le scandale. Elle voulait marquer publiquement, et sans la moindre trace d'ambiguïté diplomatique, son opposition à la création d'une Banque centrale et d'une monnaie unique européennes. Jamais elle ne proposera l'abolition de la livre sterling pour ratification au Parlement de Londres ! Elle a ajouté l'insulte à l'affront en traitant de « cinglées » qui vivent dans un « pays brumeux » les partisans de l'Europe fédérale.

Au cas où on ne l'aurait pas bien compris, elle a récidivé, à la fois devant les Communes et devant son cabinet. Il ne restait plus à Sir Geoffrey, qui a passé six ans de sa vie au Foreign Office à défendre la construction européenne, y compris sur le plan monétaire, qu'à partir. Il l'a fait avec sa loyauté habituelle, choisissant la fin de la session parlementaire, de façon à éviter au gouvernement des questions gênantes aux Communes. Il n'a prononcé aucun discours ni donné aucune interview, se contentant de laisser sa lettre de démission parler pour lui.

Dans cette lettre, il fait état de son différend croissant avec M^{me} Thatcher à propos du rôle de la Grande-Bretagne dans l'Europe. Il regrette le ton que le premier ministre a employé à Rome. Il affirme enfin, ce qui est peut-être le plus important, qu'il est crucial pour gagner les prochaines élections, ainsi que pour l'avenir du pays, de trouver et de maintenir un consensus à propos de l'Europe à l'intérieur du Parti conservateur.

Ce testament politique est donc une mise en garde, au moment où les travaillistes devancent les conservateurs de seize points dans les sondages. Les « torres », conduits par M^{me} Thatcher, courent selon lui à la dérive et ils n'arrivent pas à se faire une religion à propos de l'Europe. Sir Geoffrey ne lance pas un défi au premier ministre. Il est trop bien élevé pour cela. Il avertit simplement ses amis que la déroute électorale se profile, d'ici une vingtaine de mois, et qu'il faudrait mettre un peu d'ordre dans leur maison.

Il va retourner sur les bancs des simples députés de base. Il ne se présentera pas contre M^{me} Thatcher lors de l'élection du chef du groupe parlementaire du parti qui doit avoir lieu début décembre et qui pourrait ne pas être, cette année, une formalité. L'aventure pourrait tenter un responsable moins respectueux ou plus jeune.

M 0147 - 1103 D - 5,00 F



En désaccord avec la politique européenne de M^{me} Margaret Thatcher, Sir Geoffrey Howe, vice-premier ministre du gouvernement britannique, a démissionné de ses fonctions, jeudi 1^{er} novembre. Il abandonne également la présidence du groupe conservateur à la Chambre des communes. Evincé, en juillet 1989, du Foreign Office, Sir Geoffrey était le seul rescapé du premier cabinet de M^{me} Thatcher, formé en 1979. Sa double démission accentue l'isolement du premier ministre.



Lire l'article de DOMINIQUE DHOMBRES
et nos autres informations page 6

La fermeté américaine face à l'Irak

Plaçant la crise du Golfe au centre de sa campagne à cinq jours des élections législatives, le président George Bush s'est déclaré, jeudi 1^{er} novembre, « plus déterminé que jamais » à faire en sorte que cesse l'occupation du Koweït par l'Irak, excluant tout compromis avec M. Saddam Hussein. En Europe, la multiplication des initiatives plus ou moins privées en vue de faciliter le rapatriement des otages a provoqué une polémique, Londres s'élevant notamment contre la mission que compte effectuer à Bagdad - avec le soutien du gouvernement de Bonn - l'ancien chancelier ouest-allemand Willy Brandt.

Lire nos informations pages 3 et 4

Les prudences du marché de l'art

En période d'incertitude, la FIAC 1990 a joué les valeurs sûres pour faire face à la présence massive des Américains

Les paris de la Foire internationale d'art contemporain (FIAC) étaient-ils les bons ? En période d'incertitude, les galeries avaient retenu des valeurs sûres pour faire bonne figure face à la présence massive des Américains et pour rassurer les clients potentiels sur la qualité de leurs achats. Une FIAC 1990, donc, sans surprises, dérivée de tout esprit avant-gardiste. « Ce n'est même pas Beaubourg, c'est Orsay ! », s'exclamera M^{me} Catherine Charbonneau, commissaire-priseur à Paris. Certes, les galeries n'avaient pas le choix. Mais dans leur course à l'excellence, elles en ont souvent oublié les nouvelles données d'un marché de l'art déserté aujourd'hui par les marchands et spéculateurs en tout genre, qui, au cours des dernières années, étaient responsables de près de 60 % des transactions. Pour la plupart à court de liquidités, faute de pouvoir revendre, ils ont dû faire place nette à une poi-

gnée de collectionneurs chevronnés et à une majorité d'amateurs en herbe, peu ou pas disposés à dépenser beaucoup.

Les tendances n'ont pas été longues à se dessiner. Cette nouvelle clientèle a boudé les œuvres chères au profit d'autres plus modestes, dépassant rarement le million de francs. Le cas de Dubuffet, un des artistes les plus en vue de la FIAC, est exemplaire. Sur une vingtaine de tableaux exposés chez Waddington Galleries (G. B.), près d'un tiers seulement (en majorité des collages de petits formats) ont trouvé preneur pour des prix variant entre 5 000 et 120 000 dollars pièce. En revanche, un grand collage, *la Garde aux cimes* (1956), estimé à plus de 11 millions, les limbes rouges, roses et noirs sur fond bleu nuit d'un superbe *Folâtreur* (1961), évalué à 18 millions, sont restés pour l'instant invendus.

La paralysie du marché se fait

La brouille franco-marocaine

M^{me} Mitterrand pourrait renoncer à visiter les camps sahraouis

M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, se rendra, le vendredi 9 novembre, à Rabat, où il devrait rencontrer Hassan II afin de lever des malentendus qui risquent de créer une crise sérieuse dans les relations franco-marocaines. De son côté, M^{me} Danielle Mitterrand pourrait renoncer au voyage qu'elle s'appropriait à faire, la semaine prochaine, en Algérie, dans les camps du Front Polisario, auprès des réfugiés sahraouis.

Que va donc faire à Rabat, vendredi 9 novembre, M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, et quel message sera-t-il chargé de transmettre au souverain chérifien ? Présenter des excuses pour la « campagne anti-marocaine menée par les médias français » : ce ne serait pas convenable. Il s'agit plutôt de dissiper certains malentendus et de mettre un terme à la dégradation accélérée des relations franco-marocaines dont les nombreux Français résidant dans le royaume risqueraient d'être les premiers à faire les frais.

La querelle franco-marocaine qui a éclaté avec la parution du livre de Gilles Perrault *Notre Ami le roi*, et qui a rebondi, de belle manière, avec l'annonce de la prochaine « mission humanitaire » de M^{me} Danielle Mitter-

rand en Algérie, auprès des réfugiés sahraouis, pourra-t-elle être facilement désamorcée ?

L'épouse du chef de l'Etat, qui n'avait sans doute pas été mandatée par son mari pour une telle mission (mais une telle indépendance d'esprit est difficilement explicable à un roi, surtout musulman...), a laissé entendre dès mercredi 31 octobre qu'elle pourrait renoncer à ce voyage et s'est véritablement cela pose un problème car, a-t-elle ajouté, « je ne suis pas une provocatrice ».

Une décision définitive devrait intervenir très rapidement car c'est la semaine prochaine que M^{me} Mitterrand aurait dû partir pour Tindouf afin d'accueillir un convoi d'aide aux réfugiés sahraouis.

JACQUES DE BARRIN
Lire la suite page 5

La percée des « commandants » afghans

Le légendaire Massoud tente d'imposer le leadership militaire des maquisards aux politiciens réfugiés au Pakistan

PESHAWAR
de notre envoyé spécial

Certains le surnomment la « légende vivante » de l'Afghanistan. Il est le « lion du Panjshir », sa vallée, située au nord-est de Kaboul, devenue, à force de ruse, et d'attaques soviétiques repoussées, un bastion. Invaincu et indéfectible, il incarne plus que tout autre la longue et patiente lutte des moudjahidins, l'éternité en guerre. Ahmad Shah Massoud, « ourson trenté-sept ans », est sorti d'Afghanistan pour la pre-

mière fois en douze ans de guerre, pour se rendre à Peshawar, au Pakistan.

Il a fallu pour cela des circonstances exceptionnelles. Massoud est venu annoncer l'adoption d'une stratégie commune et la paix armée entre les commandants des moudjahidins qui, parfois, se sont plus entre-tués qu'ils n'ont combattu l'ennemi. Enoncé par tout autre que lui, l'engagement serait à prendre avec des pincettes. Mais les succès militaires de Massoud lui donnent du crédit. On

jugera, cependant à l'usage. Il affirme aussi que les tentatives de conciliation qui multiplie depuis un an le président Najibullah sont vaines parce qu'« en aucun cas, dit-il, nous ne sommes prêts à partager le pouvoir avec le PDPA » [le parti au pouvoir à Kaboul].

Il est arrivé à Chitral, au Pakistan (au nord de Peshawar), le 14 octobre, après avoir présidé une *chowra* (assemblée) de trente commandants « de l'intérieur ».

LAURENT ZECCHINI
Lire la suite page 6

Activisme islamiste en Algérie

Écoles, cafés, cinémas...
une offensive tous azimuts

page 5

Le nouveau statut de la Corse

Une Constitution
dans la Constitution

page 6

Crédits plus chers en Allemagne

La Bundesbank relève ses taux
après que la Banque de France
a baissé les siens

page 15

Croissance moins forte au Japon

Un ralentissement
des investissements
en 1991

page 15

Une autoroute dans le marais poitevin

Polémique sur le tracé
de la « Nantes-Bordeaux »

page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet
se trouvent page 20

AU
SOMMAIRE
DE NOVEMBRE

Le Monde DES
PHILATELISTES

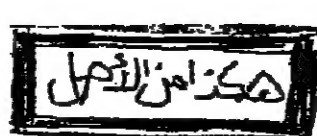
l'official de la philatélie

NOMBREUSES ILLUSTRATIONS EN COULEURS

- Thématique : la vigne et le vin.
- Henri Chaffier : graveur superstitieux.
- La conférence pour la sécurité et la coopération en Europe : timbres et marques postales.
- Cartes postales : les femmes cochers.
- Reportage : le TGV postal.

LE MONDE DES PHILATELISTES
POUR VALORISER VOTRE PASSION DES TIMBRES
En vente chez votre marchand de journaux

A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA; Maroc, 7 DH; Tunisie, 850 m; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 S; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Suisse-Allemagne, 1,5 F; Côte d'Ivoire, 400 F CFA; Danemark, 12 DKK; Espagne, 175 PTA; G.-B., 70 p.; Grèce, 180 GR; Irlande, 80 p.; Italie, 2 000 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 370 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,75 S; USA (inter), 2 \$.



DÉBATS

Israël

La panique de l'occupant

par Idith Zertal

ENCORE une fois, pour la cinquième fois, les pierres dites saintes de Jérusalem sont couvertes de sang. De sang juif, de sang arabe – hormis les professeurs de race et de mauvaise foi, qui peuvent vraiment dire la différence ? – bref, du sang des innocents, victimes anonymes d'une histoire sans fin, victimes des rages et des folies fondamentalistes des deux côtés qui, toujours, trouvent leurs exécuteurs, prisonniers, eux aussi, de cette même histoire.

Le rapport de la commission d'enquête officielle aurait pu rétablir l'image des autorités israéliennes et témoigner de leur intégrité. Il aurait pu le faire en reconnaissant la responsabilité des autorités dans la mort de manifestants musulmans. N'ayant pas eu ce courage, la commission laisse subsister des doutes quant à la sincérité du gouvernement qui a ordonné cette enquête et rate l'occasion de prouver que cette turie

n'a pas été préméditée mais qu'elle est plutôt le résultat d'une série de bêtises et de mauvais jugements dans le désordre et la panique du moment. Ce qui serait presque banal.

De même, la réaction du gouvernement israélien au meurtre répugnant de passants juifs dans un quartier de Jérusalem n'est pas de se poser des questions sur les causes fondamentales de cet enchaînement de morts violentes mais d'accroître la répression, de faire payer un peu plus cher encore aux Palestiniens leur insurrection civile. Ce qui est aussi désespérément banal.

Une recette pour le désastre

Ce qui est peut-être moins banal – et qui n'est sûrement pas du ressort d'une commission d'enquête, quelle qu'elle soit – est ce phénomène de « grande peur » sous-

jacente, cette panique qui a tendance à se traduire en violence aveugle et qui saisit tôt ou tard tout occupant. Je parle de la panique du fort, de celui qui a l'arme à la main et qui, pourtant, se reconnaît faible et impuissant dans une situation sans issue dont il est, au moins en grande partie, responsable.

Or cette situation désastreuse, lourde de tragédies similaires et plus graves encore à venir, Israël s'obstine, contre toute logique, à la maintenir. L'immobilisme politique du gouvernement est non seulement sa *Weltanschauung*, son état d'âme, c'est devenu sa marque déposée.

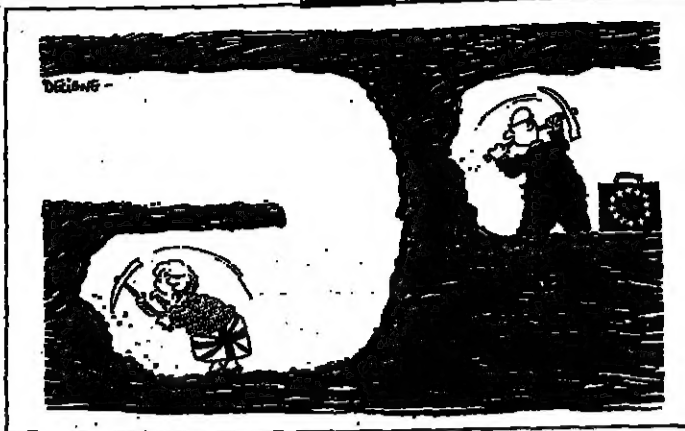
Pour un bref instant, il faut l'avouer, cet immobilisme et le refus entêté de reconnaître dans l'OLP un partenaire politique « convenable » ont paru payants. L'adhésion presque unanime des Palestiniens au camp de Saddam Hussein – stupide mais compré-

hensible compte tenu de leur sort et de la perception qu'ils en ont – n'en était-elle pas la preuve ? Même une partie de la gauche israélienne, et pas la moindre, désespérée d'un tel « mauvais goût » de la part de l'OLP, après tant de rencontres clandestines avec ses représentants pour faire avancer le dialogue, s'est déclarée hors-jeu – avec l'amertume de l'ennemi trahi.

Les incidents sanglants de Jérusalem, dans un climat général de pogrome et qui va se détériorant, prouvent, pour qui a encore besoin de preuves, que l'immobilisme ne paye jamais à la longue, que c'est une recette pour le désastre, qu'on ne peut se permettre de rester hors-jeu et que le jeu de vérité se déroulera ici, entre Israéliens et Palestiniens. Non pas ailleurs, non pas avec des partenaires imaginaires.

Idith Zertal est historienne et essayiste israélienne.

TRAIT LIBRE



Entretiens avec Alexandre Paléologue

Les longs souvenirs d'un éphémère ambassadeur de Roumanie

M. ALEXANDRE PALÉOLOGUE devrait prendre place dans le *Livre des records*. Qui entra plus tard que lui dans la carrière et en sortit presque aussitôt ? Nommé à l'âge de soixante-dix ans ambassadeur de Roumanie à Paris, il dut quitter son poste au bout de quatre mois. Soucieux de représenter un pays et non un régime, il ne s'était pas privé de dire le peu de bien qu'il pensait de son gouvernement.

Choisi pour ce poste si tôt après la chute de Ceausescu, il s'identifiait aux manifestants qui rejetaient complètement le communisme, son système et une bonne partie de sa nomenclature. Il ne changea pas d'avis lorsque le nouveau pouvoir lança mineurs et policiers contre les manifestants d'avril qui dénonçaient la Révolution tronquée. La situation devint intenable pour l'ambassadeur qui s'était déjà élevé contre le simulacre de procès des Ceausescus. Il n'était pas résigné à défendre à l'étranger une politique qu'il réprouvait.

M. Alexandre Paléologue s'est longuement expliqué sur sa vie et ses idées avec Marc Semo, journaliste à *Libération*, et notre collaboratrice Claire Tréan. On ne reprochera pas à l'ancien ambassadeur d'abuser de la langue diplomatique. Il ne recherche pas de périphrase pour qualifier les coquins, si de ponanade pour apaiser les sois. Il ne restera peut-être pas dans la galerie des modèles proposés aux aspirants à la haute fonction publique. Mais quel personnage !

D'une illustre famille

L'homme que l'on appelle en Roumanie « Paleologu » – mais il a francisé son nom – est le rejeton d'une famille illustre qui a ses racines à Byzance et a essaimé en Europe. Le hasard fit que sa branche roumaine dans ce qui allait devenir la Roumanie. Son malheur fut qu'après une dictature de type fasciste et une guerre perdue, le communisme s'empara du pays. Depuis l'adolescence, Alexandre Paléologue, qui se vent monarchiste et libéral, vécu plutôt mal que bien sous des régimes abhorrés. Pas question, dans ces conditions, d'exercer le métier de diplomate auquel il s'était préparé.

Que peut faire le ci-devant ? Alexandre Paléologue entra en clandestinité en 1950, à l'âge de trente et un ans, et alla de refuge en refuge pendant cinq ans. Il se présenta aux autorités lorsqu'il pensa bénéficier d'une amnistie, tenta de se faire critiquer d'art et se contenta d'une place de modèle parce qu'il avait « une plastique

musculaire impeccable ». Il fut arrêté en 1959 et libéré en 1961. Cinq ans de clandestinité, six de prison : M. Paléologue aurait toutes les raisons de s'apitoyer sur sa vie gâchée. Au bout du compte, il se félicite plutôt d'avoir eu moins de malheurs que d'autres.

On se doute bien qu'il n'a pas une très haute opinion des Ceausescu. Au passage, il reproche à Johnson, à Nixon, à de Gaulle d'avoir fait crédit au Conducator. Pourtant, il reconnaît qu'il avait lui-même quelque espoir au début de ce long règne et lorsque la Roumanie prit fait et cause pour la Tchécoslovaquie de Dubcek.

Pourquoi, quand et comment la politique de Ceausescu s'est-elle muée en une intolérable tyrannie ? Sur ce point, M. Paléologue n'a guère d'explication nouvelle à proposer. Avec le recul, il nous semble que la période faste pour la Roumanie coïncide avec le moment où Maurer était chef du gouvernement, avant la mort de Gheorghiu-Dej et pendant les toutes premières années de Ceausescu. C'est l'époque de la légitime ambition – avant la mégalomanie.

Les chefs actuels, MM. Iliescu, Roman ou Brucan, ne suscitent pas la même réprobation mais l'ambassadeur destitué ne leur pardonne pas d'avoir traité de « golans » (voyous) des manifestants dont ils se disaient proches quatre mois plus tôt. Il leur reproche aussi d'avoir peut-être manqué le passage du communisme à la démocratie. Ces nouveaux dirigeants sont probablement sincères lorsqu'ils promettent de ne pas restaurer le communisme. Mais, même s'il rejette l'idéologie de sa jeunesse, Iliescu reste viscéralement un homme d'appareil.

Le livre de Marc Semo et Claire Tréan fait entrer le lecteur dans la conversation d'un causeur brillant et pénétrant. Une conversation qui va bien au-delà des quarante ans de marxisme-léninisme. Un homme raconte un passé proche et déjà si lointain, quand une culture française imprégnait l'élite intellectuelle, quand Bucarest se targuait d'être le Paris du Danube. Cette évocation n'est pas la partie la moins fascinante des longs souvenirs d'un éphémère ambassadeur de Roumanie.

BERNARD FÉRON

► Souvenirs merveilleux d'un ambassadeur des golans. Alexandre Paléologue, avec Marc Semo et Claire Tréan. Editions Balland, Paris, 1990, 245 p., 89 F.

Economie sociale

Une éthique de l'entreprise

par Alain Girard

COMME Monsieur Jourdain parlait en prose, les Français sont dans l'économie sociale sans le savoir : 55 % des automobilistes font confiance à une assurance mutuelle, près de la moitié des familles adhèrent à une mutuelle pour compléter la Sécurité sociale, plus de 25 millions de nos compatriotes recourent aux services d'associations, trois des six premières banques sont des coopératives. L'économie sociale, à travers ses trois formes – les mutuelles, les coopératives et les associations – rend d'immenses services et constitue un secteur important, avec près d'un million et demi de salariés et 6 % ou 7 % de la production (1).

Pour l'opinion commune, les entreprises de l'économie sociale seraient toutes celles qui procéderaient davantage, du moins quant aux principes, de l'association des personnes plutôt que de celle des capitaux. En effet, associations et mutuelles sont des regroupements de personnes sans possibilité de constitution de capital. Et si les coopératives sont des sociétés de capitaux, le principe « un homme, une voix » transforme de fait la société en association de personnes. Le corollaire de cette réalité est le pouvoir de l'assemblée générale, où les associés vont élire les dirigeants, chacun ayant une voix. En quelque sorte, l'entreprise d'économie sociale repose sur le suffrage universel là où l'entreprise capitaliste repose sur le suffrage censitaire.

Toujours pour l'opinion, la finalité des entreprises de l'économie sociale serait d'être au service de l'intérêt général, sans souci de l'enrichissement personnel de quelques-uns ; tandis que le capitalisme aurait pour but l'enrichissement de quelques-uns et contribuerait indirectement à l'intérêt général. Rappelons à ce propos que les actifs dans l'en-

treprise d'économie sociale sont un bien collectif qui ne peut être réparti entre les associés.

Si la question centrale du « moteur » de l'économie capitaliste de stricte observance ne se pose pas – le « profit », malgré ses multiples concessions au social, étant toujours la motivation de l'entrepreneur – il en va différemment pour l'économie sociale. A l'évidence, le « profit » est nécessaire au bon fonctionnement de l'entreprise d'économie sociale ; sinon, comment pourrait-elle financer son développement, elle qui peut difficilement mobiliser les capitaux ? Mais il ne lui suffit pas d'être « profitable » pour remplir son objectif social, il lui faut produire des richesses en respectant sa finalité : par exemple, la solidarité entre les adhérents pour les mutuelles ou le principe du droit aux vacances pour tous pour le tourisme social.

L'émergence de beaucoup d'entreprises de ce secteur à des niveaux de responsabilité prépondérants dans l'économie sociale (banques à statut coopératif et mutuelles d'assurances) a montré qu'il n'y a pas de magie du « statut » et que l'éthique personnelle des dirigeants ne suffit plus à définir ces entreprises comme ayant un comportement différent, une morale distincte de l'entreprise classique.

Le capitalisme donne souvent l'image de déplacements brusques qui sont autant d'adaptations au mouvement général des idées et sans doute aux comportements moraux successifs de la société civile. Concernant les entreprises de l'économie sociale qui demeurent habitées des idéaux d'origine, comme la solidarité et la démocratie, par exemple, l'adaptation aux mutations de la société semble se faire à un autre rythme ; d'une certaine manière, leur pureté d'intention agit comme un inhibiteur de

leur faculté d'invention ou de réinvention de comportements adaptés au temps présents, sans reniement des valeurs.

Pour celles qui sont plus soucieuses de performances rapides et de nouvelles idées ou surprises, l'adaptation se fait le plus souvent au prix de la remise en cause des idées et des comportements issus de la tradition, voire de leur abandon pur et simple.

On voit par exemple une partie du mouvement mutualiste – désolidarisé par la concurrence des assurances et l'évolution des comportements sociaux – notamment l'effritement de la solidarité – ne répondre que par la demande d'un monopole pour exclure les « marchands » ou se désoler sans réaction devant le départ des jeunes.

A l'inverse, on voit des groupes d'économie sociale se constituer à partir d'un bastion inébranlable (l'entreprise d'économie sociale ne pouvant pas subir d'OPA) sans que ces nouvelles activités paraissent répondre à l'objet social. On voit encore des dirigeants critiquer radicalement certains principes, souvent bien encombrants pour se développer – la décision démocratique prend souvent du temps, la non-révalorisation des actifs sociaux empêche la venue de capitaux – sans faire la part entre l'originalité de l'entreprise et ce qui est détesté.

Qu'il y ait refus du reniement ou au contraire passage au reniement, on voit s'installer une schizophrénie des acteurs. Elle tire son origine du fait que l'économie sociale n'a pas éliminé le vrai moteur de l'action.

Cette incertitude induit des comportements pathologiques d'élite sociale expédiée par les uns, de fuite névrotique dans une logique de rattrapage du modèle capitaliste pour les autres.

Si nos entreprises sont dans le champ de la concurrence, c'est

bien pour y constituer des puissances dont les logiques internes seraient de conforter la place de l'humain et non de l'abolir. En effet, il s'agit de conforter une « entreprise » qui mette le lien social à même hauteur que le profit dans ses comportements, car à quoi bon produire des richesses si on ne produit pas simultanément la capacité de vivre ensemble.

La citoyenneté comme moteur

La reproduction indéfinie des logiques anciennes est contraire à la vie même. Ce principe d'inertie, appliqué à tout un pan de l'économie sociale l'épuise. Le « bien public », comme le « lien social », exige que les citoyens eux-mêmes s'impliquent davantage dans la gestion de l'entreprise. Le législateur l'a permis en faisant que, sur l'ensemble du champ économique, il existe des entreprises dites d'économie sociale qui reposent sur cette implication. Il nous appartient de donner vie au droit.

Il s'agit donc bien, là comme en de nombreux autres domaines, d'une question de citoyenneté.

Quelle est, en effet, la valeur d'usage (la vertu ?) d'une entreprise qui suppose la citoyenneté comme moteur de son action, si la démocratie en est absente et si les citoyens sont inertes ?

L'avenir de l'économie sociale passera-t-il par les mêmes chemins que ceux de la République ?

(1) Un colloque sur le thème « Ethique et économie sociale : l'inertie ou le mouvement » est organisé par le CIDES et le Monde jeudi 8 novembre à la Maison de la Chimie, à Paris – Renseignements et inscriptions : CIDES, 6, rue Menil – 75116 PARIS – Tél : (1) 47-27-01-44.

Alain Girard est président du Centre des jeunes dirigeants de l'économie sociale (CJDES).

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 520 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 37 437

Renseignements sur les remboursements et index du Monde au (1) 40-65-25-33

Imprimerie de « Monde » 12, rue Gambetta, 94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 40-65-25-89
Téléc : 206 806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécoeur : (1) 49-60-30-10
Téléc : 261 311 F

ABONNEMENTS 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 49-60-32-90

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

SERVICE À DOMICILE : Pour tous renseignements et changements d'adresse, des bulletins ou pour formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

Le Monde TÉLÉMATIQUE Composés 36-15 - Tapez LEMONDE

ABONNEMENTS PAR MINITEL 36-15 - Tapez LEMONDE code d'accès ABO

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐6 mois ☐1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Edité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet
Administrateurs délégués : Antoine Grist, Nelly Pierret
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amaral, Jean-Marie Colombani, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 40-65-25-89 ; Téléc 206 806 F

ADMINISTRATION : 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-65-25-25

Télécoeur : (1) 49-60-30-10 ; Téléc 261 311 F MONSIR

الشرق الأوسط

LA CRISE DU GOLFE

Clarifiant la position américaine

M. George Bush se dit « plus déterminé que jamais »

Le président George Bush a placé, jeudi 1^{er} novembre, le Golfe au centre de son discours politique, en entamant cinq jours de campagne non-stop jusqu'aux élections législatives de mardi prochain. Alors que le budget et de vigoureuses attaques contre les démocrates à ce sujet étaient jus-

Expliquant ensuite pourquoi le ton qu'il emploie envers l'Irak s'était nettement durci depuis le début de la semaine, M. Bush a déclaré : « Il est essentiel que le peuple américain comprenne bien quels sont les objectifs des États-Unis et des Nations unies ainsi que l'importance de la conduite scandaleuse du gouvernement irakien (...) Je ne tente pas de sonner le tocsin de la guerre (...) Je veux une solution pacifique à cette crise ».

Le président américain a été critiqué dans la presse au cours des derniers jours pour avoir adopté une rhétorique dure alors que les circonstances sur le terrain n'ont pas vraiment évolué.

De son côté, le président irakien Saddam Hussein a présidé, jeudi 1^{er} novembre, une réunion du commandement général de l'état-major irakien, la deuxième en trois jours, a annoncé l'agence irakienne INA. Mardi, le président irakien avait convoqué son état-major pour le mettre en garde contre « les intentions agressives des États-Unis et de leurs alliés dans les prochains jours ». Ces réunions interviennent quelques jours avant le début d'une nouvelle tournée, à partir de samedi, du secrétaire d'État américain M. James Baker dans les pays du Golfe et en Europe. — (AFP, Reuters).

Dans un entretien au quotidien égyptien « Al Ahram »

M. Mitterrand déclare que le droit doit être également respecté au Liban et dans le conflit israélo-arabe

M. François Mitterrand estime que « les règles de droit, dont le respect est exigé à propos de l'invasion du Koweït » par l'Irak, doivent « être également respectées partout dans le monde en conformité avec les résolutions des Nations unies » et donc « dans le conflit israélo-arabe et au Liban ».

Dans une interview accordée jeudi au quotidien égyptien *Al Ahram*, M. Mitterrand, qui doit se rendre dimanche 4 novembre à Alexandrie pour inaugurer une université francophone, a estimé nécessaire la recherche d'un « système de sécurité et de coopération » à « caractère global », allant « du Golfe à l'Atlantique » et associant « les deux rives de la Méditerranée ». Ce système, devra « être conçu par les intéressés eux-mêmes », une fois réglées les crises qui secouent la région : israélo-arabe, libanaise et yéménite.

M. Mitterrand a réfuté l'idée selon laquelle le conflit du Golfe serait un conflit entre riches et pauvres « alors que l'Irak, a-t-il dit, avec ses ressources pétrolières considérables, son niveau technologique déjà avancé, ne saurait être classé parmi les pays pauvres ». De même il ne s'agit pas, selon lui, d'un conflit entre l'Occident et le monde arabe, car des pays comme l'Égypte, le Maroc, la Syrie, ainsi que les pays du Golfe ont joint leurs forces à celles des pays occidentaux, en Arabie saoudite.

« Ce qui est en cause dans cette crise, a-t-il dit, est le respect du droit, sans lequel il n'y a pas d'ordre international. C'est donc l'ensemble de la communauté internationale qui est concernée. Son attitude n'ajoute ni soulagement ni déconfort à la situation en ce qui concerne le conflit israélo-arabe, le Liban ou le Yémen ».

Les renforts français ont débarqué à Yanbu

Deux cargos civils français, le *Cap-Afrique* et le *Montlhéry*, affectés par le ministère de la Défense et transportant quelque vingt-deux hélicoptères anti-chars et vingt-quatre blindés légers à roues AMX 10 RC, sont arrivés, jeudi 1^{er} novembre, à Yanbu, le port sur la mer Rouge, de la côte ouest de l'Arabie saoudite qui sert de base aéroportée à la 1^{re} division blindée.

Ces renforts français, qui portent sur environ 550 hommes, proviennent des éléments déployés en France du 5^e régiment d'hélicoptères de combat (à Pau), du 1^{er} régiment d'hélicoptères de combat (à Phalsbourg), du 1^{er} régiment étranger de cavalerie (à Orange), du 1^{er} régiment de spahis (à Valence), qui avaient déjà envoyé des détachements équipés de mêmes matériels en Arabie saoudite à la fin de septembre et au début d'octobre.

Outre ces forces terrestres, qui ont reculé de 20 à 25 kilomètres dans la région de Hafar-al-Batin par rapport à leur première implantation, la France maintient

une trentaine d'appareils, dont des intercepteurs Mirage 2000 et des avions d'attaque Jaguar, sur la base de Yufuf.

L'envoi de ces nouveaux renforts avait été annoncé à la fin d'octobre (le Monde des 19, 25 octobre et 1^{er} novembre) par le ministère de la Défense, qui le justifiait par la nécessité de mieux garantir l'auto-protection du dispositif « Daguet ».

L'état-major des armées prépare, d'autre part, comme l'a déjà annoncé le ministère de la Défense (le Monde du 27 octobre), l'envoi de canons d'artillerie de 155 tractés, qui pourraient provenir du 11^e régiment d'artillerie de marine (à Saint-Aubin). Ces canons tirent six coups à la minute, en cadence soutenue, à des distances supérieures à 30 kilomètres, et ils complèteraient le dispositif « Daguet », qui ne peut compter pour l'instant que sur ses mortiers de 120, capables de six à dix coups à la minute sur environ 13 kilomètres.

M^{me} Tasca félicite RFI. — M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, a adressé, mardi 30 octobre, un témoignage de « félicitations » et de « reconnaissance » à la rédaction de Radio-France internationale (RFI) pour son action en faveur des Français d'Irak et du Koweït. Dans une lettre au PDG de la station, M. André Larqué, le ministre remarque que « tous les témoignages » des otages à leur retour « convergent sur un point, le secours qu'ils ont eu pour eux le contact permanent avec les radios ». « Sachant, poursuit-elle, la part déterminante prise par RFI dans cette action, je tiens à adresser à toute sa rédaction mes plus vives félicitations et l'expression de ma reconnaissance. Le travail de votre radio dans de telles circonstances est tout à l'honneur du service public ». RFI, dont la vocation avait été mise en cause par M. Thierry de Beaucourt, secrétaire d'État aux relations culturelles internationales, dans le Monde du 16 octobre, a diffusé près de 5 500 messages de leurs familles et de leurs proches aux Français retenus en Irak et au Koweït depuis le début du conflit.

« Je veux désespérément une solution pacifique à cette crise », a déclaré M. Bush dans deux discours consécutifs, à Burlington et à Mashpee (Massachusetts). Mais, a-t-il dit, « aujourd'hui je suis plus déterminé que jamais : cette agression (irakienne) ne continuera pas (...) Il n'y aura pas de compromis, aucun ». Dénonçant à propos du sort des otages « la brutalité employée contre des citoyens innocents », M. Bush a conclu : « même Adolf Hitler n'a pas eu recours à des otages comme « boucliers humains » ».

Nouvelle réunion de l'état-major irakien

Le même jour dans une conférence de presse à Orlando (Floride), le président américain a tenté de clarifier son message à propos de la crise du Golfe. Qualifiant de « manœuvre » la décision annoncée par le président irakien Saddam Hussein de laisser les familles des otages, détenus en Irak et au Koweït, visiter ceux-ci pour Noël, le président américain a affirmé : « Le sable s'écoule dans le sablier (...) Il y a une notion d'urgence » sur la question de savoir si les sanctions internationales contre l'Irak seront efficaces.

Alors que son épouse Barbara avait laissé entendre jeudi que M. Bush pourrait discuter avec M. Saddam Hussein, le président américain a affirmé que cela était impossible tant que l'Irak ne se sera pas plié à la volonté internationale.

Médicaments suisses pour l'Irak

Opération commerciale-humanitaire à Genève

de notre correspondante

Pour la première fois depuis l'instauration de l'embargo contre l'Irak, un avion des Iraqi Airways a atterri, jeudi 1^{er} novembre, à Genève, pour en repartir le jour même chargé de médicaments. Il ne s'agit nullement là d'un troc de marchandises contre des êtres humains, dont l'histoire regorge d'exemples. On affirme, ici, qu'il n'y a jamais eu la moindre négociation sur ce thème, encore moins de marchandage, en dépit de la détention de quatre-vingts otages suisses par Saddam Hussein.

Il n'en reste pas moins que les familles des otages espèrent une « bonne surprise », un geste « de bonne volonté » de la part du maître de Bagdad. Il n'en a rien été : hors la présence à bord de sept membres d'équipage suisses, l'avion-cargo était vide à son arrivée. Il ne s'agissait que d'une opération commerciale-humanitaire, respectant les mesures édictées par le Conseil de sécurité. Les 15 tonnes de médicaments exportés — d'une valeur de 500 000 francs suisses — étaient strictement conformes à la liste des marchandises autorisées ; 12,5 tonnes ont été fournies par le géant pharmaceutique suisse Sandoz. Les 2,5 autres tonnes proviennent de firmes qui ont préféré rester discrètes. Une partie des médicaments avait été commandée avant le 2 août, et le chargement s'est opéré sous la surveillance des douaniers suisses ainsi que d'un observateur de l'ONU. Cet envoi de produits pharmaceutiques ne constitue, en fait, qu'une partie d'une commande plus vaste portant sur une vingtaine de millions de francs suisses.

ISABELLE VICHNIAC

Trois mois après le début du conflit

Les principales forces en présence

Trois mois après l'invasion du Koweït par l'Irak et le début de la crise du Golfe, voici l'état des forces en présence dans la région :

IRAK — 430 000 hommes au Koweït et dans le sud de l'Irak, appuyés par 4 800 chars. Des réservistes ont été rappelés pour renforcer l'armée, qui comptait, au moment de l'invasion de l'émirat, un million d'hommes.

Bagdad dispose au total de 5 500 chars et de 3 500 pièces d'artillerie. Sa marine est faible — une cinquantaine de navires — et ses 500 avions de combat n'ont pas totalement obtenu la maîtrise des airs durant la guerre contre l'Iran, en dépit des faiblesses de ce pays.

ARABIE SAOUDITE — Armée de terre : 38 000 soldats. Marine : 7 200 hommes. Armée de l'air : 16 500. A cela s'ajoute une Garde nationale forte de 56 000 hommes. Ces forces

FRANCE — 15 000 hommes dans le Golfe ou appelés, en cas de besoin, à y servir. Ce chiffre comprend des unités à Djibouti ainsi que dans l'océan Indien. La France a déployé en Arabie saoudite 5 500 soldats. En outre, 24 avions de combat, 72 hélicoptères et 200 véhicules blindés (tous en Arabie saoudite) sont présents dans la région. En mer : dix bâtiments de guerre.

GRANDE-BRETAGNE — Environ 12 000 hommes, déjà déployés ou en voie de l'être, parmi lesquels 9 500 soldats de la 7^e brigade blindée en Arabie saoudite. Parmi les navires envoyés, deux destroyers, deux frégates, trois dragueurs de mines. Quatre escadrons et demi de chasseurs-bombardiers sont stationnés en Arabie saoudite, à Bahrein et au sultanat d'Oman.

EGYPTE — Le Caire dispose, face à l'Irak, du deuxième plus important

dite et un millier d'autres aux Emirats arabes unis.

EMIRATS ARABES UNIS — Une armée de terre de 40 000 hommes, avec plus de 200 chars, une armée de l'air forte de 1 500 hommes et de 80 avions et une marine qui compte 1 500 hommes pour 15 navires.

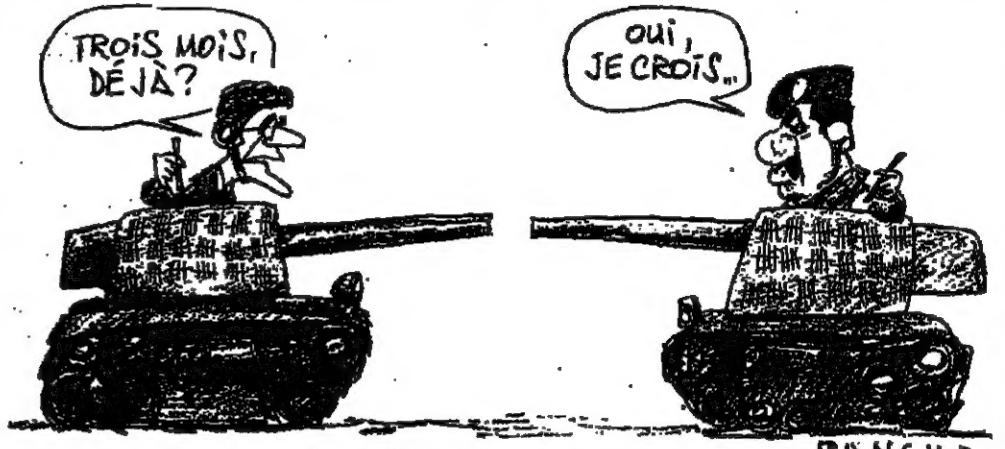
BAHREIN — Armée de terre : 2 300 hommes. Armée de l'air : 450. Marine : 800.

OMAN — 25 500 soldats appuyés de chars Scorpion, Chieftain et M-60 ; 83 avions de combat et au moins quatre navires équipés de missiles Exocet.

PAKISTAN — 2 000 hommes en Arabie saoudite. Islamabad vient d'annoncer l'envoi de 3 000 autres soldats.

BANGLADESH — 2 000 hommes en Arabie saoudite. 3 000 autres doivent y être envoyés sous peu.

UNION SOVIÉTIQUE — Deux navires de guerre



sont appuyés par 550 chars, 180 avions de combat et huit frégates.

ÉTATS-UNIS — Plus de 210 000 soldats envoyés dans la région du Golfe, dont près de 50 000 marines, 40 000 marins et membres de l'armée de l'air à bord de 15 bâtiments de guerre dans le Golfe, 31 dans le nord de la mer d'Oman et dans le Golfe d'Oman, et 11 autres en mer Rouge.

Washington assure qu'aucun plafond n'est fixé, ce qui laisse penser à certains observateurs que les effectifs américains pourraient doubler et passer à 400 000 hommes.

Les États-Unis disposent de 700 chars en Arabie saoudite, et environ 400 autres — des M-1A1 stationnés en Europe — doivent être envoyés dans la région. Sont également présents sur place 200 chasseurs de l'aéronavale et 300 autres avions, dont des chasseurs-bombardiers F-117A (avions furtifs). Plus de 250 hélicoptères sont basés en Arabie saoudite, dont des AH-64, chargés de la lutte anti-chars.

contingent envoyé pour constituer la force multinationale. 14 000 soldats déployés en Arabie saoudite, 3 000 à 5 000 autres aux Emirats arabes unis, appuyés par des missiles anti-aériens.

MAROC — 5 000 fantassins (3 500 aux Emirats arabes unis et 1 500 en Arabie saoudite) dans la région du Golfe, ainsi que des véhicules légers.

TURQUIE — 100 000 hommes de l'armée régulière stationnés près de la frontière irakienne, auxquels il faut ajouter 35 000 gendarmes et commandos de police. Une bonne partie de l'équipement de l'armée turque est vieillotte mais elle dispose de 50 chars Leopard-1 et, dans les airs, de 30 F-16 ainsi que d'un moins 20 F-4 et F-104.

Les États-Unis ont transféré en Turquie 40 de leurs F-16 s et 14 bombardiers F-111.

SYRIE — Damas a décidé d'envoyer au total 15 000 soldats et 300 chars dans la région du Golfe. Selon des diplomates, 3 000 hommes seulement ont jusqu'à présent été envoyés en Arabie saou-

patrouillent dans le Golfe mais n'ont pas reçu l'autorisation d'arrêter des navires.

BELGIQUE — Deux chasseurs de mines et un navire d'escorte.

PAYS-BAS — Deux frégates.

ITALIE — Quatre navires de guerre (deux frégates et deux navires de ravitaillement) et huit chasseurs Tornado basés à Abou-Dhabi.

ESPAGNE — Deux corvettes et une frégate.

AUSTRALIE — Deux frégates et un navire de ravitaillement. Une frégate doit être relevée par un destroyer.

DANEMARK — Une corvette dans le Golfe.

NORVÈGE — Un navire garde-côtes.

CANADA — Deux destroyers et un navire ravitailleur en route vers le Golfe. Des chasseurs CF-18 et 450 hommes doivent suivre.

ARGENTINE — Une frégate et une corvette se rendent dans le Golfe.

SENEGAL — 500 hommes envoyés dans la région du Golfe. 1 500 autres pourraient suivre. — (Reuters.)

FERRERO

Un roman plein de charme pervers, parfois cruel, par une figure hautement originale de la jeune littérature espagnole.

Traduit de l'espagnol par Claude Couffon et Marie-Claude Castro - 95 F

FERRERO
BELLEROPHON
roman
Seuil

LA CRISE DU GOLFE

En dépit des engagements pris par les Douze

Le gouvernement allemand soutient le projet de M. Willy Brandt de se rendre à Bagdad

En dépit de la résolution adoptée dimanche 28 octobre à Rome, lors du sommet européen, par laquelle les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze s'engageaient à ne pas envoyer de représentant officiel en Irak pour négocier le sort des otages et à «décourager» toute initiative privée de cette nature, les missions en Irak se multiplient. Celle de l'ancien chancelier allemand Willy Brandt, qui se rendra la semaine prochaine à Bagdad à l'invitation de M. Saddam Hussein, a reçu jeudi le soutien du gouvernement de Bonn.

«Le gouvernement n'a pas changé sa position et s'en tient à la résolution du conseil européen déconseillant des actions isolées. Il considère dans la situation actuelle une mission de personnalités européennes sous leur propre responsabilité comme la voie la plus efficace pour montrer au gouvernement irakien que la communauté internationale souhaite la libération immédiate des otages de toutes nationalités», déclare un communiqué publié jeudi par le chancelier. Comme le relèvent les commentaires de la presse allemande, les considérations de politique intérieure ne sont sans doute pas étrangères à cette contradiction.

La semaine dernière, M. Helmut Kohl avait demandé au président de l'Internationale socialiste de renoncer à ce voyage. M. Brandt a

cependant maintenu son projet et le chancelier, craignant sans doute que cette divergence ne soit exploitée à des fins partisans dans la campagne électorale, a tenté de transformer cette expédition en une mission humanitaire européenne sans coloration partisane et chapeautée par l'ONU. M. Kohl a téléphoné mercredi - avec succès - au président en exercice de la Communauté, M. Giulio Andreotti, pour qu'il demande à M. Perez de Cuellar d'assumer la responsabilité de cette mission qui, suggère-t-il, pouvait comprendre, outre M. Willy Brandt, le démocrate-chrétien italien Emilio Colombo et le Belge Willy De Clerq, président des démocrates-libéraux européens.

M. Perez de Cuellar s'est contenté de souhaiter «bonne chance» à M. Willy Brandt, sans assumer la responsabilité de cette mission. Dans l'entourage de M. Willy Brandt, qui se trouve actuellement aux Etats-Unis, on déclarait jeudi que «véritablement» l'ancien chancelier s'en tiendrait à son projet d'aller seul à Bagdad, mais qu'il lui appartenait de décider.

Les initiatives privées se multiplient

Londres a vivement réagi jeudi à cette affaire, en soulignant qu'elle contrevient aux engagements pris il y a quelques jours à Rome. Une initiative de même nature de l'ancien premier ministre Edward Heath avait suscité récemment une vive polémique et été désapprouvée par le gouvernement britannique.

La Grande-Bretagne «qui a le plus grand nombre d'otages (environ 400) n'a pas été consultée sur cette initiative germano-italienne», note un communiqué publié jeudi par le Foreign Office. Outre qu'il révèle une certaine incohérence de la présidence du conseil italien dont le porte-parole avait déclaré, à la veille du sommet de Rome, les «missions officielles» en Irak, cet épisode jette en effet un certain discrédit sur les positions communes que peuvent adopter les Douze en matière de politique étrangère.

Après bien d'autres, dont M. Brandt n'est d'ailleurs pas seul à aller rencontrer les dirigeants irakiens. Une délégation de l'opposition parlementaire italienne, composée de représentants écologistes, communistes et d'autres partis de gauche a ainsi quitté Rome jeudi pour Bagdad. L'ancien premier ministre danois, M. Anker Jørgensen, s'apprête à faire de même pour tenter d'obtenir la libération des 34 Danois retenus en Irak. M. Jørgensen a fait savoir qu'il se passerait de la bénédiction de l'actuel gouvernement de Copenhague qui lui avait refusé. Quelques heures plus tôt, les otages eux-mêmes, réunis à l'ambassade du Danemark à Bagdad, avaient refusé l'envoi d'une mission de la Croix-Rouge danoise pour tenter d'obtenir leur libération, jugeant une telle mission pour l'instant «inopportune».

Trois députés irlandais sont également partis jeudi pour Bagdad où 220 de leurs compatriotes sont retenus en otage. Le gouvernement

de M. Charles Haughey s'est toutefois déolidarisé de cette initiative. Enfin l'ancien premier ministre japonais, M. Nakasone, a annoncé qu'il se rendrait samedi à Bagdad à l'invitation de M. Saddam Hussein. M. Nakasone a offert à l'actuel chef du gouvernement, M. Kaifu, ses services de médiateur.

Une proposition «honteuse» et «cruelle»

Le département d'Etat à Washington a qualifié jeudi de «honteuse» et «cruelle» la proposition irakienne d'accueillir les familles des otages pour les fêtes de Noël. Le porte-parole a indiqué toutefois que le gouvernement ne dicterait pas à ses ressortissants leur décision «très difficile et déchirante». A Londres où cette proposition de Bagdad avait été taxée mercredi de «cynique» par le Foreign Office, plusieurs familles d'otages ont manifesté l'intention d'y répondre. Dix femmes d'otages ont déclaré qu'elles passeraient outre aux recommandations du gouvernement et se rendraient à Bagdad dès la semaine prochaine.

Quatre Américains et dix Suédois ont été autorisés à quitter l'Irak jeudi. Le Parlement irakien doit d'autre part se réunir samedi pour «examiner» la proposition de M. Saddam Hussein de libérer les 690 otages bulgares, annoncée à l'occasion de la visite à Bagdad du vice-président bulgare, M. Atanas Semerdjiev, le 23 octobre dernier. (AFP, Reuters.)

«Entre la guerre et le déshonneur mieux vaut encore la guerre»

déclare Mgr Decourtray

Interrogé sur les événements du Golfe, jeudi 1^{er} novembre, Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon et président de la conférence épiscopale de France, a déclaré que «s'il faut absolument choisir entre la guerre et le déshonneur, entre la guerre et l'injustice, mieux vaut encore la guerre, même si c'est le drame de la guerre, même si on ne peut pas imaginer». Selon lui, «il vaut mieux défendre par la force l'opprimé que le laisser aux mains des tyrans».

Afin d'expliquer sa position, le prêtre a rappelé ses origines : «Je suis un homme du Nord, et la région du Nord a été envahie deux fois, la deuxième fois par les hordes hitlériennes. Elle n'aurait pas été envahie [...] si notre pays, dans les années 30 à 40, n'avait pas été pacifiste, au sens étroit du terme. Je

ne suis pas le moins du monde belliciste. Je crois à tous les efforts de paix. Ce que fait notre pays me paraît bon à l'heure actuelle...»

«Mieux vaut mourir pour la liberté que d'accepter la servitude», a-t-il ajouté, dans une interview à Europe 1 diffusée le même jour. «Je redoute la guerre. Il faut tout faire pour éviter la guerre. Il me semble que c'est l'attitude actuelle des Nations unies. C'est l'attitude de fermeté de la France», a également affirmé Mgr Decourtray.

Interrogé sur le problème des otages retenus en Irak, le cardinal s'est déclaré «angoissé par la situation de ceux qui restent là-bas». «C'est une situation proprement inhumaine, c'est un défi aux lois internationales, aux lois les plus élémentaires, simplement, de l'humanité», a-t-il conclu.

Le transfert du siège de la Ligue arabe au Caire

La Tunisie exprime son irritation

Prenant officiellement possession de ses nouveaux bureaux cairotes, le secrétaire général par intérim de la Ligue arabe, M. Assad El Assad, s'est voulu apaisant devant les appréhensions suscitées, dans certains pays de la région, par le transfert de l'organisation au Caire et a déclaré, jeudi 1^{er} novembre, qu'«en dépit des circonstances très délicates que traverse la nation arabe», il était «optimiste» quant à la capacité de la Ligue à surmonter ses problèmes.

TUNIS

de notre correspondant

Après avoir été visiblement pris au dépourvu, le gouvernement tunisien a protesté et exprimé ses «profonds regrets», jeudi 1^{er} novembre, à la suite de la précipitation avec laquelle a été

engagée la procédure de transfert au Caire du siège de la Ligue arabe, sans qu'il soit tenu compte de sa position (Le Monde du 2 novembre).

Le ministère des affaires étrangères a ainsi publié un communiqué dans lequel il considère que cette opération, menée par «certains», est contraire aux dispositions qui avaient été arrêtées précédemment à l'unanimité des Etats arabes. «Le gouvernement tunisien est en garde contre les incidences qu'un tel comportement pourrait avoir sur l'avenir de l'action arabe commune ainsi que sur le devenir de la Ligue arabe», ajoute-t-il.

L'irritation de Tunis est d'autant plus grande que le procédé employé est, pour le moins, peu élégant. En effet, en quittant Tunis mardi dernier pour Le Caire, le secrétaire général par intérim de la Ligue, M. Assad El Assad, s'était contenté de faire dire qu'il partait pour «une visite de quelques jours», sans faire la moindre allusion à son installation officielle dans ses nouveaux bureaux égyptiens.

MICHEL DEURÉ

PROCHE-ORIENT

M. Perez de Cuellar propose une réunion sur la protection des Palestiniens

Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a suggéré, jeudi 1^{er} novembre, au Conseil de sécurité de réunir les cent soixante-quatre pays signataires de la convention de Genève pour discuter des mesures devant permettre d'assurer la protection des Palestiniens. M. Perez de Cuellar fait cette suggestion dans le rapport demandé par le Conseil de sécurité après la tuerie du mont du Temple, le 8 octobre à Jérusalem.

Les nombreux appels lancés à Israël par le Conseil de sécurité, par M. Perez de Cuellar, par plusieurs Etats membres et par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), garant de la convention de Genève concernant la protection des Palestiniens, «sont restés lettre morte», indique le rapport. Aux termes de la convention de Genève de 1949, Israël, en tant que puissance occupante, est responsable de la sécurité et de la protection des Palestiniens vivant dans les territoires occupés, rappelle M. Perez de Cuellar.

Mais, signataire de cette convention, Israël n'a jamais reconnu de jure que ce texte est applicable, tout en décidant d'«agir en conformité de facto, avec les dispositions humanitaires de cette convention».

relève-t-il. Autant de raisons, selon lui, pour que le Conseil invite toutes les parties signataires de cette Convention à «discuter des mesures qu'elles pourraient prendre dans le cadre de cette convention».

Le secrétaire général écrit notamment que les Palestiniens font régulièrement savoir qu'ils ont «à tout moment un profond sentiment de vulnérabilité, que ce soit à leur travail, à l'école, dans les lieux de culte ou simplement dans la rue». «Cette crainte», ajoute

M. Perez de Cuellar, est aggravée par la conviction qu'ils ne peuvent avoir recours à aucune autorité autre que les forces de sécurité elles-mêmes, si souvent responsables des mesures qui leur sont imposées».

Le secrétaire général souligne également que, selon tous les contacts qu'il a eus avec les autorités israéliennes, «la position d'Israël était, et continue d'être, qu'il a le contrôle exclusif des territoires qu'il administre». (AFP.)

LIBAN

Trois morts et quatorze blessés lors d'un raid israélien

Trois combattants du FPLP-CC (Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général) ont été tués et deux autres blessés, ainsi que douze civils libanais, lors d'un raid israélien, jeudi 1^{er} novembre, contre des positions palestiniennes et libanaises dans le sud de la plaine de la Bekaa, sous contrôle syrien. Ce raid a été mené par deux chasseurs bombardiers, au lende-

main de l'interception, dans le sud du Liban, d'une voiture bourrée d'explosifs et l'arrestation de ses occupants qui projettent, selon une source militaire israélienne, de mener une attaque-suicide. A Jérusalem, un porte-parole militaire a confirmé que l'aviation avait attaqué des objectifs «qui servaient de base de départ à des opérations terroristes contre Israël». (AFP.)

AMÉRIQUES

ETATS-UNIS : avant les élections législatives du 6 novembre

Le courant populiste marque des points

La crise économique que traversent les Etats-Unis a eu pour première conséquence d'appauvrir les plus pauvres et d'enrichir les plus riches. Mécontents, de plus en plus d'électeurs s'en prennent à l'establishment politique local. A quelques jours du scrutin du 6 novembre, le courant populiste marque des points.

WASHINGTON

correspondance

Les dernières statistiques du Census Bureau indiquent que 31 500 000 Américains vivent au-dessous du seuil de la pauvreté (1). Un seuil qui, certes, baisse, mais dans une proportion infime. Il est tombé de 13,4 % en 1987 à 13 % en 1988 et à 12,8 % en 1989. Les Noirs restent les plus déshérités : le revenu moyen annuel des familles noires, bien qu'ayant augmenté de 5,1 % en 1989, s'établissait à 18 000 dollars, légèrement en dessous de celui des Hispaniques (21 920 dollars), mais nettement inférieur à celui des Blancs (30 000 dollars). Enfin, 50 % des enfants noirs de moins de six ans vivent dans la pauvreté (40 % pour les Hispaniques, 13 % pour les Blancs). Cet accroissement de l'inégalité des revenus, notamment au cours des années 80, préoccupe l'opinion. De 1969 à 1989, les familles «officiellement» pauvres (20 % de la population) ont vu leur part dans le total des revenus tomber de 4,1 % à 3,8 %. Pendant la même période, les familles riches ont augmenté leur part, passant de 43 à 46 %.

Révolution

ploutocratique

Ces chiffres nourrissent largement le débat politique. Les républicains ne manquent pas de souligner en effet que les statistiques omettent les diverses prestations sociales (assurance médicale, bons alimentaires, etc.). Mais, selon le Census Bureau, même en tenant compte de ces avantages, la tendance générale est la même : les riches sont plus riches, les pauvres plus pauvres, et les classes moyennes ont du mal à se maintenir.

Les démocrates, se basant ces derniers jours sur un livre récent de M. Kevin Phillips (2), un politologue réputé, qui travaille pour l'ancien président républicain, avant d'être dénoncé comme «traître» pour ses critiques vigoureuses de l'administration Reagan, estiment qu'une nouvelle oligarchie s'est créée dans les années 80. L'enrichissement des plus riches (1 %) avait ainsi débouché, selon M. Phillips, sur une révolution ploutocratique, comparable à celle de la fin du dix-neuvième siècle. Evoquant divers précédents, notamment le succès du New Deal de Roosevelt, succédant au capitalisme sauvage de Hoover, il prévoit, pour 1990, un «choc en retour», mais qui ne favorisera pas nécessairement les démocrates. Il anticipe plutôt la montée du «populisme», c'est-à-dire un mouvement exprimant le mécontentement et la méfiance de l'électorat, remettant en cause l'establishment politique.

CANADA

M. Mulroney lance une consultation populaire sur l'avenir de la Confédération

de notre correspondante

Le premier ministre du Canada, M. Brian Mulroney, a invité jeudi 1^{er} novembre ses concitoyens à se livrer à un vaste examen de conscience en les invitant à participer à un «forum populaire» sur l'avenir constitutionnel du pays.

Quatre mois après l'échec du processus qui aurait permis au Québec francophone d'adhérer à la Constitution du Canada, M. Mulroney a chargé une commission indépendante composée de douze «éminents Canadiens» de parcourir le pays d'Est en Ouest, d'ici au 30 juin prochain, pour sonder la population, au moment où «le Canada court le risque de se démembrer le long de ses fractures linguistiques et régionales».

Les Canadiens veulent-ils encore vivre ensemble et si oui, dans quel genre de pays? Ont-ils encore des valeurs, des aspirations et des intérêts communs? Est-il possible pour le Québec d'obtenir à l'intérieur de la Confédération canadienne le respect de ses spécificités? Comment répondre aux revendications des Américanistes après la violente crise de l'été dernier? Telles sont les grandes questions auxquelles la commission, présidée par M. Keith Spicer - ancien rédacteur en chef du quotidien Ottawa Citizen et ex-com-

Un populisme au sens large, qui s'est manifesté sous diverses formes au cours des dernières semaines. A propos du budget d'abord, les contribuables mécontents ont en effet obligé leurs représentants à remettre en cause un compromis budgétaire accepté par les leaders des deux partis. Dans l'élection aux primaires de Boston, pour le poste de gouverneur de l'Etat du Massachusetts, les électeurs démocrates ont préféré un candidat indépendant plutôt que celui recommandé par l'appareil du parti. En Louisiane, l'excellent score (44 %) obtenu, contre le sénateur démocrate sortant, par David Duke, un ancien dragon du Ku Klux Klan qui se présentait avec les couleurs républicaines bien que le parti lui ait refusé son aval, relève en partie d'un mouvement populiste, encore que M. Duke ait su exploiter le racisme latent des «petits Blancs».

«Mettez à la porte les sortants» est un mot d'ordre actuellement très répandu, à moins de un mois des élections au Congrès. Le gros des critiques viennent, bien entendu, des républicains, qui acceptent mal l'emprise des démocrates sortants, majoritaires à la Chambre depuis des décennies. On conçoit que les parlementaires sortants n'inclinent pas à se faire hara-kiri. Ainsi, les experts politiques estiment que le mouvement populiste a ses limites et que les députés sortants (réélus, en 1988, dans la proportion de 90 %), bénéficieront toujours de soutiens financiers importants, maintenant leurs positions.

Kevin Phillips a été accusé par ses critiques républicains d'encourager une «lutte de classes». En fait, le mot d'ordre «faire payer les riches» trouve peu d'échos dans les classes moyennes américaines, qui peuvent se sentir frustrées par des mesures comme l'augmentation du prix des soins médicaux, de l'impôt sur les cigarettes et, surtout, de l'essence. Mais les experts ne déclinent pas un ressentiment profond contre les riches, tant l'espoir d'accéder un jour à la richesse est ancré dans l'esprit populaire. Faut-il croire, comme William Howells l'écrivait au dix-neuvième siècle, que «l'inégalité est aussi chère à l'esprit des Américains que la liberté elle-même»?

HENRI PIERRE

(1) Le seuil de la pauvreté est fixé et révisé chaque année en fonction de l'indice des prix. En 1989, il était évalué à un revenu annuel de 9 885 dollars pour une famille de trois enfants et de 12 675 dollars pour une famille de quatre enfants.

(2) The Politics of Rich and Poor, Random House (1990).

On a bûché de jeunes atque des sans-logis à New York, faisant un mort et neuf blessés. Une douzaine de jeunes gens ont été saisis avec sauterelle dans la nuit du mercredi 31 octobre au jeudi 1^{er} novembre un campement de sans-logis sur une petite île de New York, laissant après leur passage un mort et neuf blessés, a annoncé jeudi la police. (AFP.)

MARTINE JACOT

MEXIQUE : un consul allemand séquestré. - Un consul allemand est séquestré depuis lundi 29 octobre dans son bureau d'Oaxaca, dans le sud-est du Mexique, par des militants d'un mouvement de défense de prisonniers politiques qui réclament la libération de ceux-ci. Les ravisseurs ont fait savoir jeudi que leur otage, le consul honoraire Wolfgang Wilczek Westphal, quarante-neuf ans, était malade, mais qu'ils le privaient de vivres et de médicaments pour contraindre les autorités mexicaines à accéder à leurs revendications. (Reuters.)

AFRIQUE

AFRIQUE DU SUD

Premiers pas vers la négociation

JOHANNESBURG

de notre correspondant

Le président Frederik De Klerk et le chef du parti Inkatha (à dominante zoulou), M. Mangosuthu Buthelezi, se sont entretenus pendant deux heures, jeudi 1^{er} novembre, à Pretoria. Au terme de la rencontre, M. De Klerk a annoncé que deux comités mixtes allaient être créés. Le premier travaillera sur le processus de négociation, tandis que le second étudiera les rapprochements possibles entre l'Inkatha et le Parti national (NP) au pouvoir.

De son côté, M. Buthelezi a souligné qu'il existait en Afrique du Sud des personnes qui ne croyaient pas aux « négociations pacifiques » et mettaient « le processus en danger ». Il a également indiqué que son parti n'avait reçu aucune invitation formelle à participer à la rencontre proposée récemment par le comité national exécutif de l'ANC. Le président de l'Inkatha a appelé ce comité à se réunir. M. Nelson Mandela et lui-même participent à cette réunion. « C'est pourquoi j'espère recevoir une invitation dès le retour de M. Mandela », actuellement en tournée en Asie, a déclaré M. Buthelezi, avant de souligner que le dialogue entre le comité central de l'Inkatha et le comité national exécutif de l'ANC n'était pas interrompu.

M. Mangosuthu Buthelezi et le président du Parti conservateur (CP), M. Andries Treurnicht, opposé aux réformes du gouvernement De Klerk, devaient se rencontrer vendredi à Durban. « Il n'y a rien de particulier sur l'agenda, c'est l'occasion pour les membres de nos deux mouvements de se

connaître », a déclaré le pasteur Treurnicht. Le porte-parole de l'Inkatha estimait cependant que les deux délégations discuteraient de la position de chacun des deux partis sur les négociations en cours.

Soixante-cinq prisonniers politiques libérés

D'autre part, le ministre de la justice, M. Kobie Coetsee, qui avait gardé sous le coude le document relatif à la libération des prisonniers politiques et au retour des exilés, a rendu public, jeudi à Pretoria, les grandes lignes de ce texte, qui concerne « toutes les organisations et non le seul ANC ». Le ministre a souligné que la rapidité de l'annulation de la fonction « des progrès enregistrés dans les négociations » entre l'ANC et le gouvernement et de « la suspension effective des actions armées de l'ANC ».

Soixante-cinq prisonniers ont été libérés depuis le mois d'août. Les autres devront obligatoirement faire individuellement des « demandes en détaillant les délits qu'ils ont commis » et en expliquant « comment et pourquoi ils estiment que ces délits sont politiques ». Le ministre estime qu'il y a, dans les prisons sud-africaines, environ trois cents personnes condamnées pour des délits politiques. Bien qu'il admette qu'« une interprétation libérale du concept de délit politique » permette d'augmenter le nombre de six cents prisonniers, le ministre n'inclut pas, dans cette définition, les délits mineurs comme « les jets de pierres ».

FREDERIC FRITSCHER

La brouille franco-marocaine

Suite de la première page

D'ores et déjà, il est clair qu'on souhaite en haut lieu qu'elle renonce à son projet, même si elle juge par ailleurs opportune la renouveau « démocratique ». M. Bouteine, le journaliste marocain, avait accusé « la première dame de France » de « ne pas aimer le Maroc » et de « se ranger aux côtés du Front Polisario, ramasseur de renégats et de mercenaires ».

Dans un « message officiel » à son homologue français, M. Michel Rocard, rendu public mercredi, le premier ministre marocain, M. Azizeddine Laraki, stigmatisait de son côté « la campagne de dénigrement du Maroc », entreprise « malveillante », ressentie par la communauté nationale comme une « offense majeure ». A son avis, « les moyens importants sont mobilisés pour que toutes les formes de médias répandent sur le Maroc contre-vérités et accusations mensongères ».

Le principal auteur de ce charivari politique affirme, dans son brûlot qui a déjà été distribué à

80 000 exemplaires en France mais qui n'a pas été mis en vente au Maroc, que la monarchie chérifienne « repose sur le trépied de la répression, de la fraude et de la peur ». Gilles Perrault, journaliste et signataire de « Pas un seul Marocain ne peut se sentir insulté par mon ouvrage ».

« Tout n'est pas parfait »

Quelque temps avant la parution de *Noire Ami le roi*, M. Driès Bati, ministre marocain de l'Intérieur, avait discrètement rencontré à Paris, son homologue français, M. Pierre Joxe, pour tenter d'éviter l'irréparable. Il avait ainsi évoqué la possibilité de racheter à l'éditeur, en l'occurrence Gallimard, tous les exemplaires de ce livre maudit et d'indemniser son auteur. Démarche sans suite, bien évidemment.

Aujourd'hui, pour tenter de faire revenir Paris à de meilleurs sentiments, Rabat a lancé une vaste campagne de relations publiques :

Depuis qu'à la dernière rentrée des classes, la municipalité de Saoula, petite commune de la banlieue algérienne, a décidé de « séparer filles et garçons, la commune vit dans l'effervescence. Non pas que ses habitants soient en désaccord avec la décision de leur maire, élu sur une liste du Front islamique du salut (FIS), mais, au contraire, parce que le ministère de l'éducation nationale a suspendu l'arrêté municipal.

ALGER

de notre correspondant

Une première manifestation de protestation a eu lieu début octobre, rassemblant les élèves encadrés par quelques maîtres. « Non à la mixité », proclamaient banderoles et pancartes portées par les chères petites têtes brunes et blondes. A la presse, le maire, a documenté expliqué que « séparer les écoles est l'une des volontés du FIS et de Dieu ». « Nos électeurs, a-t-il poursuivi, ont fait leur choix, à nous de les satisfaire et de concrétiser par la même notre programme ». Puis, goguenard : « Pour votre information, sachez que du temps de la France, les écoles de Saoula étaient séparées ».

Ce défilé d'enfants sentait par trop sa manipulation pour ne pas provoquer quelques protestations en retour. Saoula a donc rectifié le tir : une semaine plus tard, ce sont les pères de famille qui, après la prière du vendredi, ont défilé entre mosquée et mairie. « Mixité, débâche », proclamait, cette fois,

tout ce que le Maroc compte de notabilités envoient messages et télégrammes à leurs interlocuteurs français comme autant d'appels à la raison. L'agence de presse locale, MAP, ne vient-elle pas d'évoquer la possible remise en cause de la coopération entre les deux pays ?

En arrivera-t-on jusqu'à pareille extrémité ? Ces derniers mois, le contentieux s'est alourdi entre la France et le Maroc, voire entre le président Mitterrand et Hassan II qui, lors du dernier sommet franco-africain, en juin à La Baule, avait pris la tête du groupe des chefs d'Etat réunis à l'appel à plus de démocratie lancé alors par le président de la République.

Il n'empêche que la classe politique française, tant à droite qu'à gauche, entretient avec la monarchie chérifienne des liens trop ambigus pour vouloir tirer les choses au clair. Beaucoup ne souhaitent pas que la « raison » l'emporte afin d'éviter que certaines vérités ne soient trop crûment dites ? « Même si, comme le dit joliment, sous forme de litote, le Récours, l'association de rapatriés, tout n'est pas parfait » au royaume de Hassan II.

JACQUES DE BARRIN

ALGÉRIE : tirant les bénéfices de la crise économique

Les islamistes poussent leurs pions

une banderole tandis qu'une autre assurait que « l'éducation passe avant l'enseignement ». Le maire a fait son habituel discours pour expliquer que la séparation des sexes était inscrite dans le Coran, et un enseignant a pris la parole pour affirmer que la mixité était responsable de l'échec scolaire... des garçons.

« La mixité crée chez le garçon un complexe qui l'empêche de participer convenablement aux cours », a assuré ce pédagogue. « La présence féminine dans les classes dérange les garçons et détourne leur attention. C'est ce qui explique le taux plus important de réussite scolaire par le biais des résultats scolaires ». Et de conclure : « Nul n'ignore que la femme a un sens aigu de la dominance ».

De tels discours ne s'entendent pas tous les jours, mais ils témoignent bien de la présence des islamistes dans l'enseignement. Depuis longtemps, ces derniers ont investi avec méthode pour y diffuser leurs modèles de pensée. Au point que des parents, impuissants devant la vague intégriste, envisagent, aujourd'hui, de créer des écoles privées qui dispenseraient un enseignement plus conforme à leurs convictions. L'école privée laïque contre l'école publique quasi confessionnelle !

L'hebdomadaire *Algérie-Actualité* signale ainsi, dans son dernier numéro, l'existence d'une école clandestine aménagée dans un sous-sol d'Alger. Tels les chrétiens des catacombes, une vingtaine d'enfants, fils et filles d'intellectuels, inquiets de la qualité de l'école publique, la fréquentent quotidiennement.

Le combat contre la mixité dans l'enseignement n'est pas le seul domaine d'intervention des islamistes. Devenus, après les élections de juin, maîtres de la majorité des communes, les maires, membres du FIS, se sont vite aperçus de la valeur de leurs conquêtes : les municipalités sont riches, leurs budgets sont en flèche et les problèmes sont quasi insolubles. Les électeurs demandent du travail, de l'eau et des logements, toutes choses que les nouveaux maires sont bien incapables de leur fournir. Aussi, ont-ils tendance à concentrer leurs efforts dans le domaine « idéologique », là où ils peuvent affirmer leur différence sans dépenser un dinar.

Dans cette perspective, la lutte contre l'alcôol bénéficie d'une place de choix. Depuis longtemps déjà, les islamistes tentent de faire disparaître les commerces de vins (le Monde du 17 juillet). Mais à Annaba, dans l'est du pays, c'est à une brasserie qu'ils se sont attaqués. L'établissement qui livre toute la région, emploie quelque trois cent cinquante travailleurs ; c'est aussi l'un des plus importants contribuables de la wilaya (préfecture). Le maire n'en a pas moins

décidé de fermer l'usine. Fin août, une commission a opportunément découvert que la production n'était pas conforme aux normes d'hygiène.

Expertises et contre-expertises n'ont pu départager les adversaires et, deux mois plus tard, l'usine fabrique toujours le breuvage impie. Mais ses revendeurs, cafés, hôtels ou épiciers, viennent de recevoir une note de la direction les informant que l'usine était désormais dans l'impossibilité de leur livrer la marchandise notamment parce que « la sécurité de [ses] colporteurs et de [ses] chargements [étaient] plus assurés ». Les assesseurs sont donc priés de venir chercher eux-mêmes la marchandise, sans oublier « de prévoir pour le transport de la bière soit un véhicule aménagé, soit une bâche pour couvrir le produit ».

Des « repaires de la débâche »

Plus à l'ouest, à Bouira, Sour-el-Ghozlane et Lakhdaria, trois hôtels viennent d'être les victimes d'un arrêté « anti-alcôlique » de l'assemblée régionale dirigée par le FIS. Selon les élus islamistes, les hôtels où l'on servait du vin, étaient des « repaires de la débâche » et des noyaux « d'insécurité ». Ils seront affectés à d'autres activités. Quelques rares élus, arguant des pertes fiscales, ont bien tenté de faire rapporter la mesure mais leurs collègues du FIS sont demeurés inflexibles : « Aucune considération, ni elle d'ordre financier, a résumé l'un d'eux, ne peut aller à l'encontre de la nécessité d'extirper l'alcôol des pressions de ces établissements ».

Fermer : c'est là une activité que les islamistes affectionnent. A Bordj-Bou-Orgeridj, près de Stéf, le maire a ainsi fermé la cinémathèque et confisqué la bobine d'un film qualifié de « pornographique ». Un comité de solidarité composé de comédiens et d'intellectuels prestigieux a bien tenté d'organiser une manifestation de protestation devant la cinémathèque, mais les militants du FIS, plus nombreux, ont obligé à buter en retraite et l'affaire trahie, aujourd'hui, en justice.

A Oran la municipalité FIS a annulé le festival du court métrage, fermé le conservatoire, dissous la commission sportive municipale et interdit de subventions toutes les

associations autres que religieuses. Un tel tableau de chasse a fini par provoquer une manifestation de plusieurs milliers de personnes. Mais, il s'agit là de la seule réaction d'envie. Partout ailleurs, le calme règne ou peu s'en faut. Peu à peu, le pays se reploie, l'ennui s'installe, gagne toute la société qui ne laisse paraître son malaise que lorsque la jeunesse qui n'en finit plus de subir le chômage, explose, comme à Tebessa, la semaine dernière.

Apparemment apathiques, la majorité des Algériens laissent faire. Réservez-ils leur opinion pour les prochaines élections législatives ? Non, ils se contentent d'accorder avec les initiatives des islamistes ? Bien malin qui pourrait le dire. Ce ne sont pas, à l'évidence, les débats sur la mixité, la culture ou même l'alcôol qui les motivent mais la hausse des prix qui connaît une accélération inconnue jusqu'ici, les soins qui sont de moins en moins bien assurés — à Constantine des opérations ont dû être annulées faute de fil chirurgical tandis qu'à Alger la périaure de films empêche parfois les examens radiologiques — l'eau qui ne coule pas, les transports qui font défaut, les logements vétustes et surpeuplés, le chômage qui croît, et que les réformes économiques du gouvernement vont aggraver.

Dans un tel climat, les protestations des amoureux de l'art, des amateurs de culture, des sportifs ou même des bons vivants qui s'insurgent contre les décisions du FIS ont vite fait d'apparaître comme des soucis de privilèges. Les islamistes ne manquent jamais de souligner qu'ils ont, eux, des préoccupations moins utiles et plus proches des véritables besoins des gens.

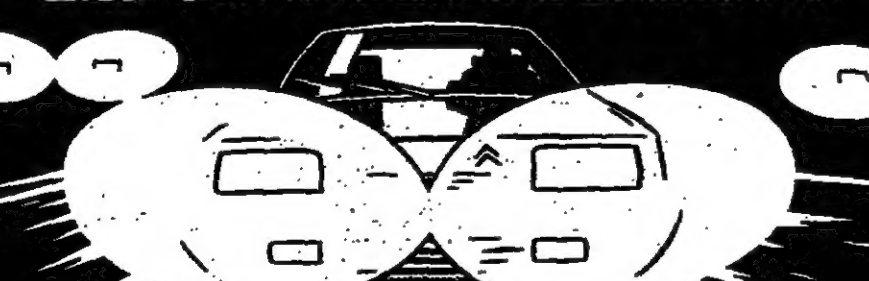
GEORGES MARION

Alger « ville islamique »

« Ville islamique », c'est désormais l'enseigne en métal doré récemment scellée au fronton de la mairie du Grand Alger, occupant, en plein centre-ville, la moitié d'un bâtiment, dont l'autre moitié abrite le Parlement. Cette enseigne est venue subrepticement prendre, ces derniers jours, la place de la devise constitutionnelle de l'Etat : « Par le peuple et pour le peuple ».

Le conseil du Grand Alger — officiellement appelé Conseil populaire de la ville d'Alger (CPVA) — qui groupe 33 communes, a été convoqué, en juin, par le Front islamique du salut (FIS). Son président, M. Kamte Guennadi, imam d'une mosquée à Bab-el-Oued, chef des islamistes, est aussi chef du département des communes islamiques du FIS. — (AFP)

DU 25 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE
LES GRANDES OCCASIONS



REPRISE 5000 F

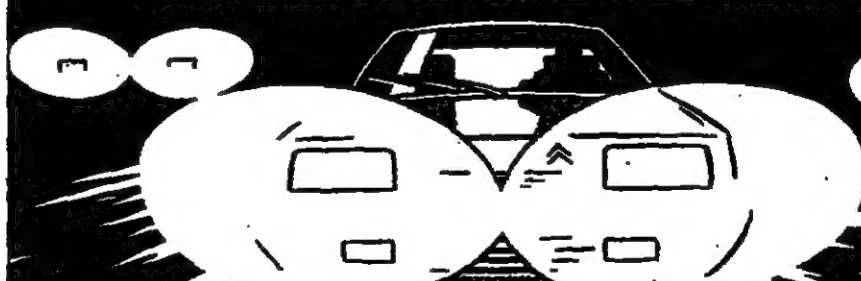
Quel que soit l'état de votre véhicule, et pour tout achat d'un véhicule d'occasion d'au moins 30 000 F, Citroën vous le reprend 5000 F TTC minimum ou plus si son état le justifie. Jusqu'au 5 novembre, chez Citroën Eurocasion, choisir une occasion n'est plus une question d'argent.

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 CITROËN.

CITROËN
EUROCASION

CITROËN préfère TOTAL

DU 25 OCTOBRE AU 5 NOVEMBRE
LES GRANDES OCCASIONS



CRÉDIT TOTAL*

Entrez sans hésiter chez votre concessionnaire. Choisissez sans vous presser la voiture qui vous plaît, et partez sans verser aucun apport. Jusqu'au 5 novembre, chez Citroën Eurocasion, choisir une occasion n'est plus une question d'argent.

Relations clientèle 05.05.24.24 (appel gratuit) ou minitel 3615 CITROËN.

* Sous réserve d'acceptation du dossier par Créditpar.

CITROËN
EUROCASION

CITROËN préfère TOTAL

EUROPE

GRANDE-BRETAGNE : la démission du vice-premier ministre

Le divorce était déjà consommé entre Sir Geoffrey Howe et Mme Thatcher

Sir Geoffrey Howe a démissionné inopinément, jeudi 1^{er} novembre, de ses fonctions de vice-premier ministre et de chef du groupe parlementaire conservateur à la Chambre des communes, après une conversation d'une demi-heure en fin d'après-midi avec M^{me} Margaret Thatcher. Sir Geoffrey expliquait, dans sa lettre de démission, qu'il ne peut plus servir avec honneur un gouvernement dont il désapprouve l'attitude anti-européenne. M^{me} Thatcher a accepté son départ avec plus de tristesse que de colère.

LONDRES

de notre correspondant

M^{me} Thatcher a surtout été surprise. Qui aurait cru cela de

Sir Geoffrey, le crâne des hommes, toujours affable, incapable d'un mot plus haut que l'autre ? Elle avait fini par penser que celui qu'elle avait chassé sans ménagement du Foreign Office en juillet 1989, précisément à cause de ses convictions pro-européennes, pour le réduire aux fonctions essentiellement honorifiques de vice-premier ministre était incapable de se rebeller. Elle avait tort.

Sir Geoffrey faisait triste figure depuis ce mois de juillet. Il n'avait pas seulement perdu un poste qu'il aimait, et auquel il avait quasiment fini par s'identifier, puisqu'il y était resté six ans. Il avait surtout été rejeté à l'extérieur du cercle magique des intimes du premier ministre. Il n'exerçait plus aucune influence sur les décisions du cabinet. Pis encore, cela se savait dans les allées du pouvoir.

M. Bernard Ingham, le porte-parole de M^{me} Thatcher, avait, en effet, jugé bon à l'époque, sur instruction

de sa patronne, de mettre du sel sur cette blessure. Lors d'une de ses réunions avec les journalistes après lesquelles il est interdit de le citer, il avait dit que ce « job » de vice-premier ministre dédaigneusement consenti à Sir Geoffrey n'en était pas un en réalité et qu'il ne fallait pas le prendre trop au sérieux. Ces propos avaient été obligatoirement rapportés à l'intéressé. Le divorce entre M^{me} Thatcher et l'un de ses plus anciens compagnons politiques était consommé, même s'il n'était pas encore public.

Le drame s'était noué en juin de cette même année 1989, lors du sommet européen de Madrid. Sir Geoffrey, en tant que secrétaire au Foreign Office, avait accompagné M^{me} Thatcher dans la capitale espagnole. Il estimait que les atermoiements de cette dernière à propos de l'entrée de la Grande-Bretagne dans le mécanisme de change du Système monétaire européen (SME) étaient plus de mise. Il avait déclaré à qui voulait l'entendre qu'il n'était plus possible de continuer à répéter indéfiniment que l'on entrerait « le moment venu » dans le SME. Il fallait fixer une date, et à Madrid même. Il proposait juillet 1990.

« La vieille » était ténue...

M^{me} Thatcher était d'autant plus furieuse que cette tentative de lui forcer la main avait des témoins. Elle était submergée par la chéquerie, mais aussi par des raisons personnelles. Peter Walker (chargé du pays de Galles), qui a quitté le gouvernement trois mois plus tard, et, enfin, le 14 juillet dernier, le secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, Nicholas Ridley, qui était contraint de se retirer pour avoir tenu des propos anti-européens et anti-allemands.

Elle n'avait pas cédé sur-le-champ, se contentant de préciser sa pensée sur les conditions qui rendraient possibles, « le moment venu », l'adhésion à la monnaie unique. Elle avait surtout laissé entendre pour la première fois que celle-ci était inévitable. De fait, Sir Geoffrey avait eu le tort d'avoir raison un peu trop tôt, puisque l'entrée dans le

SME a finalement eu lieu le 8 octobre 1990.

M^{me} Thatcher était revenue d'un moment assassiné de Madrid. Elle n'était pas sans remarquer, depuis quelques mois, les sourires entendus échangés entre Sir Geoffrey et le chancelier de l'Echiquier de l'époque, M. Nigel Lawson, tous deux partisans convaincus et de longue date de l'arrimage de la livre aux monnaies européennes. Les deux hommes se faisaient fort de « la mener là où elle ne voulait pas aller. Sir Geoffrey racontait à ses interlocuteurs européens de passage que « la vieille » était ténue, mais qu'elle finirait par céder. M. Lawson, pendant ce temps, faisait coller la livre au mark allemand sur les marchés des changes, pour réaliser déjà en pratique ce qui n'était pas encore officiellement décidé.

La « dame de fer » s'est révoltée, cet été-là, contre ce qu'elle considérait comme une façon de la mettre

devant le fait accompli. Elle a d'abord procédé, en juillet, à la diminution capitale de Sir Geoffrey, puis a fait ostensiblement revenir au 10 Downing Street son ancien conseiller économique, Sir Alan Walters, qui se « répendait » depuis les Etats-Unis, où il s'était provisoirement exilé, en propos désobligeants sur les performances monétaires de M. Lawson. Ce dernier, alors, jetait l'éponge en novembre. Elle avait réussi à perdre en quelques mois un secrétaire au Foreign Office et un chancelier de l'Echiquier, l'un et l'autre coupables de tendresse excessive pour l'Europe.

La « danse de la grand-mère »

L'ironie veut que la même situation se reproduise actuellement. Le secrétaire au Foreign Office, M. Douglas Hurd, et le chancelier de l'Echiquier, M. John Major, sont

tous deux des pro-européens convaincus et excentrés, comme leurs prédécesseurs, une douce pression, sur leur patronne. M. Hurd aurait même baptisé cet exercice la « danse de la grand-mère ». Il s'agit d'un fox-trot compliqué qui consiste, si on comprend bien, à faire deux pas en avant vers l'Europe, chacun tenant solidement par un bras M^{me} Thatcher. Puis, phut... les deux hommes reculent d'un pas et laissent la « dame de fer » assumer seule, un peu ébouriffée, la démarche qu'elle vient d'accomplir sans trop s'en rendre compte.

La « danse de la grand-mère » a fait merveille pour l'entrée dans le SME à la veille du congrès conservateur de Bournemouth, début octobre. Solidement encadrée par M^{me} Hurd et M^{me} Major, M^{me} Thatcher avançait alors, bon gré mal gré, sur la route de la construction européenne. Son incartade lors du sommet de Rome, le 28 octobre, remet tout en cause. Elle y a, en effet, dénoncé ce « pays brumeux de singes » qu'elle qualifie, selon elle, M. Jacques Delors et les partisans de l'Europe fédérale. Elle a proclamé solennellement qu'elle ne proposerait jamais pour ratification au Parlement britannique l'abandon de la livre et la création d'une monnaie unique européenne. Il fallait voir l'air navré de M. Hurd lorsqu'elle a rendu compte de son équipée romaine. Quant à M. Major, c'est bien simple, il avait disparu. On ne le voyait plus.

Sir Geoffrey a jugé qu'il était temps pour lui de partir. M^{me} Thatcher est décidée, apparemment, à reprendre les choses en main au sein de son propre gouvernement à propos de l'Europe. Elle se prépare à faire du combat contre l'Europe fédérale l'axe de sa campagne pour les prochaines élections générales, qui doivent avoir lieu d'ici vingt mois. La croisade contre les bureaucraties de Bruxelles, qu'elle veut, selon elle, abolir en un tournemain des siècles de tradition parlementaire britannique, va reprendre de plus belle. Les temps s'annoncent difficiles pour M^{me} Hurd et M^{me} Major. La « grand-mère » ne semble plus prête à se laisser mener là où elle ne veut pas aller.

DOMINIQUE DHOMBRES

Le plus fidèle des fidèles

LONDRES

de notre correspondant

M. Denis Healey, une des grandes figures du Parti travailliste dans les années 70, avait un jour ce mot cruel à propos de Sir Geoffrey Howe. Il avait dit qu'il était attaqué dans un débat parlementaire par ce dernier était « comme être mordu par un mouton mort ». Cette méchante plaisanterie était restée célèbre. L'autre sobriquet déplaçant dont était affublé Sir Geoffrey était celui de « paillard ». Aux Communes, on a le sens de l'expression qui fait mouche...

M. Neil Kinnock s'est souvenu des deux lorsqu'il a commenté, jeudi soir, la démission du vice-premier ministre en déclarant que « M^{me} Thatcher avait été mordue par son paillard ». Il a ajouté qu'il méritait bien, après toutes les sornettes qu'elle lui avait fait subir ces derniers mois. Sir Geoffrey n'avait, de fait, cessé d'avaloir des couleuvres depuis qu'il avait été réduit en juillet dernier au rôle protocolaire de vice-premier ministre. « Pourquoi n'est-il pas alors parti plus tôt ? », se demandaient les commentateurs à la télévision.

La réponse tient en un mot, qui résume mieux le personnage que les comparaisons désobligeantes qui précèdent : la loyauté. Sir Geoffrey a été pendant quinze ans - depuis qu'il a tenu sans succès, en 1975, de ravir la direction du Parti conservateur à M^{me} Thatcher - le plus fidèle des



Fidèles envers cette dernière. C'est la mort dans l'âme qu'il s'en va. Il le fait par conviction pro-européenne.

M^{me} Thatcher estime que ces différences à propos de l'Europe « ne sont pas aussi grandes qu'il le croit ». Sir Geoffrey était le dernier survivant du premier gouvernement formé par l'actuel premier ministre en juin 1979. Il avait été son premier chancelier de l'Echiquier, de 1979 à 1983, contribuant plus qu'aucun autre à la « révolution conservatrice » qui a bouleversé l'économie britannique. Il avait ensuite, de 1983 à 1989, établi un record de longévité au Foreign Office.

D. Dh.

URSS : la tension en Moldavie

La « République de Gagaouzie » a formé un gouvernement

Un gouvernement gagaouze a été formé dans le sud de la République de Moldavie, où l'état d'urgence a été instauré pour deux mois le 26 octobre, a annoncé, jeudi 1^{er} novembre, l'agence officielle Interfax. Ce gouvernement est dirigé par M. Stjepan Topal, président du Parlement élu la semaine dernière par la « République de Gagaouzie », unilatéralement proclamée en août et non reconnue par les autorités moldaves.

En même temps, toutefois, selon l'agence Tass, le Parlement gagaouze a « gelé » pour dix jours l'entrée en vigueur de toutes les décisions adoptées par ses députés, afin que puisse débuter un dialogue avec les Moldaves. Toujours selon l'agence officielle soviétique, la situation est en voie de normalisation avec le début du retrait, jeudi 1^{er} novembre, des volontaires venus dans la zone du conflit à la fois de Kichinev, capitale de la Moldavie, pour s'opposer aux Gagaouzes, et des régions orientales de la République, pour aider ces derniers.

Parallèlement, la direction du Front populaire de Moldavie, majoritaire au parlement de Kichinev, a demandé « la sortie immédiate et inconditionnelle de l'URSS » et « le retrait de toutes les troupes soviétiques du territoire de la République ». Elle demande aussi que le Parlement s'adresse à l'ONU en vue d'introduire en Moldavie des forces armées des Nations unies et attend enfin de la Roumanie « des activités plus

cohérentes afin de protéger les Roumains vivant à l'est du Prout ».

Pour sa part le chef du Parti communiste moldave, M. Loutchinski, est parti pour Moscou, où il doit rencontrer M. Gorbatchev. Dénonçant la création de la République de Gagaouzie ainsi que celle du Dniestr, proclamée à l'est par la minorité russe locale, il a affirmé qu'il demanderait au président soviétique d'adopter une attitude « claire » vis-à-vis de ce problème. — (AFP, Tass.)

a. Confirmation de la victoire des nationalistes géorgiens. — Les résultats officiels, proclamés jeudi 1^{er} novembre, des élections géorgiennes du 28 octobre confirment la victoire de la coalition nationaliste Table ronde-Géorgie libre, qui a recueilli 54,03 % des suffrages contre 29,42 % au Parti communiste. La Table ronde, d'ores et déjà, remporte 147 sièges (114 au scrutin proportionnel et 33 au scrutin majoritaire), soit une majorité absolue au futur Parlement, contre 76 qui sont allés au PC et 7 à des candidats indépendants ou représentant les neuf autres partis ou coalitions en lice. Un second tour doit avoir lieu le 11 novembre dans soixante-huit circonscriptions où aucun candidat n'a atteint 50 % des voix. — (Tass.)

Les hommes qui ont quitté « Maggie »

Lawson, Heseltine, Ridley et les autres

Avant Sir Geoffrey, trois autres ministres avaient déjà démissionné cette année : MM. Norman Fowler (emploi), en janvier, pour des raisons personnelles, Peter Walker (chargé du pays de Galles), qui a quitté le gouvernement trois mois plus tard, et, enfin, le 14 juillet dernier, le secrétaire d'Etat au commerce et à l'industrie, Nicholas Ridley, qui était contraint de se retirer pour avoir tenu des propos anti-européens et anti-allemands.

Le 26 octobre 1989, M. Nigel Lawson, chancelier de l'Echiquier, avait claqué la porte en reprochant à M^{me} Thatcher de retarder l'entrée de la livre dans le SME. Auparavant, en juin 1988, le ministre de la défense,

M. Michael Heseltine, avait démissionné, après avoir reproché au gouvernement d'avoir privilégié le constructeur américain Sikorsky aux dépens d'un consortium européen, lorsque la firme Westland (hélicoptères) cherchait un partenaire. Trois mois après le départ de M. Heseltine, M. Léon Brittan, aujourd'hui commissaire européen, avait quitté le ministère du commerce et de l'industrie à la suite de cette même affaire. Aucun des ministres de la première heure ne fait plus aujourd'hui partie du cabinet de M^{me} Thatcher. Bon nombre d'entre eux sont partis ou ont été remerciés en raison de désaccords sur la politique européenne. — (AFP.)

ASIE

La percée des « commandants » afghans

Suite de la première page

« Au bout de quatre jours, dit Massoud, nous nous sommes mis d'accord sur une stratégie générale, à la fois militaire et politique. La propagande disait que les moudjahidins ne pouvaient pas se retrouver tous ensemble, nous l'avons fait. » Dans une villa bien gardée de Peshawar, Massoud, pendant deux heures, va exposer à quelques journalistes ses plans et sa stratégie. Il se montre discret et s'exprime en persan. Il précise que sa propre armée est composée de 10 000 hommes.

Un commandant, qui n'appartient pas au parti de Massoud (le Jamiat Islami, dont le chef est le Fr. Rabbani), raconte que le commandant du Panjshir, un « commandant », sollicite l'avis de ses pairs avant d'accepter l'invitation pakistanaise. Certains pensaient que son prestige allait souffrir de cette « collusion », mais une majorité de chefs afghans y ont vu une occasion d'affirmer, pour la première fois, une unité. De Peshawar, où il s'est entretenu avec les chefs des partis politiques afghans, Massoud s'est donc rendu à Islamabad, où il a été reçu avec beaucoup d'égards par le président du Pakistan, M. Ghulam Ishaq Khan, et le chef de l'armée, le général Aslam Beg, puis les ambassadeurs américain et indien, mêlés de près à la guerre afghane.

Le « temps gaspillé »

Président du Conseil du Nord (qui regroupe treize provinces du nord de l'Afghanistan), Massoud veut convaincre tous les acteurs de la guerre d'Afghanistan que seule la « solution des commandants » peut permettre de sortir de l'impasse actuelle, celle-ci étant largement due à l'inefficacité du gouvernement intérimaire de Peshawar, qui regroupe les partis politiques sunnites. Massoud est conscient du « temps gaspillé » depuis le départ des troupes soviétiques, en février 1989, et bien que des étapes soient maintenant jacob, à la tête de chacune d'entre elles, un commandant élu.

à une position offensive », il souligne que les échecs militaires répétés depuis un an, « ne sont pas dus à la force du régime de Kaboul, mais à notre faiblesse, au fait que nous n'avons pas été capables d'utiliser correctement nos forces ». La cohésion et la coordination sont donc indispensables.

« La guerre, explique-t-il, ne doit plus être concentrée sur un objectif, mais sur plusieurs points faibles de l'ennemi. Parallèlement, la guérilla et les activités de sabotage dans les villes doivent continuer, ainsi que le blocage des routes. » Massoud n'est pas d'accord, du moins dans l'immédiat, pour concentrer les moudjahidins contre Kaboul, comme le veulent Gulbuddin Hekmatyar, chef du Hezb Islami, et les services secrets pakistans. L'attaque de Kaboul, précise-t-il, fait dorénavant partie d'une stratégie d'ensemble. Il se garde cependant de critiquer Gulbuddin, qui fut un adversaire féroce, avec lequel il vient d'avoir au moins deux entretiens, puisque le temps est à la réconciliation générale : « Rabbani et Hekmatyar ont signé un accord », dit-il.

Un accord écrit

Mais les aspects politiques de la « stratégie des commandants » sont au moins aussi importants que la lutte militaire : pour l'essentiel, il s'agit d'organiser des élections dans toutes les provinces. « Ceux qui obtiendront la majorité gouverneront localement », explique-t-il. Dans un premier temps, des élections vont se dérouler uniquement entre le Jamiat et le Hezb Islami de Hekmatyar, dans les zones couvertes par la réputation de bon administrateur est reconnue, compte faire de ce scrutin un exemple pour le reste de l'Afghanistan. A l'occasion d'une grande choura, qui se tiendra après l'hiver, l'organisation administrative future du pays sera notamment adoptée. Neuf nouvelles zones (actuellement, il y a trente provinces) seront créées, à la tête de chacune d'entre elles, un commandant élu.

Ce plan politico-militaire, qui a reçu un accord favorable des chefs de guerre, est accepté par la plupart des chefs politiques, assure Massoud, bien que certains aient « des réserves ». Celles-ci sont importantes : Massoud a beau affirmer que les chefs de guerre et ceux des partis politiques doivent travailler ensemble et qu'il n'est pas question de nier tout rôle aux seconds, cette nouvelle stratégie marginalise encore un peu plus le gouvernement intérimaire.

Le « lion du Panjshir » omettra de préciser que, la confiance étant ce qu'elle est, les commandants attendent un accord écrit des chefs de partis. Amin Wardak, commandant du Hezb Islami de Yunus Khalis, nous précise qu'un bureau de la « choura des commandants » va s'ouvrir prochainement à Peshawar. En liaison radio avec toutes les provinces, il aura pour fonction de coordonner les actions militaires.

Massoud souhaite que les chefs politiques comprennent que les temps ont changé. Sibyllin, il ajoute : « J'espère qu'il n'y aura pas besoin de nouvelles interventions des moudjahidins dans les affaires politiques. » Il se déclare convaincu que, si la résistance afghane utilise ses forces de manière efficace et rationnelle, le régime du président Najibullah s'effondrera. Le moment venu, il estime que la population de Kaboul acceptera un blocus total et permanent. Si, au cours de ce processus, le régime pro-soviétique est prêt à accepter la légitimité et les décisions de la résistance, « ce sera une situation différente ».

Le commandant Massoud exclut tout rôle futur pour le roi Zahir Chah, exilé à Rome, dont il dresse un portrait féroce. « Vu son âge, son efficacité, son passé en Afghanistan, et son action au cours des douze années de djihad (guerre sainte), déclare-t-il, cela ne lui laisse aucun rôle pour l'avenir du pays, ou même pour apporter une solution pacifique. Parler de Zahir Chah aujourd'hui, c'est accorder nos problèmes. » S'il est trop tôt pour parler de la direction future du pays, Massoud, qui appartient à une ethnie minoritaire (celle des Tadjiks), répond de manière très politique à la question de savoir si un Tadjik pourrait un jour gouverner l'Afghanistan : « Nous croyons aux élections, quelle que soit la volonté du peuple ».

LAURENT ZECCHINI

INDE

Nouveaux affrontements à Ayodhya

La police indienne a tué au moins quatre personnes en ouvrant le feu, vendredi 2 novembre, sur quelque cinq mille hindous engagés dans un nouvel assaut contre une mosquée d'Ayodhya, dans le nord du pays, ont rapporté médecins et témoins. Trente-cinq personnes au moins ont été blessées, par balles pour la plupart. Les hindous, qui veulent détruire la mosquée pour ériger un temple sur son emplacement, avaient tenté un premier assaut mardi.

Les coups de feu ont cessé après plus d'une heure d'affrontements entre policiers et militants dans les rues et sur les toits de la ville sainte, qui compte cinquante mille habitants et trois mille temples.

Plus de cent personnes ont été tuées dans les dix dernières années dans des affrontements entre hindous et musulmans lors de l'assaut de mardi contre la mosquée. Des dizaines de villes indiennes ont été placées sous couvre-feu. La population du pays compte cent millions de musulmans sur 850 millions d'habitants. Les Etats les plus touchés sont le Gujarat et l'Uttar Pradesh, où se trouve Ayodhya. — (Reuters.)

o BIRMANIE : arrestation d'une cinquantaine d'opposants. — Plus d'une cinquantaine de dirigeants de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) ont été arrêtés par des militaires au cours de la semaine passée, selon des diplomates en poste à Rangoon interrogés, jeudi 1^{er} novembre, par téléphone de Bangkok. Ces arrestations sont les dernières rapportées dans le cadre de ce que les observateurs qualifient de « campagne brutale » de la Junta pour réguler toute opposition en Birmanie. La NLD a obtenu 80 % des suffrages lors des dernières élections en mai 1990, mais le gouvernement militaire a refusé de lui remettre le pouvoir. — (AFP.)

السلامة

POLITIQUE

La préparation du vingt-septième congrès du PCF

L'automne des communistes iconoclastes

La préparation du 27^e congrès du PCF va entrer, à partir de la semaine prochaine, dans une nouvelle phase de confrontation entre les partisans de la ligne majoritaire, incarnée par M. Marchais, et les «réformateurs», emmenés par M. Fiterman. Au nom du PS, M. Debarge a menacé de «riposter» les dirigeants communistes si ceux-ci entreprennent, comme ils l'ont dit, de censurer le gouvernement pour repousser l'institution de la contribution sociale généralisée. Le numéro deux du PS voit, en effet, dans leur prise de position «une espèce d'agression».

En cet automne, une rue politique passe inaperçue. Pourtant, il s'agit d'une métamorphose révolutionnaire : les communistes français ne pratiquent plus l'autocensure ! Depuis que M. Charles Fiterman a osé briser le tabou de l'unanimité, sans subir pour l'instant de représailles, en opposant ouvertement son propre projet à celui de la direction du parti dans la perspective du 27^e congrès, les cadres du PCF partagent les options «réformatrices» de l'ancien ministre des transports s'en donnent à cœur joie.

Le plus iconoclaste est assurément le maire de Montreuil, M. Jean-Pierre Brard, député de Seine-Saint-Denis. Non content d'avoir commis le sacrilège de critiquer nommément M. Georges Marchais dans la tribune de discussion de l'Humanité du 22 octo-

bre — ce qui lui a valu aussitôt l'accusation de «dérèglement» de la part du premier secrétaire fédéral de Paris, M. Henri Malberg, — il en a rajouté en souhaitant sans ambages la démission du secrétaire général du PCF dans un entretien publié le 23 octobre par l'événement du jeudi : «Quand on est le numéro un quelque part, on doit toujours assumer sa responsabilité entière, y compris lorsque ça ne va pas. Et en tirer les conclusions. C'est la seule attitude loyale possible. Si j'étais Georges Marchais il est sûr que j'aurais pris du champ...»

Une lettre à M. Marchais

M. Brard n'est pas un cas isolé. Soucieux de ne pas se couper de leurs bases électorales, édifiées sur les fondations de feu l'union de la gauche, les parlementaires et les maires contestataires du PCF n'hésitent plus à s'émanciper des règles traditionnelles de leur parti pour s'exprimer sans fard. Deux autres députés, M. Marcelin Berthelot, maire de Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) et M. Robert Mondargent, maire d'Argenteuil (Val-d'Oise), ont eux aussi franchi le Rubicon en s'associant au maire de Montreuil, dans une lettre en date du 15 octobre, pour reprocher ironiquement à M. Marchais et à l'appareil du parti d'avoir pris position contre le Livre blanc du premier ministre relatif à l'aménagement de la région Île-de-France sans aucune concertation préalable avec les élus communistes directement concernés.

Cette lettre disait notamment : «Nous avons lu dans l'Humanité du 6 octobre dernier le compte-

rendu de la conférence de presse que tu es tenue sur l'Île-de-France. C'est fort justement que tu soulignes que le Livre blanc de Rocard a été rendu public sans que son élaboration ait été l'objet de la moindre concertation. Aussi, nous nous demandons que pour élaborer nos propositions nous n'ayons pas pris l'initiative d'une réflexion collective approfondie avec les groupes d'élus communistes de nos villes. (...) La seule réunion importante associant un certain nombre d'élus de la région parisienne s'est tenue l'an passé au comité central. Elle avait permis, selon nous, de mesurer le grand décalage entre le niveau de l'offensive et le contenu de nos propositions. Depuis, il n'y a pas eu de réflexion vraiment collective. (...) Peut-être cela explique-t-il, du moins au travers de ce que nous avons lu dans l'Humanité, la pauvreté des propositions que nous avons présentées. Non seulement, elles sont marquées par un fort caractère défensif mais elles n'ouvrent pas de perspectives d'avenir enthousiasmantes qui permettraient de briser l'offensive Rocard. (...) Ce qui est dit n'est guère critique mais ne suffit pas. (...) A notre avis, l'avenir de la région Île-de-France mérite que la façon d'appréhender notre réflexion et nos propositions soit remise à l'endroit.»

Les mêmes élus font également cavaliers seuls, au besoin, en politique étrangère. L'Humanité du 1^{er} novembre relayait la réception offerte, mardi soir 30 octobre, à l'hôtel de ville de Saint-Denis, en l'honneur de la visite en France de l'ancien ministre de l'Éducation du gouvernement sandiniste du Nicaragua, M. Fernando Cardenal. Le quotidien du PCF ne précisait pas

qu'au cours des échanges d'allocutions MM. Marcelin Berthelot, François Asselineau, autre député de Seine-Saint-Denis, vice-président du groupe d'amitié parlementaire France-Nicaragua, et Bernard Lacombe, président de l'association France-Amérique latine, ont confirmé leur soutien sans réserve au pragmatisme légaliste des dirigeants sandinistes alors que l'état-major du PCF se montre volontiers critique à l'égard de ces derniers.

«Un débat passionné mais sans violence»

Cette évolution du débat interne en entraîne une autre qui n'est pas moins remarquable : la direction du PCF laisse faire ! Elle ne tient pas à donner à ses détracteurs le bâton pour se faire battre. Certes, il serait excessif d'affirmer que M. Marchais et ses partisans restent impassibles devant ce manège. La charge de M. Brard, en particulier, a provoqué le courroux du secrétaire général. Il apparaît néanmoins que, pour le moment, tous les points de vue peuvent s'exprimer dans le cadre de la tribune de discussion préparatoire au congrès et que l'état-major du parti manifeste en la circonstance un souci de transparence contrastant avec ses anciennes habitudes.

Le président de la commission responsable de l'organisation du débat, M. André Lajoie, affiche, d'ailleurs, une ferme volonté d'ouverture : «Il y a un choc des idées, le débat est passionné mais sans violence, nous allons l'élargir...» Il se plaît à dire que le PCF, en suivant cette procédure, «est en train de réaliser ce qu'aucun autre parti

n'a fait...» L'ancien candidat à la présidence de la République y met tant que chef de file des députés communistes il doit absolument faire abstraction, au Palais-Bourbon, des querelles internes afin de ménager la sensibilité des uns et des autres sous peine de voir son groupe implorer au moment où celui-ci va être invité à manifester sa cohésion en présence de la future motion de censure anti-CSG.

Bilan provisoire : même si la direction du PCF ne rompt pas avec l'autoritarisme, qui caractérise sa préférence à être la seule à pouvoir fournir, au terme du processus, les «bonnes réponses» aux questions posées par les militants, la préparation de ce 27^e congrès tend à confirmer que l'expression de divergences est désormais admise à la tête du parti, ce qui n'est pas rien. Par un curieux détour, les dirigeants du PCF renouent ainsi, pour des raisons d'opportunité, avec un débat qui tourna court, dans les années 20, avant l'ère stalinienne, à l'époque où les communistes soviétiques cherchaient à combiner discipline et démocratie en acceptant l'existence et l'expression de tendances, tout en interdisant l'organisation de ces tendances.

Union sur la scène parlementaire

Cette forme de «cohabitation» risque toutefois de tourner rapidement à l'aigre. Non pas sur la scène parlementaire. Si le groupe communiste s'associe à la motion de censure anti-CSG annoncée par la droite au terme du débat du

15 novembre, aucun des députés «réformateurs» ne fera, en principe, défaut. Bien que la position initiale de M. Marchais ait été, de l'avis de plusieurs d'entre eux, arrêtée de façon intempestive, tous désapprouvent, sur le fond, le projet gouvernemental et le sujet est trop sérieux pour devenir prétexte à manœuvres.

En revanche, il n'est pas exclu que M. Fiterman, qui a jugé «insuffisante» la discussion en cours, veuille relancer le débat à l'occasion de la deuxième réunion, lundi 5 novembre, de la commission ad hoc que préside M. Lajoie. Surtout si la direction du parti confirme l'intention qu'on lui prête de donner une priorité absolue, dans les colonnes de l'Humanité et de l'hebdomadaire Révolution, aux contributions émanant de la base militante. «Nous voulons sortir des discussions entre chefs, explique, en effet, M. Lajoie. Nous voulons que ce soient tous les communistes qui soient auteurs et acteurs de la politique du parti.» Les «réformateurs» craignent que ces propos n'annoncent, en réalité, que les contributions de leurs principaux porte-parole seront publiées au compte-gouttes. Ils vont donc s'employer à mettre l'état-major du parti en contradiction avec la volonté d'ouverture qu'il peut exprimer sans risque tant qu'il reste maître du jeu. Mais la démarche de M. Fiterman et de ses amis demeure fort aléatoire puisque les «réformateurs» ne peuvent pas s'organiser davantage sans prendre, eux, le risque d'être accusés de fractionnisme. Jeux de masques.

ALAIN ROLLAT

La discussion budgétaire à l'Assemblée nationale Les crédits de la recherche sont réservés

Le ministre de la recherche et de la technologie, M. Hubert Curien, a demandé, mercredi 31 octobre, la «réservation» du vote de son budget, faute d'une majorité pour l'adopter. D'un montant global de 23 498 millions de francs, ces crédits sont en progression de 5,6 % et ils représentent 1,99 % du budget global. Le rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, M. Jean-Pierre Sueur (PS, Loiret), a déclaré que ce budget, bien que s'inscrivant dans la voie «de redressement» de ces crédits, entamée en 1989, comprend «quelques points d'ombre», concernant surtout le niveau des crédits de paiement.

M. Curien a affirmé que la priorité accordée à la recherche est au cœur de ce budget. «Nous ne fai-

sons pas de bond en avant, s'il faut le reconnaître, c'est vrai ; et il n'y a pas de rupture. Mais, ce qui est mieux, nous continuons à progresser sur la voie déjà tracée : l'augmentation de 7,3 %, programmée pour 1991, fera suite à celle de 7,1 %, décidée l'an dernier.»

Le ministre n'est pas parvenu à convaincre l'opposition du bien-fondé de son argumentation. Il n'a pas trouvé notamment, comme l'année dernière, l'accueil favorable de députés centristes.

Ces derniers estiment que ce budget, «présenté dans un contexte général incertain, peu réaliste et déjà obsolète», se contente d'un «maintien global, sans véritable foi et sans volonté clairement affirmée».

P. S.

Les «réformateurs» du Rhône créent une association

LYON

de notre bureau régional

Une quinzaine de militants et d'anciens membres du Parti communiste ont annoncé la constitution, dans le Rhône, d'une association ayant pour but de «réfléchir sur le devenir du mouvement révolutionnaire». Présidée par M. Jacques Commaré, adjoint du maire de Vaulx-en-Velin et par M. Pierre Gramet, adjoint du maire de Villeurbanne, cette «structure de rencontres et d'initiatives» est le prolongement d'une pétition lancée en mai dernier et réclamant «l'engagement par le PCF d'un débat profond et contradictoire». Elle avait alors recueilli plus de deux cents signatures de sensibilités diverses : cer-

tains pétitionnaires se reconnaissant dans la démarche de M. Charles Fiterman, d'autres ayant soutenu, un temps, M. Pierre Juquin. Les militants de la section communiste du département recherchent de Renauld-Véhicules Industriels, proches des «constructeurs», s'étaient joints à cet appel ainsi que treize élus de l'agglomération lyonnaise.

On retrouve aussi dans cette association les cinq responsables de la section communiste de Villeurbanne (dont un membre du bureau fédéral), qui, à la fin du mois de septembre, pour marquer leur désaccord durable avec la direction fédérale du Rhône, ont choisi de renoncer à leurs responsabilités dans l'appareil du parti. Estimant que les conditions de préparation du congrès, «avec un projet

de résolution faible et monolithique», laissent «peu d'espoir», ces militants ont l'intention de publier un bulletin qui reprendra leurs travaux de réflexion.

Le siège de l'association sera basé à Vaulx-en-Velin, commune où ont eu lieu récemment des incidents entre jeunes et policiers. A propos de ces événements, les responsables de cette nouvelle structure jugent «inadmissible» que la direction de leur parti ait attendu quatre jours pour exprimer sa «solidarité» avec le maire de la ville, M. Maurice Charrier (PCF). Celui-ci, qui ne participe pas à ce groupe, affiche cependant clairement ses amitiés personnelles et politiques avec M. Fiterman.

BRUNO CAUSSÉ

CAPEL
n'a pas peur
des plus forts
que lui

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg
• 88, rue Nationale, 59000 Lille

EN BREF

■ Sondage : M. Mitterrand et M. Rocard en baisse. — M. François Mitterrand, avec 60 points contre 67 en octobre, et M. Michel Rocard, avec 49 au lieu de 56, perdent 7 points de popularité en un mois selon le baromètre l'Express-Louis Harris du mois de novembre, publié cette semaine par l'hebdomadaire. 60 % des personnes interrogées (contre 67 %) approuvent l'action du président de la République, tandis que 28 % (contre 26 %) la désapprouvent. S'agissant du premier ministre, 49 % approuvent son action (contre 56 %) et 36 % la désapprouvent. Ce sondage a été réalisé par télé-

phone, selon la méthode des quotas, les 25, 26 et 27 octobre, auprès d'un échantillon national représentatif de mille quatre personnes âgées de dix-huit ans et plus.

■ M. Cambadélis (PS) : «Le PS n'est pas attractif». — M. Jean-Christophe Cambadélis, député (PS) de Paris, ancien président de l'UNEF-ID, explique dans sa «lettre» hebdomadaire (datée du 2 novembre) que, dans la jeunesse, «rien n'a qualitativement changé depuis novembre-décembre 1986» et que si, «hier, M. François Mitterrand lançait l'idée de la révolution dans son discours (...), aujourd'hui, cela semble peu probable», car «le PS n'est pas attractif, et les jeunes sont rebelles». «Bien sûr, des inorganisés professionnels sont à l'œuvre dans ces mobilisations, et quelques leaders ont une parfaite connaissance des enjeux politiques», écrit-il, mais il souligne que «la révolution est là, à l'état brut».

■ PR : M. Longuet succédera à M. Léotard. — Comme prévu, c'est M. Gérard Longuet, député UDF de la Meuse, qui succédera à M. François Léotard à la présidence du Parti républicain. La transition s'est amorcée en douceur, mercredi 31 octobre, au Palais-Bourbon où le bureau politique du PR a approuvé la candidature de M. Longuet, seul candidat en lice. Celui-ci prendra officiellement ses fonctions le 24 novembre prochain à Cannes, lors de la réunion du conseil national du parti. M. Longuet y présentera une liste de trente-cinq membres pour constituer le nouveau bureau politique du PR.

Pour l'homme très-très long CAPEL est une révélation

CAPEL prêt-à-porter grandes tailles
• 74, boulevard de Sébastopol 75003 Paris
• 26, boulevard Malesherbes 75008 Paris
• Centre Com. Maine-Montparnasse 75015 Paris
• 13, rue de la République, 69001 Lyon
• 27, rue du Dôme, 67000 Strasbourg
• 88, rue Nationale, 59000 Lille

C'est fou la vie qu'on peut mener sans être milliardaire.

Un luxe rare, des séjours individuels à Miami dans le plus bel hôtel du quartier Art Déco. Façades pastels, salons intimes, décors raffinés, découvrez l'ambiance des années 30. Départs quotidiens sur vols réguliers des grandes compagnies.

Séjours en circuit au départ de Paris, prix par personne à partir de...

Agences Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél. : 47.27.89.80 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 47.80.07.07 • 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}. Tél. : 47.81.20.20 • 75, avenue des Ternes, Paris 17^e. Tél. : 48.74.30.30 • 1, rue Cassini (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e. Tél. : 46.44.38.61 • 98, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 46.39.09.09 • Rouen 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35.98.32.50. Remise aux clients et inscriptions (Carte Bleue). Tél. : (0) 47.27.36.37. Maille 36.15 code FV.

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

Je vous remercie de m'envoyer, contre 9,30 F en timbres, votre brochure :

☐ L'Asie ☐ La Floride ☐ Les Amériques ☐ La Méditerranée ☐ La Grèce

Nom : _____ Prénoms : _____

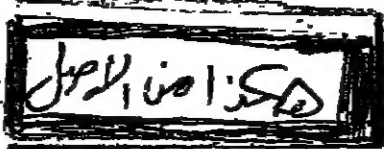
Adresse : _____

Code postal : _____ Ville : _____

FORUM VOYAGES
LE LUXE VOYAGIER

LA FLORIDE MIAMI BEACH ART DECO
5390 F
9 JOURS
HOTEL PARK CENTRAL

FORUM VOYAGES
LE LUXE VOYAGIER



POLITIQUE

Le projet de statut de la Corse

Une « constitution » dans la Constitution

Le projet de statut instaurant une quasi-autonomie pour la Corse, adopté le 31 octobre par le conseil des ministres (*le Monde* du 2 novembre), soulève des problèmes constitutionnels dans la mesure où, pour la première fois, une partie du territoire métropolitain serait dotée d'institutions, voire d'un droit, spécifiques. En créant une collectivité territoriale nouvelle, M. Pierre Joxe se réfère à l'article 72 de la Constitution, qui autorise une telle création, et s'inspire de l'exemple polynésien - celui d'une autonomie dans le cadre de la République, - pour contourner l'obstacle que constituerait la définition de règles particulières dans une région ordinaire. Le projet vise, d'autre part, à doter les futures institutions corse des moyens d'aider au développement d'une économie fortement handicapée par l'insularité et par le déclin démographique. La mise au point du texte a donné lieu à d'ultimes arbitrages difficiles sur les conditions de la « continuité territoriale », c'est-à-dire le maintien des tarifs maritimes et aériens, grâce à une aide de l'Etat, à un niveau similaire à celui du continent. Tandis que les partis traditionnels, dans l'île, marquent leur opposition à la reconnaissance juridique de la notion de « peuple corse », M. Jean-Marie Le Pen appelle les Corses à refuser ce qu'il dénonce comme une « logique d'abandon » de l'île par l'Etat.

L'université de Corte va devoir organiser un enseignement de droit constitutionnel corse ! Le projet de statut, approuvé mercredi 31 octobre par le conseil des ministres, propose, en effet, deux siècles après Rousseau, une véritable constitution pour l'île. Cette démarche est-elle compatible avec la Constitution de la République française ? L'indivisibilité de celle-ci, proclamée par l'article 2 de sa loi fondamentale, permet-elle à une partie de son territoire métropolitain de disposer d'institutions spécifiques ? Le projet de gouvernement pour la Corse soulève une question qui oppose depuis toujours les « jacobins », centralisateurs, aux « girondins », fédéralistes. Si M. Pierre Joxe gagne son pari de trouver un statut spécifique compatible avec la règle constitutionnelle, nul ne peut douter que sa victoire donnera bien des idées à ceux qui rêvent que la France ne soit plus gérée de la même manière de Dunkerque à Pointe-à-Pitre.

Rien ne manque à ce texte pour en faire une constitution, si ce n'est un « conseil constitutionnel » chargé d'en contrôler le respect. Exécutif et législatif sont clairement séparés : si les membres du premier sont élus par le second en son sein, ils ne peuvent plus y siéger dès qu'ils passent de l'autre côté de la barrière. Le vrai pouvoir est confié au président du conseil exécutif, l'assemblée ne disposant que de prérogatives protocolaires. « Lois » et « règlements » sont nettement séparés, puisque l'exécutif dispose du pouvoir d'arrêter les mesures d'application du législatif.

Les recettes du parlementarisme rationalisé, si appréciées par les socialistes depuis qu'ils sont au pouvoir, sont fortement mises à contribution, au point que M. Joxe en a oublié les règles de protection des droits des minorités des assemblées prévues dans son projet sur l'administration territoriale de la République, qui, dans l'état actuel des textes, ne s'appliquent pas à la Corse. Le président du conseil exécutif peut imposer à l'assemblée un ordre du jour prioritaire. La durée des sessions est strictement limitée. En outre, l'assemblée ne pourra renverser le conseil exécutif qu'en élisant une équipe de remplacement.

Le système électoral

Cette dernière règle est inspirée de l'Allemagne, où la loi fondamentale a créé le mécanisme de la « défiance constructive » : la motion de censure proposant de renverser le chancelier doit indiquer le nom de celui qui le remplacera si elle est votée. C'est ce mécanisme qui a été transposé en Corse, comme il l'a été dans la constitution espagnole de l'après-franquisme. En Allemagne, une telle motion n'a été mise en discussion que deux fois depuis la guerre, dont une sans succès contre M. Willy Brandt en 1972. L'exem-

pte allemand montre, d'ailleurs, qu'un renversement d'alliances au sein d'une assemblée ne suffit pas à garantir à la nouvelle équipe dirigeante de disposer d'une solide majorité : M. Helmut Kohl, qui avait, en 1982, remplacé ainsi M. Helmut Schmidt, avait dû obtenir la dissolution du Bundestag pour assurer son pouvoir. Or, le droit de dissolution est le seul pouvoir d'un exécutif fort dont ne disposera pas le président du conseil exécutif corse. Il n'appartient qu'au gouvernement français, qui ne peut en user que si « le fonctionnement normal de l'assemblée se révèle impossible ».

La seule assurance de la stabilité du pouvoir réside, bien entendu, dans l'urgence au sein de l'assemblée d'une majorité solide, ce qui dépend essentiellement du mode de scrutin. Celui qui est proposé n'atténue que fort peu la stricte règle proportionnelle. Certes, pour obtenir des sièges, une

liste devra avoir obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, mais, entre les deux tours, elle pourra s'agréger des candidats ayant figuré sur des listes adverses sans que, pour ce faire, celles-ci aient l'obligation d'avoir franchi le moindre seuil au premier. Sur tout, la liste arrivée en tête ne disposera que d'une prime de six sièges sur les cinquante et un que comporte l'assemblée. C'est dire que pour avoir la majorité absolue au sein de celle-ci, il faudra avoir obtenu aux environs de 44,5 % des suffrages exprimés, ce qui donne aux nationalistes une chance de s'imposer dans la coalition victorieuse.



liste devra avoir obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, mais, entre les deux tours, elle pourra s'agréger des candidats ayant figuré sur des listes adverses sans que, pour ce faire, celles-ci aient l'obligation d'avoir franchi le moindre seuil au premier. Sur tout, la liste arrivée en tête ne disposera que d'une prime de six sièges sur les cinquante et un que comporte l'assemblée. C'est dire que pour avoir la majorité absolue au sein de celle-ci, il faudra avoir obtenu aux environs de 44,5 % des suffrages exprimés, ce qui donne aux nationalistes une chance de s'imposer dans la coalition victorieuse.

Les réactions

M. Le Pen dénonce une « logique d'abandon »

M. Jules Gistucci, président de la Fédération des associations corse de Paris, a affirmé, jeudi 1^{er} novembre, que la refonte des listes électorales prévue pour l'élection de la future assemblée de Corse par le projet de loi de M. Pierre Joxe « élimine, par l'intermédiaire du vote, la diaspora, qui représente cinq cent ou six cent mille Corses ». M. Gistucci a ajouté : « Le projet Joxe donne à la région des moyens importants, mais, en même temps, il introduit des facteurs de déclin. Je ne vois pas en quoi le fait d'empêcher un Corse de l'extérieur de voter là où il veut permettra de changer quelque chose en Corse ». M. Gistucci estime, néanmoins, que « le plan Joxe permet d'avancer dans la bonne direction », car, « à partir du moment où l'on reconnaît qu'il y a un peuple, on reconnaît son enracinement sur sa terre ».

M. Jean-Marie Le Pen estime, de son côté, que « le statut Joxe n'est pas un statut d'ouverture, mais de rupture ». Le Front national « souligne les responsabilités que prennent les parlementaires, les fonctionnaires ou, même, les citoyens qui attendent aux lieux institutionnels qui placent la Corse dans la République et aux droits historiques et moraux de la patrie fran-

caise en Corse ». Le président du Front national a appelé les Corses à la plus grande vigilance face à la « logique d'abandon » dans laquelle les socialistes menent de les engager et qui n'a rien à voir avec l'autonomie. Le Parti occitan, à l'inverse, s'est félicité jeudi de « la reconnaissance officielle du peuple corse ainsi que de la création d'un véritable exécutif ». Néanmoins, le Parti occitan (autonomiste) « regrette que le gouvernement refuse de reconnaître la diversité de ses langues et de ses cultures [en] s'en tenant à une décentralisation limitée et sans grand pouvoir ». Il en appelle à « l'opinion publique afin de cristalliser les revendications en faveur des pouvoirs régionaux autonomes et des transferts de compétence, tout en réclamant la reconnaissance de leurs identités tout autant que celle obtenue par la Corse ».

Dans un entretien publié jeudi 1^{er} novembre par le *Quotidien de Paris*, M. Jean-Paul de Rocca-Serra (RPR), président de l'actuelle assemblée de Corse, réaffirme son opposition au projet de M. Joxe et affirme : « Tout semble fait pour que les troubles persistent, car l'Etat se dédouble sur nous de beaucoup de ses compétences ».

Le modèle polynésien.

La Corse sera ainsi dotée, si les obstacles parlementaires et constitutionnels sont franchis, d'un statut sans aucun rapport avec celui des régions traditionnelles et qui s'apparente à celui dont dispose,

Autonomie politique et dépendance financière

Sur les quatre-vingt-cinq articles du projet de loi relatif à la Corse, plus d'une vingtaine traitent directement des enjeux liés au développement économique et à l'aménagement du territoire, soit, successivement, les transports, le tourisme, l'agriculture, la fiscalité, l'énergie, les aides aux entreprises. Pour affirmer que M. Pierre Joxe aura réussi, il faudra non seulement pouvoir constater, à long terme, que la paix civile est revenue, mais aussi que les conditions d'un dynamisme économique ont été trouvées.

La Corse, plus que tout autre région française, accuse en effet des retards considérables sur la moyenne nationale et a besoin de la collectivité à travers les mécanismes de redistribution du budget de l'Etat. Selon les derniers calculs de l'INSEE, l'île ne contribue que pour 0,3 % au produit intérieur brut (PIB), et sa part n'a pas progressé depuis 1982. L'habitant d'île-de-France produit, chaque année, en moyenne, 153 700 francs de richesses ; l'Aisacien, 105 000. Le Corse, lui, en queue de peloton, dépense à peine 75 000 francs. Un élément d'espoir apparaît, toutefois, dans le fait que, en six ans, le taux de croissance annuelle moyen du produit intérieur en Corse se soit aligné sur la moyenne nationale de 2,1 % (il est même en tête de toutes les régions pour la valeur ajoutée de l'industrie), alors que pour la Lorraine ou le Limousin, il ne dépasse pas, respectivement, 1 % et 1,3 %.

La « continuité territoriale »

La fragilité des finances publiques, en Corse, et leur extrême dépendance ont, pour effet que, dans le budget régional, les transferts (qui viennent essentiellement de l'Etat et des fonds communautaires européens) représentent 45 % du total, alors que la moyenne nationale, y compris les régions d'outre-mer, tourne autour de 30 %. La croissance de ces transferts entre 1988 et 1989 a atteint 29 %, soit le double de la moyenne. On voit mal, dans ces conditions, comment la Corse et sa nouvelle assemblée pourraient elles-mêmes, sans aides extérieures substantielles et constantes, résister le décollage économique. D'autant que les handicaps structurels demeurent lourds et ne peuvent être surmontés en quelques années : faible densité de la population ; proportion d'actifs dans la population totale la plus faible de toutes les régions françaises ; taux de chômage (12 %) supérieur à la moyenne nationale ; poids excessif des structures de l'administration, du bâtiment, du tourisme, du commerce ; fort déficit des échanges avec l'extérieur en matière agricole et agro-alimentaire, ainsi que pour les produits manufacturés. La Corse importe quinze fois plus qu'elle n'exporte.

Au chapitre de l'industrie, le projet de M. Joxe précise que la future assemblée disposera de compétences étendues, depuis l'attribution des aides directes ou indirectes aux entreprises jusqu'à la

constitution de fonds propres des sociétés. Encore faudra-t-il que les autorités de Bruxelles (qui ne sont pas hostiles, en principe, à des dérogations aux règles d'égalité de concurrence quand il s'agit d'épauler des économies fragiles, comme celles des Açores, de la Corse ou de Madère) donnent leur feu vert, dossier après dossier. La question de savoir qui, du contribuable corse ou du contribuable continental, financera l'enveloppe de ces aides aux entreprises reste entière car en tout état de cause, le produit des droits de consommation sur les alcools et les dotations de l'Etat risque de se révéler insuffisant.

La mission du commissaire au développement économique de la Corse, M. Aurélien Garcia, désigné à l'occasion du comité interministériel du 16 janvier 1990 par M. Jacques Chirac, s'inscrit dans cette perspective de reconstitution d'un véritable tissu industriel diversifié. On ne recense, aujourd'hui, que trois entreprises de plus de cent salariés dans l'île, le fleuron s'appelant Corse-Composites, qui travaille pour l'industrie aéronautique. La future assemblée devra veiller aussi à ne pas imposer trop lourdement les entreprises. Aujourd'hui, le taux régional de la taxe professionnelle se monte à 2,3 %, au lieu de 0,9 % en Rhône-Alpes ou en Bourgogne.

A propos des liaisons maritimes ou aériennes avec le continent, qui constituent toujours, comme la grève à bord des navires de la Société nationale Corse-Méditerranée (SNCM) l'a encore montré au printemps dernier, un sujet éminemment délicat, les ministres des transports et de la mer ont dû batailler dur pour que le projet de loi contrecarre certaines tentations autonomistes et affirme six principes de base : la notion de continuité territoriale ; celle de service public ; l'absence de charges excessives pour la collectivité nationale ; l'exigence du pavillon national pour tous les navires assurant la desserte de l'île à partir de la France continentale ; le maintien des contrats de concession en cours avec les entreprises ; le respect de l'équilibre financier des compagnies de transport concessionnaires.

L'enveloppe financière de la continuité territoriale, qui n'est rien d'autre qu'une subvention nationale, a été fixée par M. Michel Charasse, pour 1991, à 700 millions de francs au lieu de 770 en 1990, et la convention actuelle qui lie l'Etat à la région arrive à expiration le 31 décembre prochain. Son renouvellement ainsi que la toujours chaude question du transfert du siège de la SNCM de Marseille à Bastia, soulèvera, à coup sûr, d'après discussions, auxquelles le ministre de la mer entend prendre une part pleine et entière, même si l'Office des transports, qui était jusqu'à maintenant un établissement public d'Etat devient à l'avenir un établissement public régionalisé.

FRANÇOIS GROSCHARD

Plus de trois ans après l'assassinat du président de l'association d'aide aux victimes du terrorisme

La famille de Jean-Paul Lafay s'inquiète de l'inertie de la justice

La famille du docteur Jean-Paul Lafay, président de l'Association d'aide aux victimes du terrorisme en Corse, assassiné le 15 juin 1987 à Ajaccio (Corse-du-Sud), s'inquiète de « l'inertie » de la justice dans ce dossier. « Rien n'a été fait au niveau de l'instruction pour faire avancer le dossier qui ne comporte aucun élément important, malgré les promesses des plus hautes instances de l'Etat », ont affirmé lors d'une conférence de presse, lundi 29 octobre à Paris, M^{me} Michèle Lafay, épouse du vétérinaire assassiné, sa fille Valérie, le frère du docteur Lafay et plusieurs de ses proches.

La famille a notamment indiqué que le dossier sur le premier attentat dont avait été victime Jean-Paul Lafay, en 1982, avait disparu entre Bastia et Paris, selon ce qui a été répondu à la famille de source judiciaire, alors qu'il aurait pu permettre de « faire des comparaisons et des recoupements » avec l'assassinat. Le docteur Lafay avait été tué de quatre balles de revolver

alors qu'il sortait des studios de FR 3-Corse où il venait de participer à un débat sur la violence dans l'île (*le Monde* du 17 juin 1987). Le lendemain, l'ex-FLNC avait démenti toute participation à cette action.

Installé comme vétérinaire à Corte depuis 1977, Jean-Paul Lafay, originaire de la Haute-Vienne, avait, à partir de 1982, fait l'objet de tentatives de racket. Le 31 décembre 1982, deux hommes cagoules avaient fait irruption dans son cabinet et tiré trois balles à bout portant. Le lendemain, une lettre signée du FLNC intimait au vétérinaire de quitter l'île.

Selon la famille, le dossier d'instruction - dont ont été successivement chargés trois magistrats - ne contient que l'enquête balistique et « des pistes précises n'ont pas été suivies ». « C'est pourquoi nous nous tournons aujourd'hui vers les plus hautes instances de l'Etat : on ne peut laisser les victimes du terrorisme seules en Corse », a conclu M^{me} Lafay.

SOCIÉTÉ

JUSTICE

Au congrès du SAF à La Rochelle

M. Henri Nallet se présente les mains vides devant les avocats

Le ministre de la justice, M. Henri Nallet, accompagné du ministre délégué, M. Georges Kiejman, s'est rendu, jeudi 1^{er} novembre, au dix-septième congrès du Syndicat des avocats de France (SAF) à La Rochelle (Charente-Maritime). Devant ces avocats de gauche - partie prenante et remuante de l'intersyndicale justice qui a décliné, depuis la rentrée, un mouvement revendicatif d'envergure - le garde des sceaux a voulu jouer le jeu de la franchise en reconnaissant qu'il ne faut pas attendre d'amélioration du projet de budget pour 1991. Il a par ailleurs confirmé que la réforme de l'aide légale devrait être examinée à la session de printemps et a annoncé qu'en matière de procédure pénale il était prêt, « sans délai », à engager « une concertation incontournable sur la base du rapport de la commission Delmas-Marty ».

LA ROCHELLE
de notre envoyée spéciale

La météo annonçait « une mer agitée » et de la « houle à l'approche d'un vent froid ». Ainsi d'instinct informé par un confrère de La Rochelle au pied marin, les avocats du SAF, syndicat de gauche qui revendique deux mille adhérents sur les dix-sept mille que compte la profession, attendaient donc, prêts à toutes les tempêtes, les déclarations de M. Nallet. Son ministre délégué, M. Kiejman, est, quant à lui, resté remarquablement silencieux sur les problèmes de son ancienne profession.

Sans agressivité mais plein d'ironie, le président du syndicat, M. Marc Guillemaud, ancien bâtonnier de Riom, rappelait aux deux ministres qu'après avoir cru aux promesses de M. Michel Rocard - faire de 1991 « l'année de la justice », « nous y croyons un peu moins » : au SAF, comme ailleurs, parmi les gens de justice, « la déception est immense » et « on ne peut plus se contenter de promesses car elles ont toutes été fautes ».

Si la réforme des professions juridiques et judiciaires, après bien des péripéties, doit être examinée la semaine prochaine au Sénat, la réforme de l'aide légale - cheval de bataille d'un syndicat pour qui défendre les plus défavorisés est un choix idéologique mais souvent une façon de mal gagner sa vie - elle, n'est même pas encore soumise à la concertation. La réforme de la procédure pénale, espérée après la remise, au mois de juin dernier, du rapport sur le sujet de la commis-

sion présidée par M^{me} Mireille Delmas-Marty, paraît aussi enterrée que le rapport lui-même dans les caves du ministère puisque M. Pierre Arpaillange avait choisi en son temps de ne pas le diffuser.

Un ton de fermeté

La seule réforme qui avance, soulignent amèrement les avocats du SAF, c'est l'assujettissement des honoraires d'avocat à la TVA au taux de 18,6 % dès le début de 1991... Il y a là de quoi désespérer les meilleures volontés et faire fléchir les sympathies à l'égard d'un gouvernement si appliqué à manifester une telle absence de volonté politique à l'égard de la justice. M. Nallet, qu'échauffaient quelques sifflets et injures, n'a pas voulu ou pu faire plaisir à ses hôtes. Il a choisi un ton de fermeté qui en a indisposé plus d'un. « Il faudra un sacré paquet de budgets à la queue les uns pour rattraper tous ce qu'il y a à faire », a-t-il admis, « et il y a de fortes chances pour que nous soyons obligés de nous contenter du projet de loi de finances tel qu'il est ».

Des promesses ? Les avocats n'en veulent plus. Il n'y en aura donc pas. M. Nallet s'est contenté de confirmer ce qu'il avait déjà annoncé : le projet de réforme de l'aide légale devra être examiné au printemps. C'est « un engagement », dit-il. Le principe d'une réforme n'est pas discuté par le garde des sceaux, qui a affirmé ne pas vouloir d'une justice à deux vitesses, une pour ceux qui ont les moyens de payer, une pour ceux qui ne les ont pas.

Mais le rapport du conseiller d'Etat Paul Bouchet, qu'avait demandé M. Rocard l'année dernière, et qui reste la seule base sérieuse de réflexion sur le sujet, a fait des suggestions. « Trop succinctes », estime le ministre, en ce qui concerne le financement de la réforme. Depuis la remise de ce rapport aucune étude n'a été entreprise, le dossier comme tant d'autres ayant été laissé en friche. Le financement devra être clairement défini : il n'est pas question que l'Etat seul le prenne en charge, les avocats, par l'intermédiaire de leurs caisses professionnelles, les CARPA, étant invités de façon pressante à participer à cet effort de solidarité.

« Solidarité particulière » avec M. Arpaillange

La TVA, qui alourdit encore le montant des honoraires d'avocat pour les particuliers (pas pour les entreprises, qui la récupèrent), est un mal, estime le ministre, rendu nécessaire par l'harmonisation européenne ; elle est surtout, et M. Nallet ne l'a pas caché, imposée par le ministère du budget qui récupérera ainsi environ six cents millions de

francs. C'est un dossier aussi mal engagé et négocié que bien d'autres dont le nouveau ministre de la justice hérite et dont il n'a plus les moyens de modifier les données. La seule ouverture faite par le garde des sceaux - perçue cependant comme dérisoire - est l'invitation aux avocats de participer aux discussions sur ce sujet à l'échelon communautaire.

Restait la procédure pénale. M. Nallet estime qu'il est « clair que la situation actuelle n'est pas satisfaisante : les informations sont trop longues, il y a trop de détentions provisoires, les capacités d'initiative de la défense sont insuffisantes ». Sous la conduite de M. Kiejman, une concertation devrait s'ouvrir « sans délai » à partir du travail de la commission Delmas-Marty, « un document remarquable (...) qui constitue une excellente base de travail ». Après avoir rendu un hommage « de solidarité particulière » à M. Arpaillange, face « aux ignobles soupçons portés à son encontre » - allusion aux déclarations de l'inspecteur Dufour dans le cadre de l'affaire Doucé, - M. Nallet a expliqué devant un public plus sceptique que charmé qu'il entend « faire bouger les gens et les choses ».

Tout à fait inattendu dans ce contexte pour le moins sérieux, des clowns philosophes ont déboulé dans la salle du palais des congrès, mettant à mal les serfs des officiers de sécurité. Moquant aussi bien les préoccupations des avocats que les déclarations du ministre, ils ont tenté en vain d'arracher à ce dernier une promesse minimale. Alors que, dehors, il pleuvait des trombes, les clowns voulaient faire dire à M. Nallet que « demain, il fera beau ». Ils n'y sont pas parvenus.

AGATHE LOGEART

L'affaire Doucé et les renseignements généraux

Les syndicats de policiers accueillent favorablement les propositions de M. Pierre Joxe

Les syndicats de policiers ont réagi favorablement au souhait émis par le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, de voir s'instituer un conseil supérieur de l'activité policière. Ils ont également bien accueilli l'absence d'objection du ministre à voir se constituer une commission de contrôle sur les renseignements généraux.

Pour la Fédération nationale autonome des syndicats de police (FNASP), la création du conseil supérieur, chargé notamment de veiller au respect du code de déontologie de la police, « correspond à son souci de transparence, pour une institution qui touche aux libertés individuelles et collectives ». La FNASP déplore cependant que « ces solutions soient prises grâce à la seule pression de l'événement ».

Le Syndicat national unitaire des inspecteurs de police (SNUIP-FASP) précise : « Des professionnels du renseignement ne peuvent travailler en milieu dit « ouvert ou traditionnel » de la même façon qu'ils opèrent en

milieu « fermé », un secteur d'activité qui ne peut être, selon nous, que celui ayant trait à la lutte anti-terroriste, à la violence politique, mettant en danger notre démocratie et rien d'autre. Le champ d'activité de ce milieu fermé devra être clairement défini, circonscrit par la loi de manière à contrôler et à vérifier l'action des services et ainsi éviter les débordements ».

La Fédération nationale autonome de la police (FNAP), récemment créée à l'initiative du Syndicat national autonome des policiers en civil (SNAPC), exprime sa satisfaction de voir se constituer une commission de contrôle parlementaire : « Les policiers qui travaillent sous la double tutelle administrative et judiciaire ne craignent nullement un tel contrôle car ils exercent leur métier dans le respect du droit. Les déviations ou les manquements de quelques-uns, qui doivent être sanctionnés à quelque niveau que se situent les responsabilités, ne sauraient rejeter sur l'ensemble du corps ni remettre en question l'existence d'un service qui a su constamment prouver son efficacité, notamment dans la lutte contre le terrorisme ».

La FNAP « se réjouit de la mise en place d'un conseil supérieur de l'activité policière. Cette structure devra permettre une meilleure transparence de l'institution policière et contribuer à l'amélioration des relations entre la police et la population ».

Pour le Syndicat des commissaires et hauts fonctionnaires de la police nationale (SCHFPN), « la création d'une commission de contrôle parlementaire semble bienvenue. Les graves dérapages individuels ne doivent pas servir de prétexte à la mise en cause globale des renseignements généraux. C'est pourquoi, afin de laver nos collègues de tout soupçon, nous demandons que toute la lumière soit faite sur les affaires » et le fonctionnement des renseignements généraux, convaincus que le rôle fonda-

mental de ce service apparaîtra à tous ».

Enfin l'association SOS-Racisme se félicite de « voir repris » par le ministre de l'intérieur sa « proposition d'une haute autorité de la police » : « Les affaires de Vaulx-en-Velin, de la mort du pasteur Doucé et du cambriolage des locaux de SOS-Racisme viennent de remettre en évidence les dangers qui résultent des dysfonctionnements de l'institution policière (...). Un plus grand contrôle démocratique des services de police et une redéfinition de leurs missions sont aujourd'hui une nécessité pour la démocratie et l'intérêt des policiers eux-mêmes ».

M. Christian Bonnet réplique à M. François Léotard

« Salir les RG est scandaleux »

Dans une interview au Figaro du 2 novembre, M. Christian Bonnet, sénateur (URE) du Morbihan, membre du PR et ancien ministre de l'intérieur de mars 1977 à mai 1981, réplique à M. François Léotard, ex-président du Parti républicain, qui avait réclamar la suppression des RG : « Je suis consterné qu'un homme de cette qualité puisse faire preuve d'une telle légèreté de propos ! Les RG sont « les oreilles et les yeux du gouvernement », selon une formule déjà ancienne. Dans l'affaire Doucé, il y a eu faute, dont il convient d'incriminer un ou plusieurs policiers. Mais il ne faut pas en profiter pour jeter la pierre sur la police avec un grand P. Salir les RG est proprement scandaleux ».

PHILIPPE BOUCHER

JOURNAL D'UN AMATEUR

QUITTE à paraître se répéter, tant le propos, ici, est une antienne, les libertés, pas plus que la démocratie, ne sont données une fois pour toutes. Il n'est pas dans la nature des choses que la démocratie et les libertés prospèrent. Il y faut, au contraire, chaque jour, à chaque instant, de l'effort et de la méfiance ; de l'effort pour que la démocratie ne se borne pas à un rituel, de la méfiance pour que les libertés ne soient pas le paravent de ceux qui les placent. C'est ce que nous rappelait, après tant d'autres épisodes calamiteux, et avec quelle intensité l'affaire Dufour et la non-affaire Arpaillange.

Quoi qu'il ait voulu croire Jean-Jacques Rousseau, l'homme n'est pas naturellement bon (ni, d'ailleurs, mauvais ; plutôt incertain), et les institutions qu'il se donne, si parfaites qu'elles seraient sur le papier, ne valent que ce qu'il veut bien en faire. Le mythe du « tas de sable » qu'il ne faut pas laisser se démanteler, cher au journal Le Monde, est d'abord applicable à la démocratie.

Si les élections sont, en France, une véritable consultation des vœux de la nation, que ne corrompent pas encore ce poison lent qui a nom abstention, c'est aussi parce que les juridictions compétentes sanctionnent inéluctablement les fraudes et les irrégularités constatées. Si cela n'était pas, la France ne vaudrait bientôt pas mieux que les pays où les urnes sont des boîtes à mensonges.

Si les libertés ne se limitent pas à un thème de discours, c'est parce qu'il se trouve un certain nombre de gens pour ne pas croire qu'elles sont un dû, une évidence et encore moins une certitude ; pour être pénétrés de l'idée que la pente va plus spontanément du côté du déclin des libertés que vers leur respect.

Ce n'est pas une trouvaille de rappeler que tout pouvoir est tenté d'étendre celui qu'il détient, puis d'en abuser. Tout pouvoir a en quelque sorte vocation à méconnaître les procédures définies, précisément, pour combattre la tentation de l'abus. S'il existe, exemple entre cent, un code de procédure pénale, ce n'est pas, comme feignent de le croire des esprits sans rigueur, pour faire la part belle aux délinquants, c'est d'abord pour protéger l'innocent, pour éviter qu'un citoyen ne passe sans égards ni précaution - parce que exhiber un coupable vaut mieux que de confesser un doute - de l'état de suspect à celui de condamné.

CONTRAIREMENT à ce que dit la Constitution (« L'autorité judiciaire est gardienne de la liberté individuelle »), ce ne sont pas les magistrats qui protègent les libertés, qu'elles ressortissent à un seul indi-

vidu ou à l'action de citoyens assemblés, mais les policiers. Simplement parce qu'ils sont les mieux placés pour y porter atteinte, tout en bénéficiant, sur ce terrain, d'une totale présomption d'innocence, pour ne pas parler d'une impunité de fait. Bien avant le garde des sceaux, dont les services ne peuvent intervenir que lorsque le mal est consommé, qu'il s'agisse d'enlèvements de police ou d'une vision outrancière de l'ordre public, c'est le ministre de l'intérieur, en fonction de ce qu'il ordonne et de ce qu'il interdit, de ce qu'il ignore et de ce qu'il tolère.

RG

Même si Clemenceau, qui fut un fameux titulaire du poste, disait à qui voulait l'entendre qu'« on ne fait pas la police avec des enfants de chœur », il est déconseillé de laisser carte blanche à la police, au seul motif qu'elle est la police et que, poursuivant le crime, il n'est pas de méthode qui lui soit interdite. Un Etat qui s'en laisse conter par sa police ne tarde pas à s'en mordre les doigts. Ce n'est pas se méfier d'elle que de lui demander des comptes. A plus forte raison lorsque ces comptes viennent un service qui fait profession d'ombre et de mystère.

CE propos, il n'est pas nécessaire de s'interroger avec gravité sur le maintien ou la suppression des renseignements généraux. S'ils valaient, au terme d'une hypocrisie générale, à être supprimés, ils persisteraient sous un autre nom, et encore plus secrètement. Pas plus qu'il n'est forcément judicieux de réclamer aussi vertueusement qu'inefficacement la fin des écoutes téléphoniques dites administratives, autrement dit illégales.

Un gouvernement a besoin de renseignements confidentiels, car il ne faut pas non plus être un enfant de chœur pour gouverner. Ce qu'il est, en revanche, essentiel de contrôler avec sévérité, c'est ce que l'on cherche, à quelles fins et par quels moyens. Service inacceptable qu'il faut bien endurer, les renseignements généraux sont en situation d'imaginer qu'il n'est pas de limites à leur domaine. Les renseignements généraux ont (devraient avoir) la délicate mission de gérer le soupçon, ce qui est en dehors des codes, les comportements qui vont être dangereux sans être cependant délictueux.

C'est sur la conception du danger et du remède à y apporter que reposent les risques de dérapage. D'où la question : comment, pour ces RG, travailler honnêtement dans l'illégalité ? Comment être une police politique (ce qu'ils sont assurément) sans glisser vers

les modèles qui fleurissent dans les pays indignes ? Il n'y a pas, à l'heure présente, de réponse optimiste.

Le raisonnement n'est pas très différent pour ce qui concerne les écoutes administratives. Il n'est pas impossible, convenons-en, qu'il faille espionner (appelons un chat un chat) tel personnage dont les projets, si épouvantables qu'on les pressente, ne relèvent à aucun titre d'un juge d'instruction, ni même de la police judiciaire.

Parce que c'est le propre d'un Etat de droit, et que ce point-là n'est pas négociable, la justice n'a en effet pas à se mettre en mouvement tant que ne sont pas au moins avérés des « commencement d'exécution » qui peuvent seuls justifier une poursuite pénale. En d'autres termes, c'est le procès d'intention, qui ne saurait avoir cours que sous d'autres cieux.

La police peut, elle, souhaiter « savoir à quel s'en tenir », en dehors de ce cadre, sur des intentions lourdement criminelles, qu'on ne peut poursuivre mais qu'il faut connaître. Ce n'est pas faire avancer les libertés que de récusar cette probable nécessité. Mais cette concession de la démocratie à ce qui est son contraire, dont il est à peine besoin de souligner ce qu'elle a d'arbitraire, porte en elle le pire, qu'il n'est pas davantage besoin de rappeler.

Si l'assassinat n'est pas très différent objectivement d'un dans tous les cas de figure) et ses abjects « à-côtés » pourraient servir à une prise de conscience des dérangements effrayants dans lesquels est tombée la police politique française, le pasteur ne serait pas tout à fait mort pour rien et les victimes « annexes » n'auraient pas souffert en vain. C'est du moins le genre de vœu que l'on émet dans ces cas-là, faute de mieux.

P.S. - MM. Bernard Pons et Pierre Mazeaud en tête, le RPR y va tout de même un peu fort. Gilles Ferrauti, dans son dernier livre, Notre ami le roi, établit l'existence des tortures, des détentions arbitraires, des enlèvements, des exécutions sommaires qui sont l'ornement du régime de Hassan II. Ce dernier s'en émeut et les relations franco-marocaines fraîchissent. Comme un seul homme, le parti de M. Jacques Chirac vole au secours du monarque et vitupère l'écritain pour déplorer qu'un gène compromette les relations diplomatiques de la France. Qu'aurait fait, en d'autres temps, le RPR si des reportages avaient relaté les méthodes de gouvernement d'un certain chancelier du Reich ? En adoptant une telle attitude, le parti gaulliste se donne-t-il des titres à proclamer, en France, son amour des libertés ?

RELIGIONS

Mgr Torkom Manoogian nouveau patriarche arménien de Terre sainte

JÉRUSALEM
de notre correspondant

Quatre-vingt-seize patriarche arménien de Terre sainte, Mgr Torkom Manoogian a été intronisé, samedi 27 octobre, dans la cathédrale Saint Jacques, en vieille ville de Jérusalem. Il succède à Mgr Derdarian, décédé en février dernier (le Monde du 2 mars 1990).

Chandeliers, pompe et grand décorum, la cérémonie a été conforme à la tradition. A ceci près que Mgr Manoogian n'a pu s'empêcher, dans son homélie, de mentionner le pessimisme que lui inspirait la situation au Proche-Orient. « Nous sommes à la veille d'une calamité sans précédent dans l'histoire de cette terre », a-t-il dit, sans préciser s'il pensait à la crise du

Golfe ou aux péripéties du conflit israélo-palestinien.

Né en 1919 dans un camp de réfugiés du désert irakien où ses parents, originaires de Van, avaient fui les persécutions turques, Mgr Manoogian a été élevé à Bagdad avant d'étudier au séminaire de la Fraternité de saint Jacques à Jérusalem (dont il sera plus tard le directeur). Poète, musicien, auteur d'une vingtaine d'ouvrages, il était depuis plusieurs années primat du diocèse arménien d'Amérique.

Le patriarcat de Jérusalem est le deuxième centre spirituel de l'Eglise arménienne (orthodoxe) après Exchmiadine, près d'Erevan, en Arménie soviétique, où réside son chef suprême, le catholique Vasken I^{er}.

AL. FR.

Un savant soviétique au Vatican. - Pour la première fois, Jean-Paul II a nommé, lundi 29 octobre, un savant soviétique à l'Académie pontificale des sciences. M. Ronald Sagdeev, cinquante-huit ans, physicien nucléaire, est directeur de l'Institut de recherches spatiales. Il fera partie d'un petit groupe d'experts pour conseiller le pape dans le domaine scientifique. L'Académie, dont les origines remontent à 1603 mais que Pie XII a créée sous ses formes actuelles en 1936, accueille également le mathématicien français Jao-

ques-Louis Lions, président du Centre national d'études spatiales et professeur de mathématiques au Collège de France. - (AFP, Reuters).

RECTIFICATIF : la retraite de Mgr Marinkas. - Même si son nom avait été cité avant le dernier consistoire de 1988 comme probable cardinal, Mgr Marinkas, contrairement à ce que nous avons écrit dans le Monde du 1^{er} novembre, n'appartient pas au Sacré Collège.

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Avant l'arbitrage de Matignon

L'autoroute Nantes-Bordeaux s'enlise dans le marais poitevin

M. Michel Rocard a sur son bureau le dossier délicat de l'autoroute Nantes-Niort, dont le tracé, qui sorne le marais poitevin, suscite une véritable guerre de tranchées entre deux ministres : M. Michel Delebarre, pour l'équipement, et M. Brice Lalonde, pour l'environnement (le Monde du 3 septembre). Le premier ministre doit trancher entre deux séries d'arguments totalement divergentes.

Premier courant, celui des ingénieurs de l'équipement, qui ont dessiné le tracé le plus direct. Venant de Nantes, le ruban d'asphalte passerait au sud de Niort, servirait de rocade à la capitale des Deux-Sèvres et irait se raccorder sur l'autoroute A 10 (Aquitaine) filant vers Bordeaux. Cet itinéraire bute toutefois sur un obstacle : les marais orientaux du marais poitevin. C'est un milieu très particulier, parfaitement plat, coupé de canaux, bordé de peupliers, où les curieux se promènent silencieusement dans des embardements à fond plat. Le cœur en est la « Venise verte », un site classé de 600 hectares, centre touristique du parc naturel régional, couvrant l'ensemble du marais. L'autoroute doit franchir deux cours d'eau (la Sèvre niortaise et l'Ouchette), traverser une forêt et cheminer sur 8 kilomètres en zone humide.

M. Michel Denouel, président des Autoroutes du sud de la France (ASF), la société concessionnaire pressentie, se fait fort de venir à bout de cette difficulté. Bardé de son ancien titre de directeur de l'architecture, et assisté d'un ancien inspecteur général des sites — M. Jean Oulet, — qui lui sert de conseiller, il propose de passer discrètement à 600 mètres de la « Venise verte », de profiter l'ouvrage au ras de l'horizon et de réaliser un véritable viaduc enterré à la surface du marais, de manière à laisser l'eau circuler librement sous le ruban autoroutier.

Pour ouvrir mieux encore la « Venise verte » à la fréquentation des amateurs de nature, il compte aménager une aire de repos de 70 hectares, avec station-service, et boutiques dissimulées derrière des

remblais, ainsi que des embarcadères pour les promenades en barque. Pour convaincre de ses bonnes intentions, M. Denouel offre en outre d'acheter 130 hectares autour du tracé et de les réintégrer gratuitement aux parcs régionaux afin d'y créer une réserve naturelle.

« Une cathédrale de verdure »

Les fonctionnaires de l'équipement mettent la dernière main à un nouvel argumentaire, reprenant tous ces éléments. Il est destiné à imposer l'adhésion non seulement de M. Rocard, mais aussi des membres du Conseil d'Etat appelés à se prononcer sur l'utilité publique du projet. Ils ont déjà l'accord total de la plupart des élus, notamment du maire de Niort et du député de Vendée, l'ancien ministre, M. Philippe de Villiers. Ceux-ci redoutent que le choix d'un autre tracé n'oblige à une nouvelle enquête publique et ne retarde la réalisation de l'ouvrage d'au moins une année.

Compte tenu de la crise du pétrole et des observations de la Cour des comptes, jugeant que le programme autoroutier français coûte beaucoup trop cher (100 milliards de francs en dix ans), ils appréhendent un ajournement peut-être définitif de leur chère autoroute. Raisonnement implicite : « Mieux vaut un mauvais itinéraire que pas de tracé du tout. »

La partie adverse dispose d'arguments aussi convaincants. Elle s'appuie d'abord sur l'avis des commissaires-enquêteurs, tout fait défavorable à l'interruption de l'autoroute, de son aire de service, de ses pompes à essence, de ses milliers de touristes et du vacarme des véhicules dans le milieu très fragile du marais. Celui-ci est d'autant plus précieux que les zones humides, converties en prairies ou en champs de maïs, disparaissent les unes après les autres. Or, l'autoroute s'accompagne toujours de remembrements massifs qui détruisent les biotopes. Ainsi, un millier d'hectares seraient transformés par le simple passage d'un ruban de 30 mètres d'emprise.

Cette position a été appuyée non seulement par toutes les associations de naturalistes mais aussi par

le député régional à l'environnement, et même par la direction de l'aménagement et de l'urbanisme, l'un des services dépendant de M. Delebarre. Fort de ses avis techniques, le ministre de l'environnement a décidé de défendre le marais. Il a trouvé sur le terrain un allié inespéré : M^{me} Ségolène Royal, qui fut durant sept ans conseiller à l'Elysée en matière d'environnement et qui est, depuis 1989, député socialiste des Deux-Sèvres. Elle a pris fait et cause pour ce qu'elle appelle « une cathédrale de verdure, un ensemble unique et un site exceptionnel », et elle propose de faire passer l'autoroute au nord de Niort, comme d'ailleurs l'avait recommandé la chambre de commerce locale.

M. Brice Lalonde accompagnait le président de la République lors de l'inauguration du TGV-Ouest à Poitiers, au mois de septembre dernier. Evouant le marais poitevin, M. Mitterrand a parlé de « monument de la nature », qu'il conviendrait de protéger. Traduction du ministre de l'environnement : « Le président souhaite que

le gouvernement prenne des dispositions pour protéger efficacement le marais (...) Je pense qu'il serait souhaitable d'élever le parc naturel régional à la dignité de parc national. »

Il l'a fait savoir par écrit à son collègue, M. Delebarre, et de vive voix aux parlementaires lors du débat sur le Plan vert, le 9 octobre dernier.

Pour lui, le dossier de la « Venise verte » n'est pas une dispute à la Clochemerle. C'est le plus sensible des vingt sites où la réalisation du schéma autoroutier français — en raison des atteintes qu'il porte à l'environnement — suscite des oppositions résolues. Céder sur le marais poitevin serait capituler devant le lobby des autoroutes qui n'en ferait plus, ensuite, qu'à sa suite. Ce serait, on en conviendrait, de bien mauvais augure pour un ministère de l'environnement en train de se muscler, et pour le Plan vert de M. Lalonde qui affiche son intention de « ralentir le programme autoroutier ».

MARC AMBROISE-RENDU

Pollution dans la banlieue du Havre

Cent soixante-dix personnes intoxiquées par l'eau du robinet

LE HAVRE

de notre correspondant

Le SAMU du Havre a lancé, jeudi 1^{er} novembre, une alerte à la pollution sur trois communes de la banlieue havraise : Montivilliers, Harfleur et Gonfreville-l'Orcher. Un large secteur comprenant quelque 40 000 habitants. Tout au long de la matinée, des dizaines d'appels avaient été enregistrés par les médecins pour des gastro-entérites plus ou moins aiguës. Sur les 170 personnes qui ont été victimes de l'intoxication provoquée par l'eau du robinet, huit ont dû être hospitalisées, dont quatre enfants et trois femmes enceintes, souffrant de forte fièvre, douleurs abdominales, nausées et diarrhées.

En attendant les résultats des analyses effectuées sur le réseau de distribution de la Compagnie des eaux de la banlieue havraise, les spécialistes pensent qu'il pourrait s'agir d'un virus, d'une bactérie ou d'une toxine bactérienne. Aussi est-il déconseillé de boire, de se laver les dents ou même de cuisiner avec l'eau du robinet.

La longue période de sécheresse, combinée aux très fortes pluies de ces derniers jours, pourrait être à l'origine de cette pollution. Dans un premier temps, le niveau des nappes phréatiques a considérablement baissé, puis les fortes précipitations de fin octobre ont soulevé boues et alluvions, libérant des éléments microbiens dans les secteurs de captage. PATRICK PELLIER

SPORTS

TENNIS : l'Open de Paris

Raoux, gamin de la « fédé »

Soul Français qualifié pour les quarts de finale du tournoi de Bercy, Guillaume Raoux, vingt ans, cent trente-quatrième au classement mondial, inconnu du public il y a encore une semaine, a battu en trois sets (6-3, 3-6, 6-3) le récent vainqueur de l'US Open, l'Américain Pete Sampras. Il rencontrera l'Espagnol Sergi Bruguera, vainqueur surprise du Suisse Marc Rosset. Guy Forget s'est, quant à lui, incliné 7-5, 6-3 devant l'Espagnol Emilio Sanchez, qui affrontera le Suédois Jonas Svensson, tombé du Tchèque Jiri Novak. Les deux dernières rencontres opposeront le Suédois Stefan Edberg au Suisse Jacob Hlasek, et l'Allemand Boris Becker à son compatriote Michael Stich.

Comme toujours en pareil cas, sa mère s'est mise à pleurer. « Si ses grands-parents le voyaient ! » Elle a embrassé la belle-soeur, l'a remerciée d'avoir insisté pour qu'elle ne change pas l'ensemble maron porte-bonheur « qui commence à faire sale », et est allée, en hochant la tête, répondre aux journalistes.

Un peu plus haut, dans la logo de la fédération, des sourires béats ont envahi les visages des trois entraîneurs nationaux, Eric Deblacker, Patrice Hagelauer et Jean-Claude Massias. Pendant une heure et trente minutes, ils l'avaient couru du regard, trop tentés pour crier à chacun de ses retours gagnants, trop familiers pour vraiment désespérer lorsqu'un set partout, il avait perdu d'entrée son service. Ils l'avaient vu revenir sur l'Américain, se cramponner à chaque point avant de se détacher au huitième jeu. Mais même à 5-3, ils se rongeaient encore les ongles. A 40-0, Patrice Hagelauer avait serré les poings, et regardé le revers de Pete Sampras mourir dans le filet. Guillaume Raoux était en quarts de finale.

Une victoire qui récompense un pur produit de la fédération. Né à Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard, il sautait sa première raquette à huit ans. Déjà, il porte des lunettes et s'entraîne comme un forcené. « Je passais tous mes week-ends là-bas, j'y dormais presque. » A douze ans, la fédération le remarque et l'envoie au tennis-études de Nice suivre les traces d'un autre Français nommé

Yannick Noah. Il n'est pas encore un attaquant, mais, vite, les surfaces rapides s'imposent à lui : « On était trop jeunes pour s'entraîner sur terre battue, se souvient-il. C'était pour les membres du club. Nous, on jouait sur du quick, de l'autre côté de la rue. »

A quatorze ans, il quitte la Côte d'Azur pour la région parisienne, entre à l'Institut national des sports avant d'atterrir au Centre national d'entraînement de Roland-Garros. Là, on apprend à connaître ce garçon nerveux, capable de piquer une colère pour une petite erreur. « Ce n'est pas un râleur, mais il explose », affirme Eric Deblacker qui, depuis huit mois, le suit plus particulièrement. Ça fait partie de ses qualités. Le tout c'est de canaliser cette énergie.

Puissance et tranquillité

Une énergie qui se transforme volontiers en puissance. Ses copains l'appellent vite à leurs dépens. A dix-huit ans, il remporte le championnat de France juniors et occupe la troisième place mondiale de cette catégorie. Mais le grand public continue à l'ignorer. Car, devant lui, il y a Fabrice Santoro, l'enfant prodige du tennis français. « On a des rythmes différents », constate Guillaume Raoux, lui est particulièrement précieuse, moi, je suis plus lent. Alors, il a toujours été devant moi. Mais c'est bien, ça m'a permis de rester au calme. »

Cette tranquillité, qu'il occupe à s'entraîner quatre heures par jour sur le court et deux heures dans les salles de musculation, peut-être s'est-elle interrompue jeudi 1^{er} novembre. « Il lui fallait quelques victoires comme ça pour que le dédicé se produise, n'hésite pas à pronostiquer Patrice Hagelauer. Avec un jeu comme le sien, il suffit d'avoir confiance pour lâcher ses coups et élever spectaculairement son niveau de jeu. » Et lorsque certains évoquent son manque de finesse, voire de génie, Eric Deblacker hausse les épaules : « Quand on gagne comme ça trois matchs de qualification face à des bons joueurs, puis qu'on se paie les quarante-septième, quarante-huitième, et cinquante-neuvième, c'est qu'on est un très bon. C'est tout. »

La réponse est sèche mais pas surprenante. On ne touche pas impunément à un gamin de la « fédé », un garçon qui, lorsqu'on le félicite, commence par affirmer « devoir tout à ses entraîneurs » et termine en précisant « être arrivé là grâce à la fédération ».

NATHANIEL HERZBERG

SCIENCES

Le professeur Maurice Tubiana est nommé président du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires

Le professeur Maurice Tubiana, soixante-dix ans, ancien directeur de l'Institut Gustave-Roussy, a été nommé président du Conseil supérieur de la sûreté et de l'information nucléaires, par décret en date du 30 octobre, publié jeudi 1^{er} novembre au Journal officiel. Il remplace M. André Blanc-Lapierre, soixante-quinze ans, qui occupait ce poste depuis 1987.

Le même décret porte la nomination, comme membres de ce conseil, de M. Dominique Ducassou, professeur de biophysique et président de l'université de Bordeaux, et Claude Fréjaud.

président de la Société française d'énergie nucléaire, et de la Société française de chimie, ancien président du CNRS, en remplacement de MM. Raymond Latarjet et Jean Cantacuzène.

[Né le 25 mars 1920 à Constantine (Algérie), docteur en médecine et agrégé de physique médicale, professeur à la faculté de médecine de Paris depuis 1963, M. Maurice Tubiana a dirigé l'Institut anti-cancéreux Gustave-Roussy à Villejuif de 1982 à 1988. Il est expert consultant à l'OMS (depuis 1963) et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (depuis 1969), et membre de l'Académie des sciences depuis 1988.]

Selon un médecin soviétique

500 000 personnes auraient été affectées par les essais nucléaires en URSS

Un demi-million de personnes ont été victimes, à des degrés divers, d'irradiation et de contamination à la suite des essais nucléaires dans l'atmosphère effectués à Semipalatinsk (Kazakhstan), a affirmé, jeudi 1^{er} novembre, un médecin soviétique lors d'un congrès à Lulea (Suède).

Selon le professeur Maira Zjanzgova, qui exerce à l'hôpital de Semipalatinsk, un tiers des enfants nés depuis le début des essais, en 1949, souffrent de malformations, et une augmentation importante

du nombre des cancers, des leucémies et des maladies liées à des déficiences immunitaires a été constatée. Ses travaux, a-t-elle précisé, s'appuient sur des documents qui vont être publiés dans les prochains mois.

Réalisés dans l'atmosphère entre 1949 et 1963 les essais nucléaires menés à Semipalatinsk furent ensuite souterrains. Le site, fermé récemment sous la pression populaire, a été transféré sur l'île de Nouvelle-Zélande, en mer Arctique. — (AFP)

DÉFENSE

Pour la protection antiaérienne des porte-avions français

Les Crusader seront rénovés au moindre coût

Avec la décision récente du gouvernement français de prolonger, aux moindres frais possible, la vie opérationnelle des Crusader embarqués sur porte-avions, la marine nationale va devoir se livrer à des acrobaties pour gérer au mieux, en attendant l'entrée en service du Rafale marine, le parc des intercepteurs de défense aérienne qui relève de l'aéronautique navale. Depuis les années 1964-1965, les Crusader assurent la protection anti-aérienne du Foch ou du Clemenceau. Mais ils ne seront pas plus d'une dizaine en ligne — voire d'une douzaine dans le meilleur des cas — à pouvoir continuer de remplir cette mission jusqu'à l'arrivée, en 1998, du Charles-de-Gaulle armé de ses Rafale marine et de ses missiles surface-air. « L'assaut est tendu », admet-on à l'état-major de la marine.

Il y a un quart de siècle, la France a acheté à la société américaine Vought quarante-deux Crusader qui, à l'époque, étaient parmi les intercepteurs les plus performants au monde pour la défense aérienne à la mer. A ce jour, dix-neuf avions ont survécu et, depuis, ils se sont beaucoup dépréciés : cellule vieillie, système d'armes dépassé, etc.

Contre l'avis de l'aéronautique navale, le gouvernement a décidé (le Monde du 23 décembre 1989)

de ne pas acquiescer aux Etats-Unis, une quinzaine d'avions F-18, neufs ou d'occasion, qui sont d'une technologie plus moderne et qui auraient permis d'attendre la constitution, en 1998, de la première flottille de Rafale marine à bord du nouveau porte-avions à propulsion nucléaire, le Charles-de-Gaulle. Cette solution représentait un investissement de 3,5 milliards de francs, y compris le coût des armements et des pièces détachées adaptés au F-18.

L'option du F-18 écartée, il est resté au gouvernement le choix entre deux formules : ou moderniser véritablement les Crusader, en changeant sans profondément leur système d'arme, pour un coût estimé à 1,2 milliard de francs ; ou bien se contenter, moyennant une dépense de 600 millions de francs, d'en prolonger l'existence au prix de quelques améliorations.

« Aux limites du possible »

C'est cette dernière solution que le gouvernement vient d'arrêter, en la limitant à dix-sept des dix-neuf Crusader existants. L'opération dite de « prolongement » de la vie des Crusader consiste à remettre à niveau la cellule, certains équipements (les câblages, les réservoirs, les tuyauteries, le siège éjectable, notamment), et à les doter de matériels de navigation éprouvés qui existent déjà sur d'autres avions comme le Mirage-F1, l'Atlantique-2 ou le Super-Étendard. Pour compléter l'opération, on est allé acheter en Arizona douze cellules de Crusader, qui étaient demeurées en stocks chez le

constructeur américain, de façon à disposer d'un lot de pièces de rechange qui serviront aux dépannages de première urgence.

Dassault a été chargé de mettre en chantier, dès novembre, la transformation du premier Crusader. Ce prototype est destiné aux essais en vol en 1991. Après quoi, ce sont les ateliers de l'aéronautique navale à Cuers (Var) qui, entre 1992 et 1994, devront rénover seize des dix-neuf avions existants à raison de neuf mois de travail par Crusader.

Durant toute cette période, l'aéronautique navale aura bien du mal à gérer son parc d'intercepteurs, dans l'espoir de maintenir constamment en état opérationnel un groupe aérien suffisamment important pour qu'il représente, si besoin était, une force de protection des déplacements des porte-avions.

A Landivisiau (Finistère), où sont basés les Crusader, seuls, en moyenne, douze de ces avions sont maintenus en ligne actuellement, avec, pour les servir, une dizaine de pilotes qui effectuent, chacun, entre vingt-cinq et trente heures de vol par mois. Un treizième exemplaire est en visite périodique d'entretien sur la base elle-même. Les six autres fréquentent régulièrement les ateliers de Cuers pour des réparations ou des opérations, dites de « maintenance », plus approfondies.

Compte tenu des chantiers de « prolongement » décidés par le gouvernement, le parc existant de Crusader sera trop juste, à certains moments, pour continuer à alimenter un groupe aérien opérationnel de douze avions immédiatement

disponibles. « On est aux limites du possible », reconnaît-on à l'état-major de la marine. Dans certaines circonstances, le nombre des Crusader en ligne risque d'être plus proche de dix appareils, voire de huit. De l'avis des spécialistes de l'aéronautique navale, un porte-avions français peut prendre la mer avec huit Crusader, non compris les Super-Étendard d'attaque, les Étendard IVP de reconnaissance et les Alizé de surveillance maritime qui sont normalement embarqués en mission. Cela s'est déjà vu. Mais, c'est la première fois que le Foch et le Clemenceau auraient, le cas échéant, une défense antiaérienne aussi légère, faute d'une réserve suffisante pour la renforcer ou la renouveler.

En s'en tenant à la solution du Rafale marine pour 1998 et en excluant, d'ici-là, la formule transitoire d'une quinzaine de F-18 au profit d'un simple « prolongement » des Crusader, le gouvernement a fait un choix qui apparaîtra à beaucoup comme l'acceptation, par avance, d'une « impasse » pour quelque temps.

« Les solutions à long terme ont été préférées à celle à court terme », explique M. Jean-Michel Boucheron, président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale et député PS d'Ille-et-Vilaine. Et il ajoute dans un entretien à la revue Info-DGA, qui est le mensuel officiel de la délégation générale pour l'armement, que la polémique Rafale contre F-18 est tranchée. « Les combats d'arrière-garde usent de l'énergie inutilement », répliquait-il à une question sur la capacité des porte-avions à se défendre avec si peu de Crusader en ligne.

JACQUES ISNARD

THÉÂTRE

Le cheval et les petites filles

« Crime et châtiment », le roman de Dostoïevski, est adapté et mis en scène par Jean-Claude Amyl

Sur les portes et dans le hall du théâtre, vous êtes accueilli, presque même « cueilli », par la photo d'un petit garçon russe en costume marin. Il est vu de près, de face, le front un peu baissé. Les joues comme meurtries, la souffrance du regard, les lèvres tendues : tout le visage exprime une douleur, un choc, un repliement sur soi. La photo de ce garçon traumatisé et buté se trouve également sur la couverture de l'adaptation par Jean-Claude Amyl, de *Crime et châtiment* (Actes Sud) dont il est également metteur en scène. La photo n'est pas le portrait de Dostoïevski à sept ans, elle en est l'image. Elle place le spectateur sous l'éclairage de deux faits, parmi les plus connus et commentés de l'histoire de Dostoïevski et du récit de Raskolnikov dans *Crime et châtiment*.

A sept ans, en pleine nuit, Dostoïevski est réveillé en sursaut par des hurlements de sa mère. Dans le noir, il traverse plusieurs pièces, ouvre la porte de la chambre de ses parents, voit ce qui se passe, tombe : c'est sa première crise d'épilepsie. Qu'a-t-il vu ? Personne ne l'a jamais dit. Il ne semble pas que ce fut seulement son père et sa mère faisant l'amour, la mère n'aurait pas crié si violemment. Le père usait-il d'un knout ? Ou bien une petite fille était-elle là aussi ?

Car le père, grand propriétaire, était pédophile. Et quand les serfs l'assassinent — ils l'étouffèrent

dans un lit en lui écrasant avec des pierres le bas-ventre, — il y avait parmi eux au moins deux parents de petites victimes. Dostoïevski au moment de l'assassinat a dix-huit ans.

L'autre fait se trouve dans *Crime et châtiment*. C'est un rêve de Raskolnikov, mais écrit de telle façon qu'il y a, derrière, quelque chose de réel. Le petit Raskolnikov assiste au déchaînement de deux hommes ivres contre un vieux cheval maigre et malade, attelé à un énorme char. Plusieurs ivrognes lui cognent dessus avec des fustes, puis l'achèvent avec des bâtons. L'enfant est terrorisé, il se jette sur les gens, il va embrasser la tête du cheval mort. Il n'a cessé de presser son père, à qui il donnait la main, d'intervenir, et le père lui a répondu : « Ça s'amuse, ce n'est pas notre affaire ».

Le plus « intime » et le moins « vrai »

Jean-Claude Amyl ne reste pas le nez sur l'aventure exclusive de Raskolnikov : il y a dans son *Crime et châtiment* trois protagonistes primordiaux, trois « Dostoïevski dans le miroir » : Raskolnikov, Razoumikhine et Svidrigalov.

Raskolnikov est le plus « intime » des trois, c'est aussi le moins « vrai » car il est, jusqu'à un certain point, l'application d'une idée, d'une thèse que Dostoïevski

s'est mise en tête à la suite d'observations faites au bain. Razoumikhine, c'est l'ami sûr. Quant à Svidrigalov, il est le grand mystère du livre, une brute, et soupçonné d'avoir tué sa femme, et en même temps follement amoureux de Dounia, la sœur de Raskolnikov, très généreuse, soucieuse des souffrances d'autrui. Les plus belles pages de *Crime et châtiment* sont celles des heures qui précèdent son suicide.

Et c'est là que l'adaptation de Jean-Claude Amyl déconcerte. On voit Svidrigalov dans le domicile de la vieille femme assassinée, lors d'un retour de Raskolnikov sur les lieux du crime. Ce n'est pas pensable. Et surtout il est l'un des sauvages ivres-morts qui massacrent le vieux cheval, jamais Dostoïevski n'aurait songé à ça.

Les trois garçons sont en tout cas joués avec un art accompli par Jean-Marc Bourg (Svidrigalov), Christian Clozier (Razoumikhine) et Antoine Bastier (Raskolnikov). Excellente interprétation générale (vingt-neuf rôles). En juge Porphyre, Pierre Constant use d'un jeu sans doute magistral, mais envahissant.

MICHEL COURNOT

Théâtre 14-Jean-Marie Sarrou, Mardi, mercredi, vendredi, samedi 21 heures, lundi et jeudi 19 heures. Jusqu'au 14 novembre. Tél. : 45-45-49-77.

La compagne inapprivoisée

Une pièce gaie au Théâtre du Rond-Point
Il ne faut pas se laisser arrêter par le titre doctoral : « l'Absolu naturel »

Cet absolu naturel est celui d'une jeune femme, solaire, pas bête, d'un allant fou, qui, sans gêne aucune, lance à son bonhomme tout ce qu'elle a sur le cœur — tout ce qu'une femme peut dire à un homme à propos de ce qui va, de ce qui cloche, la nuit, le jour, dehors, dedans... On dirait un feu d'artifice, aussi brillant que le *Banquet* de Platon, mais frais comme l'ail.

La chance : l'auteur est italien, Goffredo Parisi. Il sait bien des choses sur ses compatriotes. Les Italiennes emploient les mots comme s'ils étaient des étincelles, des fleurs aimées, parfois des roquets rageurs et, pour animer encore cette sarabande, elles emploient leurs mains comme si elles étaient des marionnettes de commedia dell'arte. Une belle épouse romaine en boue, c'est le théâtre complet. Les hommes italiens ne se défendent pas mal non plus, mais eux c'est plutôt de loin, par écrit. Deux des livres les plus vivants écrits en français doivent leur gaieté, leur talent, exceptionnels, au fait qu'ils ont des auteurs italiens : les *Mémoires* de Goldoni et ceux, géniaux, de Casanova.

Les violences et douceurs de charme si bien écrites par Goffredo Parisi, Simone Benmussa les a transmises en français — c'est aussi remuant, caduc, c'est aussi deux gouttes d'eau. Il faut lire *l'Absolu naturel*, publié par les éditions Des Femmes. Et Simone Benmussa a mis elle-même la chose en scène.



Arielle Dombasle et Joachim Fossat, son amant préhistorique

avec des grands-mères papillons, des cubes et des ballons fantômes, un amant de la préhistoire qui grogne et a des muscles terribles — toute une parade sauvage magique.

Facundo Bo joue l'homme (celui d'aujourd'hui), il irradie un calme, il est très bien parce qu'un si bel homme si exaspérément patient, sans défaut, c'est très dur à porter pour une femme bien sensible.

M. C.

Théâtre Renaud-Barrault, petite salle, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 heures. Tél. : 42-56-60-70.

ARTS

Les prudences du marché

Suite de la première page

Aucun domaine, aucune époque n'ont été épargnés, en particulier les œuvres qui ont inondé les salles de vente au cours des deux dernières années et qui, parallèlement, ont fait l'objet d'une spéculation effrénée. Les premiers visés sont les chandelles de l'abstraction française, des années 50, les Atlan, les Poliakoff, les Lausky et les Schneider, dont l'absence sur les stands de la FIAC, cette année, n'est certes pas le fruit du hasard. Les rares toiles qui apparaissent encore en ventes publiques ne trouvent plus preneur, à l'exception d'une *Composition* de Poliakoff (1954) adjugée par miracle à plus de 3 millions au cours d'une session catastrophique. Certains n'hésitent plus à évoquer un retour aux prix de 1986.

Autre grand absent de la FIAC, l'art conceptuel, qui après avoir été la coqueluche des salles de ventes, connaît une désaffection certaine auprès d'un public las de chercher la symbolique derrière le bideau d'huile de Beuys, les poignards de Raynaud ou les autres sculptures de Boltanski. Seule exception, une grande porte rouge et blanche de Raynaud, bordée de mesures en centigrades et décorée de petites pelles, adjugée au prix record de 440 000 francs. Quant au marché de l'art minimal, débarrassé des marchands et courtiers en tous genres, il réapparaît à ne compter que sur ses quelques collectionneurs et musées.

Les compressions d'Arman et de César, plus apparentées au marché de la sculpture, sont également dans la collimature. En dépit d'une monumentale *Poule* de César, vendue 3 millions de francs par la galerie Beaubourg, et une grande *Vénus de Villeneuve*, adjugée plus de 2 millions par M. Binoche, les œuvres des maîtres du nouveau réalisme auront connu des fortunes diverses. « Tant que la sculpture sera considérée comme un accessoire de la peinture, on ne parlera que de César ou d'Arman », déplore Roberto Perzzone, expert.

Les millions se font rares

Peu ou pas présent à la FIAC, le marché de la sculpture s'est paradoxalement développé en ventes publiques, avec un intérêt soutenu pour les nudités toutes en rondeurs de Balthus. Lobo — environ 120 000 francs — ou les personnages en mouvement de Clouetter (moins de 20 000 francs).

Des prix encore accessibles en comparaison de ceux pratiqués pour le pop art des années 60, qui connaît à son tour quelques réajustements difficiles. « Le marché est devenu beaucoup plus dur pour les

artistes célèbres et qui ont jusqu'ici fait des gros prix, car les gens ont peur d'acheter », estime-t-on à la galerie Peder Bonnier (Etats-Unis). Un grand portrait de Beuys et un de Mao par Warhol, respectivement vendus 750 000 dollars et 500 000 dollars (et pas encore vendus) seraient partis il y a un an pour près d'un million. Forcés de baisser ses prix, la galerie admettra des pertes sur certains de ses tableaux. Les jeunes n'ont pas été mieux lotis, en particulier Jean-Michel Basquiat, qui après avoir été « lâché », par les Américains, se retrouve orphelin en France. Combats, en revanche, se porte mieux à la galerie Nahon où une dizaine de ses toiles ont trouvé preneurs entre 120 000 et 180 000 francs.

Le mouvement support-surface, très peu représenté à la FIAC, a surpris agréablement à Drouot par la qualité des œuvres proposées ainsi que par les prix obtenus notamment pour les créations de Simon Arnal (28 000 francs), de Vivien Isnard (22 000 francs), de Viallet (entre 90 000 et 180 000 francs) et de Simon Hanafi, qui deux soirs de suite ont dépassé le million sous les applaudissements de la salle.

Cette semaine d'art contemporain aura été l'occasion pour les ventes publiques et les galeries de faire le point sur leurs rôles et leurs stratégies futures. L'étude Binoche et Godeau, prudente, renonce pour l'instant à une vente consacrée à l'art contemporain et revient au peaufinage classique. Mr Charbonneau, quant à elle, évoque les enchères d'une époque que l'on croyait presque révolue. « En l'absence de belles pièces, nous redevenons de simples intermédiaires, comme au temps où nous nous occupions principalement de ventes judiciaires. » Et d'ajouter : « Si c'est le cas, nous ne pourrions plus envisager des cotés aussi importants pour un résultat si minime. »

Pour les galeries, les perspectives sont tout autres. Si la FIAC n'a pas été aussi profitable sur le plan financier que par le passé, elle leur a permis de renouer avec une nouvelle génération d'amateurs. « C'est le public que l'on aura dans cinq ans, celui qui prend des risques », remarque, enthousiaste, un galeriste.

ALICE SEDAR

La FIAC a réalisé un chiffre d'affaires de 300 millions de francs contre 400 en 1989 et 200 en 1988. Elle a reçu 140 000 visiteurs, soit sensiblement le même nombre que l'an dernier, avec davantage d'étrangers. D'autre part, le Musée d'Art moderne de la Ville de Paris a annoncé qu'il allait acheter six des œuvres exposées.

Les parfums de la terre

Une rétrospective Jean Le Moal à l'Espace lyonnais d'art contemporain

LYON

correspondance

Belle moisson à l'Espace lyonnais d'art contemporain (ELAC) avec les tableaux des vingt dernières années de Jean Le Moal, tableaux que la peinture lui-même, aujourd'hui octogénaire, n'avait jamais vus ainsi regroupés. Ils témoignent d'une vitalité sereine, d'une respiration nouvelle dans une œuvre qui, traversée autrefois des leçons du cubisme et du surréalisme, combinant la construction plastique et l'effusion lyrique, s'épanouit désormais dans les couleurs et les rythmes de ce qu'on pourrait appeler un impressionnisme intérieur.

Les toiles, très grandes ou très petites, comme leurs titres l'indiquent parfois, parlent des éléments : la mer et les récifs, la terre et les saisons, l'air et ses souffles. Pas de sujets mais des thèmes qui semblent sourdre de la peinture elle-même, d'une matière substantielle et fluide conduite par des gestes à la fois médités et inspirés.

La méthode de travail de Le Moal, qui entreprend plusieurs toiles en même temps et revient sur elles par touches successives pendant des mois et quelquefois des années, explique sans doute leur savoir fruité. Aussi qu'elles soient à ce point porteuses de sensations évocatrices dans une couleur aussi symbolique que charnelle, non pas de souvenirs visuels

mais d'émotions. L'évolution vers une liberté radicale est tout à fait sensible dans cette exposition cohérente dans son intensité soignée, pour peu qu'on veuille suivre le jeu des touches. Celles-ci, dans les toiles les plus anciennes, structurent, déterminent au moins des lignes de force. Dans les plus récentes, elles palpitent en suspension, procèdent par courants, par ruissellements organiques.

Pourtant, des frissons d'images naissent, qui rappellent les tables servies devant une fenêtre ouverte sur un jardin, comme chez Bonnard, ou des fleurs flottant à la surface d'un étang, comme chez Monet. Mais s'il s'agit d'une sorte d'impressionnisme retrouvé, celui de Le Moal, dans les hauteurs de son âge, procède de la mémoire et des yeux clos.

Christine Giraudon Plasse-Le-Caisne, dans une grande tapisserie montrée à l'ELAC, a réussi le tour de force, artisanal et poétique, de restituer dans la ligne ces maturations de la couleur du peintre.

L'exposition, bien accrochée par Odile Plissard, avec des silences pour chaque tableau, ce qui donne aux plus petits une valeur monumentale, comprend aussi des maquettes de vitraux que Le Moal a réalisées entre 1978 et 1983 pour la cathédrale de Nantes. Son rôle dans l'art sacré contemporain est ainsi mentionné.

Les liens que le peintre entretient avec Lyon — il y fit ses études

à l'école des beaux-arts, participa au groupe Ténioyenne que Marcel Michaud fonda dans la ville en 1935 et collabora comme décorateur de théâtre avec Jean Dasté, installé dans la cité voisine de Saint-Etienne — justifient particulièrement cette exposition. L'ELAC contribue ainsi, après l'hommage à Alfred Manessier qui eut lieu en 1988, à la reprise en compte heureuse d'artistes dont l'importance est connue mais qui, bien que toujours créateurs, avaient été délaissés par la mode et négligés par les institutions.

JEAN-JACQUES LERRANT

Espace lyonnais d'art contemporain, Centre d'échanges de Parache, jusqu'au 12 novembre. Musée d'art et d'archéologie de Besançon, du 15 décembre au 15 février. L'exposition sera présentée ensuite à Ecluse-sur-Alzette, au Luxembourg, à Dunkerque et à Nantes.

Quinze millions de francs pour un Grec. — Une descente de croix du Greco, la *Déposition*, a été adjugée par 15 millions de francs mardi 30 octobre à Madrid. Cette enchère record obtenue par un acheteur anonyme, dépasse de trois fois son estimation. Le précédent record atteint par un Greco, en 1982, s'élevait à près de 5 millions de francs. — (Reuters)

CINÉMA

Les femmes d'Almodovar

« Pepi, Luci, Bom et autres filles du quartier », son premier long métrage et le plus insolent

Pepi, c'est Carmen Maura, qui fut l'égérie de Pedro Almodovar. Même après leur séparation, elle se souvenait avec des rires de cette année 1980, celle de leur premier film ensemble *Pepi, Luci, Bom et autres filles du quartier*. Dès qu'ils avaient un peu d'argent, ils tournaient chez les uns et chez les autres, dans les rues — la plupart du temps en clandestins, — mettaient de côté la police, repartaient à la recherche d'un financement.

Le film porte évidemment la marque de tous ces soubresauts, dont Almodovar a tiré une liberté formidable, insolente, rigolarde. C'est son talent, et qui ici éclate, explose, comme rarement depuis. L'histoire se déroule — c'est le mot juste — à la façon d'un roman-photo, dans une série de sketches mis bout à bout, où l'on voit Carmen Maura cultiver de la marijuana sur son balcon, se faire

violer par un fils obsédé dont elle décide de se venger. Il a un frère jumeau qui se fait tabasser à sa place, et une femme maso qui part avec une rockeuse sado — le groupe rock fait penser aux yéyés les plus nunches chantant avec délice des paroles teigneuses et grossières.

Les garçons sont des créins ou des voyous, des travestis surexcités, et n'ont d'ailleurs pas grands rôles à tenir. Les autres filles du quartier sont : une qui se dit mannequin, veut devenir chanteuse, hurle qu'elle n'est pas une putain et ne supporte pas qu'on lui touche le nombril ; une vraiment candide et toujours enrhumée, qui elle aussi se fait violer par le fils, mais elle croit que c'est son jumeau ; une riche, affligée d'une barbe et mariée à un homme. Dans une scène initiée du *Bel indifférent*, de Cocteau, elle parle avec une voix suraiguë et accélérée. Almodovar

colle ainsi des synchronisations décalées, la plus irrésistible est la zarzuela soi-disant entonnée par les copains de Pepi quand ils vont tabasser le fils. Finalement *Pepi, Luci...* se situe dans la ligne des revues de music-hall que l'on peut voir sans doute à Madrid, en tout cas à Barcelone dans un vieux et fameux ca'conce le Molino. C'est tout aussi grivois, tout aussi burlesque et décousu, seulement retricoté selon les mœurs et le

vocabulaire de la movida, qui jetait alors ses derniers feux. Mais avant tout, ce qui attire et séduit dans le film, c'est la belle santé des femmes d'Almodovar, c'est son extravagance à lui, sa fraîcheur de gosse mal élevé et surdoué. Aussi provocateur que John Waters, juste un peu moins tordu, il secouait alors les poussières de la moralité, il découvrait un jouet et s'amusa beaucoup. Et forcément, on rit.

COLETTE GODARD

« Dictionnaire des films ». — Dix mille films répertoriés et classés par ordre alphabétique font un outil de référence. Mieux, les auteurs ont choisi de hiérarchiser les titres : tous disposent d'un générique et d'un résumé succinct, mais près de deux mille font l'objet d'une analyse plus poussée, et deux cents classiques ins-

pirent une réflexion plus générale sur un auteur, un genre ou un thème. L'indispensable complément de l'indispensable *Dictionnaire du cinéma*, établi par J.-L. Passek pour le même éditeur.

« Dictionnaire des films, Bernard Rapp et Jean-Claude Lamy. Larousse, 632 pages, 295 F.

Journal

AGENDA

VENDREDI 2 NOVEMBRE

... Le Monde • Samedi 3 novembre 1990 13

CINÉMAS

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT
(47-04-24-24)

La Chimène (1917), de Henry Krauss. Une idylle aux champs (1919), de Charles Chaplin. 16 h : Notre pain quotidien (1934, v.o. s.t.f.), de King Vidor. 19 h : Pastorale (1978, v.o. s.t.f.), de Ouzouli, 21 h.

PALAIS DE TOKYO
(47-04-24-24)

La Révolte (1938), de Léon Mahor. 19 h : David Goldar (1931), de Julien Duvivier. 20 h.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU

HALLE GABARIE
(47-78-37-29)

Le Cinéma des pays nordiques : le Visage (1958, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman. 14 h 30 : L'Attente des femmes (1952, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman. 17 h 30 : Les Femmes sauvages (1957, v.o. s.t.f.), d'Ingmar Bergman. 20 h 30.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie,
porte Saint-Eustache,
Forum des Halles
(47-28-34-30)

Paris, le cinéma des photographes : Agnès Varda : les Enfants du musée (1986) d'Agnès Varda, le Bonheur (1985) de Agnès Varda. 14 h 30 : Daguerre (1958) de Roger Leenhardt. Le Miroir de papier (1986) de Jean Vigne. Photographes et Cinéastes (1989) de Jean Vigne. Daguerre (1958) de Roger Leenhardt. Paris et Daguerre (1989) d'Anne Amlund. 18 h 30 : Diaporama : Jazz double (1989) de Christian Kitzinger. 18 h 30 : Photo preuve : Senk (1984) de Michel de Vidus. Ascenseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle. 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

LA POURSUITE D'OCTOBRE
ROUGE (A., v.o.), Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; v.f. : UGC Montparnasse, 6 (45-74-84-94).

LES AFFRANCHIS (A., v.o.), Gaumont Orient Express, 1 (43-33-42-26) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; v.f. : Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31).

ALBERTO EXPRESS (Fr.), Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

LES ARMES DE L'ESPRIT (Fr.), Les Trois Louviers, 6 (48-33-67-77).

ATTACHE-MOI (Esp., v.o.), Latina, 6 (42-78-47-86) ; Lucarne, 6 (45-44-57-34).

L'AUTRICHIENNE (Fr.) : Epée de Bois, 6 (43-37-67-47).

L'AVENTURE DE CATHERINE C. (Fr.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26).

LES AVENTURIERS DU TIMBRE PERDU (Can.), Latina, 6 (42-78-47-86) ; Epée de Bois, 6 (43-37-67-47) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

BAD INFLUENCE (A., v.o.), George V, 9 (45-82-41-48).

BIENVENUE AU PARADIS (A., v.o.), Pathé Française, 9 (47-70-33-88).

BOUGE PAS, MEURS, RESSUSCITE (Sov., v.o.), Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38).

PARIS EN VISITES

SAMEDI 3 NOVEMBRE

« Opéra Garnier », 11 heures, hall d'entrée (M. Polver).

« Les lieux de Van Gogh et l'atelier de Daubigny à Auvers-sur-Oise » (inscription au 42-28-60-52), 13 h 30, gare Saint-Lazare, monument aux morts (D. Bouchard).

« Paris et les Parisiens », 14 h 30, 23, rue de Sévigné (Musée Carnavalet).

« L'église royale du Val-de-Grâce et ses bâtiments conventuels », 14 h 30, 277, rue Saint-Jacques (Arta et Carrel).

« Grande Arche et quartier de la Défense, avec entrée à l'intérieur du CNIT réaménagé », 14 h 30, hall du RER, sortie L (C. Merle).

Exposition « Gravures de Goya », 14 h 30, Musée Marmottan, 2, rue Louis-Bouilly (M. Cazes).

« L'Opéra Garnier et les fastes du Second Empire », 14 h 30, en haut des marches (Connaissance de Paris).

« Le coin de la Cité, naissance de Paris, vieilles maisons de chanoines », 14 h 40, 1, rue d'Arcole (Paris autonome).

« Les salons du ministère de la marine », 15 heures, 2, rue Royale (Tourisme culturel).

« Promenade dans le quartier chinois de Paris », 15 heures, métro Porte-de-Chaillot (F.-Y. Jassin).

« Le Grand Orient de France, histoire et symbolisme de la franc-maçonnerie », 15 heures, 16, rue Cadet (L. Haudier).

« L'étrange quartier Saint-Sulpice », 15 heures, sortie métro Saint-Sulpice (Réunion du passé).

« Les arènes de Lutèce et le montagne Sainte-Geneviève », 15 heures, sortie métro Jussieu (Paris et son histoire).

« Les Archives nationales et les almanachs », 15 heures, 60, rue des Francs-Bourgeois (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

DIMANCHE 4 NOVEMBRE

« Les peintres espagnols, de Goya à Goya au Louvre », 11 heures, pavillon de Flore, porte Jaurès (D. Bouchard).

« L'île Saint-Louis », de l'hôtel de Lauzun à l'hôtel Chenizot en passant

LES FILMS NOUVEAUX

LA DÉSENCHANTÉE. Film français de Benoît Jacquot : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (48-33-79-38) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20) ; Le Gambetta, 20 (48-36-10-98).

LE CHATEAU DE MA MÈRE (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33) ; Rex, 2 (42-38-63-83) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Bretagne, 6 (42-22-57-97) ; Pathé Française, 9 (47-42-58-31) ; Pathé Impérial, 10 (45-32-81-68) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; Pathé Champs-Élysées, 9 (47-20-78-23) ; Saint-Lazare,

Pasquier, 6 (43-67-35-43) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40) ; Gaumont Alesia, 14 (43-27-84-50) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; UGC Maitrot, 17 (40-68-00-18) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-85).

CHÉRIE. J'AI RETRÉCI LES GOSSES (A., v.o.). Denfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-55) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-81-68).

CINÉMA PARADISO (Fr.-It., v.o.). George V, 9 (45-82-41-48) ; Grand Pavois, 15 (45-54-48-55).

58 MINUTES POUR VIVRE (A., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (48-33-79-38) ; Pathé Merlan-Concorde, 6 (43-59-52-82) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Epée de Bois, 6 (43-37-67-47).

TOTAL RECALL (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Dunton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Saint-Lazare, 6 (43-59-19-08) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Rex, 2 (42-38-63-83) ; UGC Dunton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Saint-Lazare, 6 (43-59-19-08) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.). Bédouin, 8 (43-68-36-14).

GRENILS 2 (A., v.o.). George V, 9 (45-82-41-48) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-André-Arte II, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Louviers, 6 (48-33-67-77) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY H. JUNE (Fr., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-85).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.). Bédouin, 8 (43-68-36-14).

GRENILS 2 (A., v.o.). George V, 9 (45-82-41-48) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-André-Arte II, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Louviers, 6 (48-33-67-77) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY H. JUNE (Fr., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-85).

IL VANT TOUS BIEN (It., v.o.). Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; Latina, 6 (42-78-47-86) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

JOURS DE TONNERRE (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

L'INSOUTENABLE LÉGÈRE DE L'ETRE (A., v.o.). Cinéoches, 6 (45-33-10-82).

JEAN BAILLOT AVENTURIER (Fr.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

NON OU LA VAINNE GLOIRE DE COMMANDER (For., v.o.) : 14 Juillet

Parnasse, 6 (43-26-58-00).

L'ORCHIDÉE SAUVAGE (A., v.o.) : UGC Triomphe, 8 (45-74-93-58).

PREMIERS PAS DANS LA MAFIA (A., v.o.) : Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Pathé Hautes-Fr., 6 (48-33-79-38) ; Pathé Merlan-Concorde, 6 (43-59-52-82) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Bienvenue Montparnasse, 15 (45-44-25-02) ; v.f. : Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88) ; Miramar, 14 (43-20-89-52) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

TORCH SONG TRILOGY (A., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Epée de Bois, 6 (43-37-67-47).

TOTAL RECALL (A., v.o.). Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52) ; UGC Dunton, 6 (42-25-10-30) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Saint-Lazare, 6 (43-59-19-08) ; Max Linder Panorama, 9 (48-24-88-88) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Normandie, 6 (45-83-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-58-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-81-94-95) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

PROMOTION CANAPÉ (Fr.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; Rex, 2 (42-38-63-83) ; UGC Dunton, 6 (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; George V, 9 (45-82-41-48) ; Saint-Lazare, 6 (43-59-19-08) ; Pathé Française, 9 (47-70-33-88) ; Les Nations, 12 (43-43-01-59) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Clichy, 18 (45-22-48-01).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.). Bédouin, 8 (43-68-36-14).

GRENILS 2 (A., v.o.). George V, 9 (45-82-41-48) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-André-Arte II, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Louviers, 6 (48-33-67-77) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY H. JUNE (Fr., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6 (43-25-59-53) ; UGC Biarritz, 9 (45-62-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15 (48-28-42-27) ; Pathé Wapler II, 18 (45-22-47-94) ; La Gambetta, 20 (45-38-10-85).

LE GRAND BLEU (Fr., v.o.). Bédouin, 8 (43-68-36-14).

GRENILS 2 (A., v.o.). George V, 9 (45-82-41-48) ; Fauvette, 13 (43-31-58-88).

HALFAQUINE (Fr.-Tun., v.o.). Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Saint-André-Arte II, 6 (43-26-80-25) ; Les Trois Louviers, 6 (48-33-67-77) ; UGC Opéra, 9 (45-74-84-94) ; La Bastille, 11 (43-07-48-80) ; Sept Parnassiens, 14 (43-20-32-20).

HENRY H. JUNE (Fr., v.o.). Gaumont Les Halles, 1 (40-28-12-12) ; 14 Juillet Odéon, 6

AGENDA

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans le Monde radio-télévision ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Vendredi 2 novembre

TF 1

20.35 Variétés : Tous à la Une.
22.35 ► Magazine : 52' sur la Une.
23.35 Série : Madame SOS.
0.40 Journal Météo et Bourse.

A 2

20.40 Série : Profession comique. Spécial Fendard. Caracoles.
21.55 Magazine littéraire. Étranges voyageurs. Invités : Gérard Gervay (Quarantaine), François Maspéro (Les Passagers du Risque-Express), Alain Schifres (Les Partisans), Eric Valli et Diane Summers (Chasseurs des ténébreux), Benoît Charlemagne (Le petit Prince n'était qu'un gâpelin).
23.15 Journal et Météo.
23.35 Sport : Tennis. Open de Paris, à Bercy.
0.50 Cinéma : Phantom of the Paradise, ■■ Film américain de Brian De Palma (1974).

FR 3

20.40 Magazine : Thalassa.
21.35 Feuilleton : La Route du rhum.
22.30 Journal et Météo.
22.50 Magazine : Planète show.
23.45 Magazine : Mille Bravo.

0.40 Musique :

CANAL PLUS

20.05 Sport : Football. Championnat de France. Rennes-Bordeaux, en direct de Rennes.
22.40 Magazine : Exploits. Présenté par Marc Toesca.
22.50 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Le fils de Beverly Hills 2. □ Film américain de Tony Scott (1987).

0.40 Cinéma :

Cinglé, ■■ Film américain de Martin Ritt (1987) (v.o.).

LA 5

20.40 Téléfilm : Le dernier rempart.
22.25 Série : L'inspecteur Derrick.
23.30 Magazine : Nomades.
0.00 Journal de minuit.

M6

20.35 Téléfilm : Une affaire personnelle.
22.15 Série : Brigade de nuit.
23.10 Magazine : La 6 dimension. Sida : mourir d'amour.
23.40 Magazine : Avec ou sans rock.
0.05 Capital.

0.15 Six minutes d'informations.

LA SEPT

21.00 Napoléon et l'Europe (5^e épisode).
22.00 Time code.
22.30 Mosaïque mathématique.
22.45 Portraits (La canneuse).
23.00 Il était une fois dix-neuf acteurs (l'émoussée).

FRANCE-CULTURE

20.30 Radio-archives. Speakeasy-radio.
21.30 Musique : Black and blue. L'œuvre de Michel.
22.40 Les nuits magnétiques. La guerre anonyme.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 24 octobre à Stuttgart) : L'échelle de soie, œuvres de Rossini ; Concerto pour violon et orchestre en mi mineur op. 64, de Mendelssohn ; Symphonie n° 3 en mi bémol majeur op. 55, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la Radio de Stuttgart.
22.20 Cyala acoustique.
23.07 Poussières d'étoiles.

Samedi 3 novembre

TF 1

13.55 Feuilleton : Saut les homards !
14.25 La Une est à vous (suite).
14.50 Téléfilm : Les cavaliers de l'ombre. D'Andrew Mac Lagan, avec Tom Selleck.
16.25 Tiercé à Maisons-Laffitte.
16.35 La Une est à vous (suite).
17.35 Divertissement : Mondo dingy.
18.05 Magazine : Trente millions d'amis.
18.35 Jeu : Une famille en or.
19.00 Série : Marc et Sophie.
19.25 Jeu : La roue de la fortune.
19.50 Tirage du Loto.
20.00 Journal, Tapis vert, Météo.
20.40 Traffic info et Loto. Variétés : Sébastien, c'est fou ! Émission présentée par Patrick Sébastien.
22.25 Magazine : Ushatata.
23.25 Magazine : Formule sport.
0.20 Journal et Météo.

A 2

13.55 Magazine : Animalia. Présenté par Alain Bougrain-Dubouché. Les délégués déchaînés.
14.55 Magazine : Sports passion. Rugby : France-Ail Blacks (test-match) ; Tennis : Demi-finales de l'Open de Paris, à Bercy.
17.55 INC.
18.00 Club sandwich.
18.40 Magazine : Télé-zèbre. Présenté par Thierry Ardisson.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Téléfilm : Le pouvoir et la gloire. De Buzz Kulik, avec Peter Strauss (dernière partie).
22.15 Variétés : Étoile-palace. Présenté par Frédéric Mitterrand. Hommage à Bertina Graziani. 24 heures sur l'A 2 et Météo.
23.50 Série : La loi est la loi.
0.10 Magnétophone : Gymnastique rythmique et sportive. Coupe du monde à Bruxelles (90 min).

FR 3

14.00 Après-midi sportif. Tennis : Demi-finales de l'Open de Paris, en direct de Bercy ; Voile : La Route du rhum ; Danse sur glace : Championnat de France, à Dijon.
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
— De 20.00 à 22.55 La SEPT —

22.55 Sport :

Voile. La Route du rhum.

— De 23.00 à 0.05 La SEPT —

0.05 Magazine :

L'heure du golf.

CANAL PLUS

13.30 Téléfilm : Une blonde presque parfaite. De Paul Lynch.
15.05 Snooker. Demi-finales du Grand Prix Norwich Union.
16.15 Cinéma dans les salles. Zorro.
17.05 Les superstars du catch. — En clair jusqu'à 20.30 —
18.00 Dessins animés : Décade pas Bunny.
19.30 Flash d'informations. Top 50. Présenté par Marc Toesca.
20.30 Téléfilm : Le diable homme. De Jack Gold.
22.05 Les Nuls... l'émission. Invité : Jean-Pierre Bacri.
22.55 Flash d'informations.
23.00 Les superstars du catch.
0.00 Cinéma : Délices. Film français, classé X, de Burd Imanbarae (1978). Avec Brigitte Lahaie, Diane Dubois, André Miller.
1.20 Cinéma : Comédie d'été ■■ Film français de Daniel Vigne (1989). Avec Maruschka Detmers, Henri Martin, Jean-Claude Brialy.

LA 5

13.40 Série : L'homme de l'Atlantide.
14.40 Série : La belle et la bête.
15.45 Série : La cinquième dimension.
16.10 Série : Chasseurs d'ombres.
17.15 Série : Superkid.
17.55 Série : Happy days.
18.30 Série : TV 101.
19.00 Journal Images.
19.10 Jeu : Télé-contact.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.35 Téléfilm : Le professeur entre au couvent. De Stano, avec Bud Spencer, Mylène Demongeot.
22.25 Sport : Football. Résultats du championnat de France (et à 0.10).
22.30 Série : Deux flics à Miami.
23.25 Magazine : Désir.
0.00 Journal de minuit.

M 6

13.25 Série : Madame est servie (rediff.).
13.55 Série : L'homme au Katana.

14.45 Série : Laramie.

15.30 Série : Poigne de fer et séduction.

16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Islande (rediff.).

16.15 Série : Le Saint.

17.10 Série : L'homme de fer.

18.00 Six minutes d'informations.

18.05 Variétés : Multitop.

19.20 Magazine : Turbo.

19.54 Six minutes d'informations.

20.00 Série : Madame est servie.

20.30 Magazine : Sport 6.

20.35 Téléfilm : Un long chemin. De David Greene.

22.20 Téléfilm : Trois femmes, un été... De Sharon Miller, avec Barry Bostwick, Joanna Cassidy.

0.00 Six minutes d'informations.

0.05 Musique : Rap line. Émission présentée par Olivier Cachin.

1.00 Musique : Boulevard des clips.

LA SEPT

13.30 Feuilleton : Napoléon et l'Europe (5^e épisode).
14.30 Série : Time code.
15.00 Dynamo.
15.30 Portraits scientifiques. (Jean Bernar).
16.15 Mosaïque mathématique.
16.45 Portraits (La canneuse).
17.00 ► Musiques de l'Afrique noire (musique du Mali).
18.00 Mangabé.
19.00 Henri Dutilleul (2^e partie).
20.00 Histoire parallèle.
21.00 Trois amours (2^e partie, v.o.).
22.40 Soir 3.
22.55 Les documents interdits.
23.00 Débat : Dialogue.

FRANCE-CULTURE

20.30 Photo-portrait. Michel Chellou, écrivain et directeur de collection. Festival d'Avignon 1990. La séance du diable, de Leslie Kaplan.
22.35 Musique : Opus. Hommage à Leonard Bernstein.
0.05 Clair de nuit.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 8 septembre, lors du Festival de Berlin) : Symphonie n° 6 en fa mineur op. 68, de Beethoven ; Quatre pièces sacrées (Ave Maria, Stabat mater, Laudus, de Verdi), par l'Orchestra philharmonique de Berlin et le chœur Ernst Senf, dir. : Carlo Maria Giulini ; Sol. : Sharon Sweet, soprano.
23.05 Poussières d'étoiles.

Dimanche 4 novembre

TF 1

10.50 Magazine : Les animaux de mon cœur.
11.20 Magazine : Auto-moto.
11.50 Jeu : Tournez... manège.
12.25 Jeu : Le juste prix.
12.55 Météo et Journal.
13.20 Série : Rick Hunter.
14.15 Spectateur choc. Divertissement : Vidéo-gag.
15.40 Série : Côte Ouest.
16.40 Tiercé à Saint-Cloud.
16.45 Dessins animés : Disney parade.
18.05 Magazine : Téléfoot.
19.00 Magazine : 7/7.
Invité : Roger Hanin.
19.50 Loto sportif.
20.00 Journal Météo et Tapis vert.
20.35 Cinéma : En route innocence. ■■ Film français d'Alain Jessia (1987). Avec Michel Serrault, Nathalie Baye, Suzanne Flon.
22.20 Magazine : Ciné dimanche.
22.30 Cinéma : Un assassin qui passe. ■■ Film français de Michel Verne (1980). Avec Carole Laure, Richard Berry, J.-L. Trégnier.
0.20 Journal et Météo.

A 2

10.30 Le jour du Seigneur.
11.00 Messe. Célébrée en la paroisse Saint-Martin à Savigny.
12.05 Dimanche Martin. Ains font font font...
13.00 Journal et Météo.
13.20 Dimanche Martin (suite). Le monde est à vous.
14.55 Série : Mac Giver.
15.45 Dimanche Martin (suite). L'école des fars.
16.35 Série : Aliô ! Béatrice.
17.35 Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe Cousteau.
18.30 Magazine : Stade 2. Pédagogie artistique : championnat de France de danse sur glace ; Football : championnat de France ; Rugby : résumé de France-Nouvelle-Zélande et Angleterre-Argentine ; Basket-ball : championnat de France ; Les résultats de la semaine ; Aviron : championnat du monde ; Ski nautique : Coupe du monde ; Gymnastique : championnat du monde de GRS ; Hand-ball : championnat de France ; Tennis : résumé du Tournoi de Paris en direct de Bercy ; Automobile : Grand Prix de formule 1 d'Australie à Adelaide ; Athlétisme : Marathon de New-York ; Voile : départ de la Route du rhum.
19.30 Série : Maguy.
20.00 Journal et Météo.
20.40 Téléfilm : L'embrumé.
22.10 Documentaire : Les chants de l'invisible. Quelques voix américaines.
23.10 Magazine : Plastic.
0.00 24 heures sur l'A2.
0.20 Musique : Elisabeth Schwarzkopf. Master Classes.

FR 3

10.30 Magazine : Mascarines.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Sport : Voile. La Route du rhum.
13.00 Journal.
14.30 Magazine : Sports 3 dimanche. Magazine : Plastic. De Paris, en direct de Bercy.
17.30 Magazine : Montagne. Décapage japonais.
18.00 Annuse 3. Béar : Jeu.
18.30 Sport : Voile. La Route du rhum.
19.00 La 19-20 de l'information. De 19.12 à 19.30, le journal de la région.
20.10 Série : Benny Hill.
20.40 Théâtre : L'hôtel du libra échange. Pièce de Georges Feydeau.
22.20 Magazine : Le divan.

D'Henry Chapier.

Invité : Denise Gence.

22.40 Journal et Météo.

23.00 Sport : Voile. La Route du rhum.

23.10 Cinéma : Le terroriste. ■■ Film franco-italien de Gianfranco De Bosio (1983).

0.40 Magazine : Belles et bielles. Présenté par Myriam Foss.

1.10 Musique : Carnet de notes.

CANAL PLUS

10.50 Cinéma : Le fils de Beverly Hills 2. □ Film américain de Tony Scott (1987). — En clair jusqu'à 14.00 —
12.30 Flash d'informations.
12.35 Magazine : Mon zénith à moi. Invité : Guy Lux.
13.30 Magazine : Rapido.
14.00 Téléfilm : Commando week-end. Les Nuls... l'émission (rediff.).
15.30 Magazine : 24 heures (rediff.).
16.20 Magazine : Un œil sur elles. Des top models filmés par des photographes de mode.
18.45 Série : Zorro.
17.05 L'émission (rediff.).
18.00 Cinéma : L'étalon de guerre. ■■ Film britannique d'Anthony Harvey (1978). — En clair jusqu'à 20.40 —
19.40 Flash d'informations.
19.45 Dessins animés : Ça cartoon. Présenté par Philippe Dera.
20.30 Dis Jérôme...
20.35 Magazine : L'équipe du dimanche. Présentation du sommaire.
20.40 Beetle juice. ■■ Film américain de Tim Burton (1988).
22.05 Flash d'informations.
22.15 L'équipe du dimanche. Présenté par Pierre Sied. Football : Flash sport ; L'événement : Football américain.
0.35 Cinéma : Justicier malgré lui. ■■ Film américain de Richard Sarafian (1988).
2.10 Série : Deux solistes en duo.

LA 5

11.05 Série : Shérif, fais-moi peur.
12.05 Série : Wonder woman.
13.00 Journal.
13.30 Série : Deux flics à Miami.
15.35 Série : Simon et Simon.
16.35 Série : Bergerac.
17.45 Série : La loi de Los Angeles.
18.45 Journal Images.
18.50 Série : L'enter du devoir.
19.45 Journal.
20.30 Drôles d'histoires.
20.40 Cinéma : La folle journée de Ferris Bueller. ■■ Film américain de John Hughes (1986).
22.30 Cinéma : Les demoiselles de Rochefort. ■■ Film français de Jacques Darry (1980), avec Catherine Deneuve, François Dorléac, Danièle Darrieux.
0.40 Le journal de minuit.
0.50 Série : Claudine Claudine à l'école.

M 6

11.55 Infoconsommation.
12.00 Informations : M6 express.
12.05 ► Magazine : Sport 6 première.
12.15 Série : Mon ami Ben.
12.40 Série : L'ami des bêtes.
13.30 Série : Madame est servie (rediff.).
14.00 Série : Murphy Brown.

14.30 Série : Dynastie.
16.00 Documentaire : Chasseurs d'images. Costa-Rica.
16.15 Série : Médecins de nuit.
17.10 Série : L'homme de fer.
18.00 Six minutes d'informations.
18.05 Série : Clair de lune.
18.55 Magazine : Culture pub. Music is business.
19.25 Série : La famille Ramdam.
19.54 Six minutes d'informations.
20.00 Série : Madame est servie.
20.30 Magazine : Sport 6.
20.35 Téléfilm : Les radars du Pacifique. Six minutes d'informations.
22.20 Capital.
22.35 Cinéma : Jeunes filles en uniforme. ■■ Film germano-français de Gisa Rohdewitz (1955). Avec Romy Schneider, Lili Palmer.
0.15 Six minutes d'informations.
0.10 Médecins de nuit (rediff.).
1.10 Musique : Boulevard des clips.
2.00 diffusions.

LA SEPT

12.30 Cours d'italien (4).
13.00 Série : Objectif amateur.
13.30 Documentaire : Histoire parallèle.
14.30 Documentaire : Mr et Mrs Thaw sur la route de la soie (2).
15.45 Cinéma d'animation : Images.
16.00 Palettes.
16.30 Préfères (Primo Levi).
16.50 Documentaire : Il était une fois dix-neuf acteurs. L'amoureux.
17.50 Opéra : Jenufa. De Leo Janacek.
20.00 Documentaire : Histoire de la bande dessinée (9), v.o.
20.30 Cinéma : Dimanche d'acout. ■■ Film italien de Luciano Emmer (1950).
21.45 Moyen métrage : La ricotta. De Pier Paolo Pasolini.
22.30 Moyens métrages : Joffroi. De Marcel Pagnol.

FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 6 octobre lors du Festival des cathédrales) : Cluitta, oratorio de Almeida, par le concerto Köln, dir. : René Jacobs ; sol. : Lena Loutens, Francesconi Congi, sopranos, Axel Köhler, haute-contre, Martyn Hill, ténor.
23.05 Poussières d'étoiles. Avec Richard Miller, écrivain. Extraits de l'Anglais et du Sentiment de la langue, les par Yvon Cambaleng. Œuvres de Fauré, Charpentier, Boulez, Mahler.

FRANCE-CULTURE

20.30 Atelier de création radiophonique. Équipée le palimpseste.
22.35 Musique : Le concert (donné en mai au Théâtre du Liège) : La leçon d'espagnol, concert-spectacle conçu et dirigé par Luc Fernal, réalisé par le Musée en Circuit.
0.05 Clair de nuit.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER « ZAPPING » Une émission de GILBERT DEMOYAN avec ANnick CUEAN et la collaboration de « Monde ».

Audience TV du 1^{er} novembre 1990 Le Monde / SOFRES/NIelsen

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	49,8	Ecran 1920	McGyver	Act. rég.	Bande ann.	Télé contact	Fête maison
		16,4	11,7	16,8	1,3	1,8	2,4
19 h 46	53,2	Ecran 1920	McGyver	19-20 Info	Plaisir	Journal	Rosanna
		20,8	15,1	10,3	3,2	1,8	2,6
20 h 16	60,0	Journal	Journal	La classe	J. Bonaldi	Journal	Madame...
		24,1	17,2	7,5	2,2	3,4	5,7
20 h 08	60,8	Peut s'faire	Pile ou face	Empereur...	Les derniers...	Hist. simple	Robinson...
		16,8	21,7	11,0	1,5	7,2	5,9
22 h 55	56,6	Ecran 2121	Pile ou face	Empereur...	Wall Street	Hist. simple	Miami...
		17,0	22,7	12,2	0,4	5,2	1,5
22 h 44	32,3	Ex-Bris	Tennis	Réclames	Wall Street	Reporters	Miami...
		9,3	8,8	9,0	0,8	3,7	4,0

ÉCONOMIE

Alors que la Banque de France diminue le loyer de l'argent

Divergences

En obtenant de la Banque de France une diminution du loyer de l'argent le 31 octobre, le ministère des finances a confirmé son « obsession » de la baisse des taux, tirant profit de la bonne tenue du franc, du gonflement des réserves de change, de la modération de l'indice des prix (hors énergie), et de l'assouplissement du crédit intervenu deux jours plus tôt aux États-Unis. En augmentant le taux Lombard le 1^{er} novembre, la Bundesbank a confirmé sa prudence légendaire face aux risques d'inflation importée, et surtout de dérapages monétaires, induits par la réunification allemande.

Les motivations souvent divergentes de la France et de l'Allemagne en matière de politique monétaire ont ainsi eu tout loisir de s'exprimer. Depuis la mi-1988 et la tentative, rapidement abandonnée, d'assouplissement unilatéral du crédit en France, c'est la première fois que les taux directeurs évoluent simultanément et en sens inverse de part et d'autre du Rhin.

Plusieurs conclusions peuvent en être tirées. D'abord, le coût du crédit n'est plus très différent en Allemagne et en France. Il y a quelques mois déjà, les opérateurs des marchés obligataires prévoyaient une disparition de l'écart de taux entre les deux pays avant la fin de l'année. La situation évolue dans ce sens. Ne risque-t-il pas pour autant d'être plus difficile pour la France de mener une politique monétaire autonome par rapport à la Bundesbank ?

De plus, le récent mouvement des taux d'intérêt mondiaux indique à quel point les autorités monétaires sont actuellement enclines à la prudence, au milieu des turbulences issues de la crise du Golfe.

L'assouplissement intervenu aux États-Unis ainsi qu'en France est très limité. La RFA justifie le durcissement par des motivations purement techniques.

Enfin, l'évolution des politiques monétaires des principaux pays industrialisés prouve que les grands argentiers ne s'affaiblissent pas outre mesure de la glissade du dollar. Car si tel avait été le cas, c'est un mouvement inverse des taux américains et japonais qui aurait été justifié. Face à l'ampleur des risques actuels, ceux de récession aux États-Unis, ceux de dérapage monétaire en Allemagne, la stabilisation du dollar doit leur paraître un objectif secondaire.

F. L.

La fin du « réseau orange »

Le « réseau orange », cette chaîne de boutiques de vente de jus d'oranges pressées tenues par des jeunes en difficulté et installées sur les trottoirs de la capitale dans des bulles de plastique, est condamné après cinq ans d'existence. La Ville de Paris vient de mettre fin à la concession de ces kiosques, fermés depuis le 1^{er} novembre. Le tribunal de grande instance de Paris devrait prononcer, le 2 novembre, la liquidation judiciaire de l'organisme.

Trente permanents éducateurs ou administratifs perdent leur emploi, ainsi que les 138 jeunes qui, actuellement, animaient ces boules de couleur orange dans l'espoir de trouver un emploi, tout en faisant preuve de leur dynamisme. Depuis l'origine, on estime à 3 000 le nombre de ceux qui ont eu recours à cette initiative pour sortir du chômage de longue durée. Le « réseau orange » avait déjà connu des difficultés économiques. M. Jacques Chirac avait soutenu l'opération et obtenu de faire fabriquer les fameuses bulles de plastique par une société corrézienne.

La Bundesbank resserre le crédit

La Bundesbank a justifié jeudi 1^{er} novembre sa décision d'augmenter d'un demi-point son taux Lombard (avances sur titre) qui passe de 8 % à 8,5 % par un argument technique : rendre au crédit Lombard son caractère exceptionnel de compensation à court terme sur le marché de l'argent par rapport aux taux bancaires au jour le jour dont il constitue, normalement, la limite supérieure. La limite inférieure, qui est fixée par l'autre taux directeur, celui de l'escompte, reste quant à elle inchangée à 6 %. Les Pays-Bas et la Belgique ont relevé de 0,25 point leur taux de l'escompte, le portant à 7,25 % et 10,5 % respectivement.

FRANCFORT
correspondance

Dans un communiqué publié à l'issue de la réunion bi-mensuelle de son conseil d'administration, qui s'est prolongée tard dans l'après-midi, l'institut d'émission de Francfort a précisé que cette mesure allait s'accompagner, le 6 novembre, d'un appel d'offres pour les prises en pension d'effets de commerce à un taux d'intérêt fixé d'avance qui sera de 8 %.

Cette mesure, souligne le communiqué, montre que « le renchérissement des crédits Lombard n'est pas le signe d'une augmentation généralisée des taux d'intérêt sur le marché monétaire allemand ».

Même si des rumeurs persistantes circulaient depuis le début de la semaine à Francfort, la décision de la Bundesbank d'augmenter son taux Lombard d'un demi-point a été accueillie avec surprise dans les milieux bancaires. L'institut d'émission allemand, dont le

Parlement vient de décider qu'il resterait définitivement à Francfort, a à en effet procédé à aucun rajustement de ses taux directeurs depuis un an, malgré les difficultés qui ont accompagné l'introduction de l'union économique et monétaire, en juillet, ainsi que l'incertitude résultant de la réunification avec l'ex-RDA, le 3 octobre.

« Même s'il s'agit d'une correction technique, la décision de ressermer le crédit en Allemagne est mal venue », a précisé un porte-parole de la Dresdner Bank.

Risque de pressions inflationnistes

Après la décision de la Banque de France, mercredi, de baisser ses taux d'un quart de point, précédée par un assouplissement du crédit au début de la semaine aux États-Unis, l'Allemagne n'est plus accompagnée que des Pays-Bas et de la Belgique.

« Derrière une décision de la Bundesbank, il y a toujours le souci d'un risque de pressions inflationnistes », souligne-t-on à la Deutsche Bank, première banque commerciale du pays. Et, avec la crise du Golfe, ces pressions n'ont fait que s'accroître. Selon les premières estimations de l'Office fédéral des statistiques, l'augmentation des prix a atteint 3,3 % sur un an dans l'ancienne RFA en octobre, soit la plus forte augmentation depuis sept ans. Jusqu'à maintenant, l'effondrement du dollar par rapport au mark a permis de minimiser l'impact de l'envoie des prix du pétrole sur l'indice du coût de la vie. Les risques d'inflation importée, par le biais notamment du renchérissement des prix à la production, ne peuvent toutefois plus être ignorés. Particulièrement à un moment où la demande intérieure, à laquelle se rajoutent les énormes besoins des cinq nouveaux Länder en biens d'équipement, n'a jamais été aussi forte. Le

taux d'utilisation des capacités industrielles à l'Ouest atteint près de 90 %.

Mais, selon la Commerzbank, l'avertissement de la Bundesbank est destiné avant tout au gouvernement fédéral. Depuis l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire, les demandes de nouveaux crédits ont poussé les taux bancaires au jour le jour vers le haut, bien au-delà des 8 % du taux Lombard. Sans une stricte discipline budgétaire de la part de Bonn, la pression sur les taux ne va faire que s'accroître si le gouvernement continue à recourir à l'emprunt pour financer le coût de la réunification. M. Hans Tietmeyer, l'un des membres les plus influents de la Bundesbank, a été très clair à ce sujet la semaine dernière : même en période d'élections, qui doivent avoir lieu le 2 décembre, la banque centrale n'hésitera pas à durcir le crédit !

CHRISTINE HOLZBAUER-MADISON

Le fléchissement du PIB se poursuit

L'économie canadienne est confrontée à une nouvelle période de récession

Le ministre canadien des finances, M. Michael Wilson, a admis, le mercredi 31 octobre, juste avant la publication d'un mauvais indice supplémentaire, que le Canada était entré en récession.

MONTREAL

de notre correspondante

Le produit intérieur brut, calculé au coût des facteurs, a en effet reculé de 0,5 % en août et cette baisse mensuelle — la plus importante depuis mars 1986 — n'est pas un accident de parcours. La croissance du PIB canadien avait déjà été négative (-0,4 %) pour le deuxième trimestre de cette année et M. Wilson a reconnu que le suivant ne sera pas plus reluisant.

Une énorme dette

Le gouvernement canadien avait prévu un « ralentissement normal » après sept années de croissance continue et soutenue qui aurait dû limiter la croissance à 1,3 % pour 1990. Il a dû toutefois revoir ses prévisions à la baisse, en raison notamment des conséquences de la crise du Golfe. Le Canada venait à peine de calmer les pressions sur les prix (le taux d'inflation est resté à 4,2 % en rythme annuel pour juillet et août) grâce à une stricte politique monétaire vivement décriée, que l'augmentation des cours mondiaux du pétrole venait contrecarrer ses efforts.

Le taux d'escompte de la Banque du Canada, qui avait dépassé les

14 % en mai, est encore à 12,6 %, tandis que les taux privilégiés des grandes banques se maintiennent à 13,5 %. L'énorme dette du Canada a presque atteint les 400 milliards de dollars (46 % du PIB) et son service, qui absorbe 35 % des recettes du gouvernement, reste très lourd à financer. Résultat : M. Wilson a dû admettre que le déficit budgétaire de l'année fiscale 1990-1991 dépassera d'au moins 1,5 milliard de dollars les 28 milliards prévus, ce qui représentait déjà plus de 4 % du PIB.

Le gouvernement canadien assure que la récession en cours sera moins forte et moins longue qu'en 1981-1982, les intentions d'investissement des entreprises notamment restant encourageantes. Il entrevoit une reprise dès le printemps 1991. Entre-temps, toutefois, une nouvelle taxe, de type TVA, devrait entrer en vigueur le 1^{er} janvier prochain au taux de 7 %, ce qui risque fortement de faire grimper de plus d'un point le taux d'inflation. Le projet de loi instituant cette « taxe sur les produits et services » est actuellement bloqué devant le Sénat, qui cherche à obtenir son report.

MARTINE JACOT

TOKYO

de notre correspondant

Jusqu'à présent, les entreprises nippones avaient bénéficié d'un excès de liquidités et de conditions de crédit qui incitaient à investir

afin de développer la productivité. L'augmentation des taux d'intérêt, conjuguée à la situation délicate dans laquelle se trouve le secteur bancaire, dont les profits sont appelés à considérablement baisser cette année (environ 27 %), est à l'origine de cette contraction des investissements. L'enquête du MITI montre que 28,4 % des entreprises sont en train de réviser en baisse leur programme d'investissements.

Au cours de l'année fiscale 1989-1990 (qui s'est achevée en mars dernier), la croissance des investissements productifs avait été de 10,5 % (contre 18,9 % au cours de l'année fiscale précédente). Les investissements privés ont contribué à hauteur de 1,7 % à la croissance de 4 % du PNB : jamais, même au cours de la haute croissance des années 60-70, les investissements n'avaient joué un tel rôle moteur. La remarquable croissance que connaît le Japon depuis quarante-huit mois est essentiellement due à cette politique d'investissements qu'alimentait une situation de surliquidités engendrée par la spéculation boursière et foncière (la fameuse « bulle monétaire » japonaise).

De solides

« coussins » financiers

La hausse des taux d'intérêt (relevés cinq fois au cours des seize derniers mois) et la chute des cours en bourse privent les entreprises de sources d'argent facile ou « bon marché » destinées aux investissements. Bien qu'elle s'étende à une réduction du rythme de croissance, la Banque du Japon ne prévoit pas d'affaiblissement substantiel de l'économie jusqu'à la fin de l'année fiscale en cours (mars 1991).

Le boom de ces derniers mois a permis aux entreprises de se constituer de solides « coussins » financiers : en mars dernier, elles disposaient en moyenne d'un montant de liquidités égal à 16 % de leur chiffre d'affaires. Cette abondance de fonds devrait leur permettre, estiment certains experts privés, de poursuivre jusqu'à la fin de l'année leur programme d'investissements. C'est en 1991 que commenceront les difficultés.

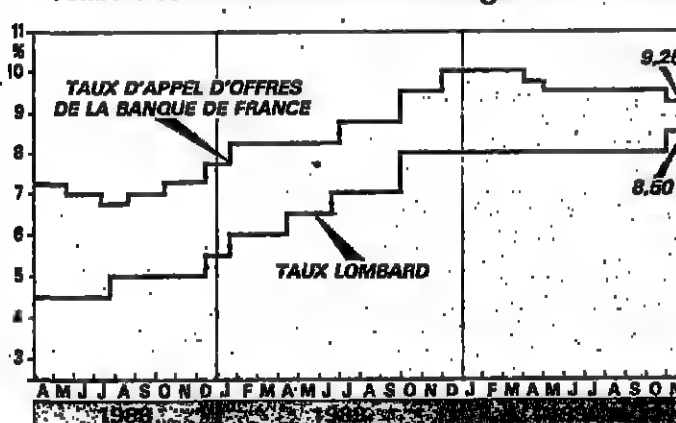
Ph. P.

Le COCOM interdit la vente d'Airbus au Vietnam

Le COCOM, organisme occidental chargé de surveiller les transferts de technologies avancées vers les pays communistes, a interdit la vente de deux Airbus au Vietnam. Il faut voir dans cette interdiction la marque de l'hostilité des États-Unis à l'égard de leur ancien ennemi, car le COCOM ne s'est pas opposé à la vente de cinq

Airbus A310 à la compagnie soviétique Aeroflot à condition que leurs moteurs soient plombés et que leur entretien soit assuré par des sociétés occidentales, en l'occurrence Lufthansa. La compagnie vietnamienne Hang Khong Viet Nam a fait savoir à Airbus qu'elle maintenait sa commande.

L'écart des taux France-Allemagne se réduit



S'étant progressivement durcies depuis la mi-1988, les politiques monétaires de la France et de l'Allemagne ont évolué de manière très similaire au cours des deux dernières années. Cependant au premier semestre 1988, la France amorçait une diminution de ses taux directeurs à un moment où l'Allemagne les maintenait inchangés. Cette semaine, la Banque de France a abaissé son taux des appels d'offres la veille du jour où la Bundesbank augmentait le Lombard.



Agences Forum Voyages : 67, avenue Raymond-Poincaré, Paris 16^e. Tél. : 47.27.89.89 • 140, rue du Faubourg-Saint-Honoré, Paris 8^e. Tél. : 42.89.07.07 • 11, avenue de l'Opéra, Paris 1^{er}. Tél. : 42.61.20.20 • 75, avenue des Termes, Paris 17^e. Tél. : 45.74.39.38 • 1, rue Cassette (angle 71, rue de Rennes), Paris 6^e. Tél. : 45.44.38.61 • 39, rue de la Harpe, Paris 5^e. Tél. : 46.33.97.97 • Rouen : 72, rue Jeanne-d'Arc, Rouen. Tél. : 35.98.32.59 • Renseignements et inscriptions (Carte Bleue). Tél. : (1) 47.27.36.37. Minitel 36.15 code FV.

BON VOL.

Prix discount sur les vols réguliers quotidiens
des grandes compagnies

New York 2 580 F AR*
Los Angeles 3 890 F AR*
Mexico 4 735 F AR* - Rio 5 110 F AR*
Bangkok 5 060 F AR*
Tour du monde 9 990 F*

Bon à découper et à retourner à Forum Voyages, 67, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.
Je vous remercie de m'envoyer votre nouvelle brochure Forum Voyages contre 9,20 F en timbres :
Nom : _____ Prénoms : _____
Adresse : _____
Code postal : _____ Ville : _____

FORUM VOYAGES
L'ATLANTIQUE MOINS CHERE.

ÉCONOMIE

Considéré aux Etats-Unis comme une avancée dans la protection de l'environnement.

Le Clean Air Act va contraindre de nombreuses industries à investir dans la lutte antipollution

« Un texte qui va aider notre industrie charbonnière », « 9000 emplois nouveaux en Virginie ». Au lendemain de l'adoption par le Congrès américain, le 27 octobre, du Clean Air Act, la nouvelle loi destinée à lutter contre la pollution atmosphérique (le Monde du 30 octobre), le *Richmond Times Dispatch*, le quotidien local se félicite de l'événement. Contrairement à d'autres industries qui, telles que le pétrole, la chimie, l'automobile, notamment, devront procéder à d'importantes modernisations pour s'adapter aux nouvelles normes antipollution, la production de charbon à basse teneur en soufre, activité encore importante dans plusieurs Etats de la région (Virginie, Virginie-Occidentale, Kentucky), est considérée comme l'un des grands gagnants de cette loi.

RICHMOND (Virginie)

de notre envoyé spécial

« Nous figurons dans la catégorie des non-pollueurs, et, comme notre clientèle est essentiellement domestique, la demande de nos produits va certainement s'accroître sans qu'on escompte pour autant un important effet de hausse des prix », explique M. Paul Kirby, vice-président d'AT Missy, l'une des principales sociétés charbonnières, dont le siège social est à Richmond. A l'heure actuelle, la compagnie produit 16 millions de tonnes par an de charbon à basse teneur en soufre, soit environ le tiers de la production de l'Etat de Virginie, lequel vient loin derrière le Kentucky, la Virginie-Occidentale et la Pennsylvanie. Plus de 7 000 personnes travaillent dans les installations d'AT Missy d'où est extrait ce charbon désormais très prisé, et, si la société ne se hâssait pas à anticiper d'ores et déjà une reprise de l'emploi après les neuf mois de grève particulièrement dure qui ont marqué l'année 1989 dans l'industrie charbonnière de Virginie, d'autres s'en chargent.

« La nouvelle législation vise à réduire les émissions de dioxyde de soufre, et les ventes de notre charbon devraient croître d'autant », assure M. Rick Boucher, membre (républicain) de la Chambre des représentants. Un point gagné sur les autres Etats concurrents, notamment l'Ohio, l'Illinois ou encore l'Indiana, les plus visés à cause de leur production de charbon à haute teneur en soufre, lequel est jugé responsable du problème des pluies acides. A l'avenir, les centrales thermiques et d'autres installations polluantes devront réduire de plus de 10 millions de tonnes par an leurs émissions de ces produits pour pallier les dommages causés par les pluies acides, notamment sur les forêts.

Selon ce parlementaire qui a travaillé au sein de la commission du Congrès chargée d'élaborer le document final, la situation est bien plus favorable dans la circonscription puisque au moins 9 000 emplois nouveaux devraient être créés dans les sept secteurs charbonniers que compte l'Etat de Virginie. Ailleurs, notamment au Texas, important producteur-raffineur d'hydrocarbures et de produits chimiques, l'heure n'est pas encore au dégraisage, mais chacun passe le texte à la loupe pour soupeser les conséquences — et les coûts — des dispositions votées au Capitole Hill.

Marché de proximité

« L'industrie pétrolière américaine est essentiellement tournée vers son marché de proximité, et même si les coûts d'exploitation se trouvent un peu alourdis — dans des proportions qui restent à déterminer — elle a moins à craindre la concurrence mondiale, ce qui n'est pas le cas de l'industrie chimique et pétrochimique », souligne M. Neil Mitchell, ingénieur chimiste, avocat et l'un des dirigeants du cabinet texan Ackenberg and Stiles.

Le Clean Air Act prévoit que la diffusion de 189 agents chimiques sera désormais bannie, les entreprises devant réduire de 90 % leurs émissions durant les huit années à venir, un défi difficile à relever pour la chimie américaine. « Cette activité est l'une des principales sources d'exportation de produits américains, et il est à craindre qu'une partie de l'activité chimique et pétrochimique, pénalisée par des coûts de fabrication

trop élevés compte tenu des aménagements à apporter aux installations, prennent le chemin de pays en développement, où les contraintes antipollution sont moins strictes. Au Venezuela, par exemple, ou encore dans certains pays d'Asie », avance ce spécialiste du secteur, installé à Houston, la capitale mondiale de l'énergie.

Autre grande industrie concernée, sinon menacée : l'automobile. Depuis de nombreuses années, les géants de Detroit ont cherché à réduire les émissions de dioxyde de carbone, mais les nouvelles dispositions (voir encadré) sont dracونيennes. A l'heure actuelle, 96 % des émissions de gaz d'échappement sont absorbés. A l'avenir, il faudra atteindre 98 % en incorporant une technologie qui reste à appliquer sur une aussi vaste échelle. Dans le même temps, les constructeurs devront accélérer la production de carburants alternatifs et permettre, à l'horizon 1998, la vente en Californie — l'Etat le plus pollué du pays — de 150 000 véhicules équipés de moteurs utilisant ce type de carburants. Dans le même temps, les rejets des usines automobiles, notamment les émissions provenant des ateliers de peinture, devront être considérablement réduits.

Fardeau supplémentaire

Autant de mesures qui, tôt ou tard, vont se répercuter dans le prix de vente du véhicule, la situation financière des grands groupes américains de l'automobile étant tellement détériorée que General

Les principales dispositions

Véhicules automobiles : les émissions d'hydrocarbures et d'oxyde de carbone devront être réduites de 35 % pour les modèles 1994 et de 60 % pour ceux de 1998. A partir de 1998, tous les véhicules devront être dotés d'un équipement de contrôle de la pollution garanti dix ans. Par ailleurs, les explorations de pétrole et de gaz naturel, faisant jusqu'à présent l'objet des restrictions imposées par le COCOM, en raison d'éventuelles applications militaires. (Corresp.)

Pluies acides : les émissions de dioxyde de soufre devront être réduites de 10 millions de tonnes d'ici à l'an 2000, de moitié dès 1995.

Produits toxiques : établissement d'une liste de 189 produits chimiques polluants dont l'usage est sévèrement réglementé et d'une autre liste d'installations polluantes (installations chimiques, raffineries de pétrole, usines sidérurgiques...). Réduc-

tion de 90 de ces produits toxiques d'ici à 2003.

Pollution atmosphérique urbaine : obligation faite aux municipalités de réduire cette pollution par paliers sur des durées de 3 à 20 ans, seule la ville de Los Angeles entrant dans cette dernière catégorie.

Protection de la couche d'ozone : interruption, par étapes, de la production d'agents chimiques susceptibles d'endommager cette couche, nouvelles dispositions de contrôle des appareils de climatisation, des réfrigérateurs et de certains autres appareils utilisant des substances chimiques préjudiciables à la protection de la couche d'ozone. Il s'agit essentiellement des chlorofluorocarbones et des hydrochlorofluorocarbones.

Motors, Ford et Chrysler se disent incapables d'assumer ce fardeau supplémentaire. D'après certains experts, la mise au point de carburants plus « verts » et d'une nouvelle génération de pots catalytiques devrait alourdir de 500 dollars par unité le prix moyen d'une automobile. « Depuis le début des années 70, nous avons réduit les émissions de monoxyde de carbone », rappelle à Detroit M. Jack Harman, un des porte-parole du groupe. « Il est clair que les modifications techniques pour se conformer aux nouveaux objectifs antipollution devront se retrouver dans le prix de vente », admet-il. Mais la loi vient tout juste d'être votée, et il est encore trop tôt pour en tirer toutes les conséquences économiques. Pour autant, nous ne nous sommes pas opposés au texte, nous l'avons même soutenu après avoir obtenu certaines modifications.

Rarement un projet de loi aura suscité autant d'opérations de lobbying, de moins en moins discrètes au fur et à mesure qu'approchait le vote final. En 1977, lors de la promulgation du premier Clean Air Act, le texte faisait une quarantaine de pages. Sa présente version, amplement amendée, en comporte plus de 700. « Durant les quinze ans qui ont suivi l'élaboration de la nouvelle loi antipollution atmosphérique, le Congrès et l'administration ont été soumis à des pressions constantes. De la part de l'industrie automobile, notamment, mais aussi des pétroliers, surtout les raffineries, les plus menacés, qui ont cherché d'abord à nier le texte dans l'espoir de se résoudre à essayer de le modifier », souligne M. Gary Bryner, professeur assistant à la Brigham Young University de Provo (Utah) et spécialiste des questions d'environnement.

Pour tous ces industriels, l'addition est lourde. Depuis la première mouture convenue en avril dernier entre le Sénat et l'administration américaine, son montant est quasiment inchangé : 23 à 25 milliards de dollars par an (de 120 à 130 milliards de francs). « C'est le prix à payer si les Etats-Unis veulent se hisser en tête des pays les plus sensibles à la pollution atmosphérique », souligne M. Bryner, qui réalise en ce moment une étude comparative des diverses dispositions sur le Clean Air dans différents pays, notamment européens. L'Europe est certainement en avance sur certains chapitres tels que la lutte contre les pluies acides, mais les autres mesures de la loi que le président Bush va bientôt signer sont plus novatrices. C'est un progrès pour la santé des Américains, pour les habitants de Los Angeles ou de New York et pour l'Agence américaine pour l'environnement, qui devrait voir ses pouvoirs renforcés. Cela reste, il est vrai, une contrainte économique importante pour les entreprises. Mais c'est un bon texte. SERGE MARTI

L'avionneur brésilien Embraer licencie ses clients de la production. Confronté à des difficultés financières dues à une grève au mois de juillet dernier, ainsi qu'à des ventes plus lentes que prévu de son appareil militaire Tucano, l'avionneur brésilien Embraer (Empresa Brasileira de Aeronautica) a décidé le licenciement de 4 100 de ses 12 600 salariés et la réduction de moitié des salaires de plus de 5 000 francs par mois.

Siderurgie : la CFDT signe la nouvelle convention. — La fédération CFDT de la métallurgie (FGMM-CFDT) a décidé, le 31 octobre, de signer à son tour le nouvel accord qui remplacera, à compter du début 1991, l'actuelle convention générale de protection sociale de la sidérurgie. FO avait déjà fait connaître son adhésion, dès le 29 octobre, et la CGT a officiellement rejeté l'accord. La CFDT et la CGC devraient donner prochainement leur réponse.

RECTIFICATIF. — Contrairement à ce qu'indiquait le titre de l'article consacré à la « guerre de la morue » (le Monde du 2 novembre), ce n'est pas devant le tribunal de Saint-Malo mais devant le tribunal administratif de Rennes que la Compagnie a décidé le 29 octobre de déposer un recours.

INDUSTRIE

Après cinq ans d'hésitation des pouvoirs publics

L'Institut national de recherche chimique appliquée est démantelé

Le conseil d'administration de l'Institut national de recherche chimique appliquée (IRCHA) vient de décider la liquidation de cet organisme, dont la majorité des activités sera transférée à divers organismes du secteur public, à compter du 1^{er} janvier 1991.

La mission de l'IRCHA était d'assurer des études pour faciliter les transferts de technologie auprès d'industries utilisatrices, dans le domaine de la chimie et de l'environnement. Sa fermeture répond notamment à un choix « stratégique », et a reçu l'accord gouvernemental. Le gouvernement préfère désormais « donner la priorité au soutien financier des projets », plutôt que maintenir une institution comme l'IRCHA.

Etablissement industriel et commercial sous tutelle du ministère de l'Industrie, cet organisme, implanté à Vert-le-Petit (Essonne), est financé à concurrence de 60 % par la vente de prestations à des tiers. Depuis plusieurs années, il était en surcoût. Sa ligne de crédit avait été supprimée en 1985, et le

financement des 40 % de fonds publics n'était assuré que grâce à des « arifices » budgétaires, affirme la direction.

Les pouvoirs publics, qui hésitaient entre la privatisation et l'éclatement, ont finalement opté pour cette dernière solution. La majeure partie des activités, qui continueraient d'être menées à Vert-le-Petit, sera reprise notamment par le groupe SNPE (Société nationale des poudres et explosifs), l'Usi-Ingénierie, filiale de la COGEMA (Compagnie générale des matières nucléaires), l'Institut national de l'environnement et des risques industriels (INERIS), et l'Institut français du pétrole (IFP).

Sur les 154 salariés, 130 seront l'objet d'un reclassement, en majorité dans le cadre du transfert d'activités, 10 bénéficieront de la retraite anticipée et 14 seront licenciés. Dans un communiqué, l'Union départementale CGT de l'Essonne indique que les organisations syndicales ont engagé un référendum contre « le plan de restructuration-liquidation (qui) comprend de grandes zones d'ombre concernant le reclassement du personnel ».

Une coopération qui embarrasse Renault

Volvo pourrait produire des voitures Mitsubishi aux Pays-Bas

Volvo et Mitsubishi auraient conclu un accord de principe pour la création d'une société commune qui assemblera des voitures aux Pays-Bas.

L'information, annoncée par le journal japonais *Nihon Keizai*, va provoquer un violent débat dans l'industrie automobile européenne et française sur le thème : passer des accords partiels avec les Japonais est-ce la meilleure sauvegarde des intérêts européens ou le début de la fin ?

Le *Nihon Keizai* précise que la nouvelle société devrait voir le jour au printemps prochain et produire 200 000 Mitsubishi « Mirage » par an à partir de 1993. Le contrat entre Volvo et Mitsubishi devrait être signé en décembre et la firme suédoise serait majoritaire (à 51 %) dans la nouvelle société. Plus de 75 % des composants servant à la fabrication des voitures seront produits dès que possible en Europe.

Mitsubishi n'a ni confirmé, ni démenti ces informations. Le 9 octobre dernier, un dirigeant syn-

dical néerlandais avait fait état de l'imminence d'un accord. S'il est confirmé, cet accord risque de provoquer un tollé et d'embarrasser Renault. L'alliance Renault-Volvo prévoit en effet que chacun des deux partenaires dispose d'un droit de veto sur ce type de coopération avec un tiers. M. Lévy, son PDG, devra donc se prononcer dans un contexte difficile d'une négociation globale très tendue entre la CEE et le Japon dans l'automobile.

D'un côté, le groupe suédois a besoin de renouveler immédiatement la gamme des séries moyennes produites par sa filiale néerlandaise qui emploie 9 000 personnes. Mais il n'a guère de moyens financiers pour assurer seul le développement. De l'autre, Renault doit veiller à ce que cette production ne devienne pas trop la sienne avant que les deux groupes aient le temps de coordonner complètement leurs gammes. Il doit surtout fixer sa stratégie vis-à-vis des coopérations avec les Japonais. Peut-on apprendre d'eux ? Est-ce mettre le doigt dans un engrenage fatal ? E. L. B.

Delattre-Levivier chez GTM-Entrepose

Dénouement surprise dans le dossier GTM-Entrepose : alors que GTIE (groupe de la Générale des eaux) était donné gagnant la semaine dernière, c'est finalement le groupe Lyonnais-Dumez qui reprend l'affaire, via GTM-Entrepose.

Joué le 1^{er} novembre, le repère a annoncé qu'il achetait la totalité du capital-hors autocontrôle — de la société de tuyauterie industrielle Delattre-Levivier par le groupe GTM-Entrepose (groupe Lyonnais-Dumez), mettant ainsi un terme à sept mois d'incertitudes sur le sort de cette ancienne filiale de Creusot-Loire, qui emploie encore 2 200 personnes. Après cette opération, GTM-Entrepose évalue son activité montage mécanique et électrique industriel à plus de 5 milliards de francs par an.

L'actuel propriétaire de Delattre-Levivier, M. Jacques Pendaris, avait confirmé la semaine dernière qu'il avait choisi la solution GTIE de préférence aux trois autres candidats possibles tous ayant reçu l'aval des pouvoirs publics. GTM-Entrepose, Dynaspring (groupe Dynaspring) et la SFPI (Société financière de participations industrielles). Le comité interministériel pour les restructurations industrielles, qui pilotait l'affaire, avait toutefois laissé entendre que bien que la GTIE ait obtenu la faveur des salariés de l'entreprise, une solution GTM serait tout autant acceptée par les pouvoirs publics.

Selon M. Fauroux, Siemens est « allergique » à un rapprochement avec SGS Thomson

Le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, a déclaré mercredi 31 octobre à l'Assemblée nationale que le groupe allemand Siemens se montrait « plutôt allergique » à un rapprochement avec SGS Thomson dans le secteur des composants électroniques et faisait preuve d'un « certain immobilisme ».

SGS-Thomson, né de la fusion des activités du groupe nationalisé français Thomson et de celles du groupe italien IRI, également nationalisé, essaie d'obtenir une taille mondiale face à ses concurrents américains et japonais. L'idée a été évoquée par les pouvoirs publics à Paris de marier cette entreprise avec Siemens, dont les activités dans les semi-conducteurs sont d'un poids équivalent.

D'autre part, M. Fauroux a déclaré à propos de Renault « que des mesures d'ajustement des effectifs pourraient être mises en œuvre mais qu'elles feront l'objet d'un examen approfondi au sein des instances syndicales et du comité d'entreprise qui doivent avoir la primauté des plans sociaux qui seraient décidés ». « Nous veillerons de très près à ce que la politique sociale de Renault qui doit être une politique sociale ambitieuse se déroule selon des règles normales », a ajouté M. Fauroux.

ÉNERGIE

EDF va aider la Hongrie à s'approvisionner en électricité

Electricité de France (EDF) va aider la Hongrie à surmonter ses difficultés d'approvisionnement en énergie électrique, selon un communiqué publié à l'issue de la visite de M. Jean-Michel Fauve, directeur d'EDF International, cité par l'agence MTI.

M. Fauve va notamment entamer des négociations avec les compagnies d'électricité allemandes pour pouvoir fournir plusieurs centaines de mégawatts à la Hongrie pendant l'hiver, via le réseau allemand : EDF pourrait accroître ses livraisons aux Allemands qui eux-mêmes pourraient fournir la Hongrie en passant, par exemple, par l'Autriche.

La Hongrie — qui a vu ses approvisionnements en provenance d'URSS perturbés ces derniers temps — pourrait également à l'avenir recevoir plusieurs centaines de mégawatts par l'intermédiaire de la Yougoslavie, a indiqué un responsable de l'Office hongrois de l'électricité. Un groupe de travail franco-hongrois sera créé la semaine prochaine pour définir les tâches les plus importantes dans le domaine de l'énergie, précise le communiqué.

EN BREF

Création d'une société mixte nippo-soviétique dans le domaine des hautes technologies. — Les Japonais et les Soviétiques viennent de parvenir à un accord pour la création d'une entreprise conjointe dans le domaine des hautes technologies soumises au contrôle du COCOM. Selon le quotidien économique *Nihon Keizai* du mardi 30 octobre, la société Oyo Chishitsu, spécialisée dans la recherche géologique, et la maison de commerce Chori ont décidé de fabriquer à Oufa, centre pétrochimique de la République autonome de Bachkirie, des sismographes de haute précision en collaboration avec les Soviétiques. Ce matériel, qui sera utilisé pour les explorations de pétrole et de gaz naturel, faisait jusqu'à présent l'objet des restrictions imposées par le COCOM, en raison d'éventuelles applications militaires. (Corresp.)

Sifalberghi veut atteler 14 hôtels fin 1992. — Sifalberghi, joint-venture hôtelière entre l'Ifil, holding financier de la famille Agnelli et le groupe hôtelier français Accor, qui vient d'inaugurer son sixième établissement, un Novotel, à côté de l'aéroport de Milan-Linate a annoncé son intention de parvenir à 14 hôtels et 2 300 chambres, avec un chiffre d'affaires de 100 milliards de francs (environ 446 millions de francs)

d'ici à la fin de 1992, une quarantaine d'hôtels, 6 500 chambres et dix hautes technologies personnelles. Confronté à des difficultés financières dues à une grève au mois de juillet dernier, ainsi qu'à des ventes plus lentes que prévu de son appareil militaire Tucano, l'avionneur brésilien Embraer (Empresa Brasileira de Aeronautica) a décidé le licenciement de 4 100 de ses 12 600 salariés et la réduction de moitié des salaires de plus de 5 000 francs par mois.

Le parc des Schtroumpfs en règlement judiciaire. — La chambre commerciale du tribunal de Metz (équivalent du droit local d'Alsace-Moselle) a ouvert mercredi 31 octobre une procédure de règlement judiciaire de la Sorepark, gérance du parc de loisirs Big Bang Schtroumpfs à Hagondange (Moselle), qui a décidé vendredi 26 octobre de déposer son bilan. Elle a chargé deux administrateurs judiciaires, M^{rs} Nicolas Koch et Patrick Lorbat, de Metz, d'examiner la situation financière de la société et les éventuelles candidatures à la reprise de celle-ci (deux se sont déjà manifestées, selon les dirigeants de la Sorepark).

DEMAIN NOTRE SPECIAL : RADIO Le Monde TÉLÉVISION

Le Monde PUBLICITÉ FINANCIÈRE Renseignements : 45-55-91-82, poste 4330

MARCHÉS FINANCIERS

Troisième audience du procès de la Générale de Fonderie

Les directeurs du Trésor
l'ancien comme l'actuel
prennent la défense de Paribas

Après l'audition, vendredi 26 octobre, de M. Jean-Claude Trichet, actuel directeur du Trésor, et la lecture des témoignages de MM. Camdessus et Haberer, respectivement directeur du FMI et PDG du Crédit lyonnais, tous trois en faveur de la Compagnie de la rue d'Antin, l'heure était venue, mercredi 31 octobre, dans le procès de la Générale de Fonderie, d'entendre M. Daniel Lebègue, actuel directeur général de la BNP, lui aussi ancien directeur du Trésor — le quatrième — venu apporter son soutien à Paribas.

L'audition de M. Daniel Lebègue n'aura pas fait mentir les autres directeurs du Trésor venus soutenir la banque Paribas dans le procès opposant à plusieurs petits porteurs qui s'estiment lésés par sa gestion dans la Société générale de Fonderie.

Le canevas est chaque fois sensiblement identique : la situation difficile que rencontrait la sidérurgie française à cette époque, l'effort qui convenait de faire pour sauver l'outil industriel et l'emploi à tout prix, le contexte politique de cette période, et enfin le fameux protocole d'accord du 4 décembre 1981. Celui-ci liait le Trésor et Paribas en stipulant que, à aucun moment, la banque ne pourrait détenir plus de 50 % des droits de vote dans la Générale de Fonderie, afin d'éviter toute « nationalisation rampante ».

C'est donc en qualité de directeur du Trésor en exercice à l'époque des

faits que s'est exprimé M. Lebègue. En poste de juillet 1984 à septembre 1987, il n'a pas eu personnellement à s'occuper du dossier, mais a néanmoins confirmé que cet organisme se chargeait de la coordination entre les services et les entreprises en difficulté, celles-ci relevant soit du CIASI, soit du CIRI ou directement de la direction du Trésor comme ce fut le cas de la SGF. Pour le directeur de la BNP, la compréhension de cette affaire nécessite de la replacer dans son contexte : nous étions alors dans une situation de crise profonde, de défilances d'entreprises, de chômage avec la volonté marquée des pouvoirs publics de préserver l'outil industriel et l'emploi.

A la fin de l'année 1985, début 1986, la SGF s'est trouvée dans une situation nettement négative. Les différents parties concernées étaient alors les moyens de sauver la SGF, en gardant toujours en mémoire le protocole de décembre 1981, et en envisageant le dépôt de bilan technique avec poursuite de l'activité que rendait possible alors la nouvelle loi sur les faillites de 1985. Mais cette solution fut rapidement écartée. Fin avril 1986, les pouvoirs publics cessent d'aider la SGF. M. Lebègue conclut que « si le bilan s'était révélé coûteux, il avait permis de préserver l'emploi et l'outil industriel ».

Après l'intervention du dernier témoin venu au secours de Paribas, une série de questions de M. Girard et Mercadé, dirigeants de la Générale de Fonderie, de clarifier leurs propos tant sur la gestion de leur entreprise que sur l'élaboration des communiqués litigieux et « pour le moins élogieux », comme le relevait le président du tribunal, M. Jacqueline Chevalier.

Puis, les petits porteurs sans conseils — qui s'étaient individuellement portés partie civile — défilèrent à la barre pour expliquer comment ils s'étaient laissés convaincre, par leur banquier, ou par leur gestionnaire, d'acquiescer des titres de la Générale de Fonderie. Leur confiance avait été renforcée par l'abondance de communiqués émanant de ladite société et surtout, comme beaucoup d'entre eux en ont fait mention, par la garantie que semblait offrir la banque Paribas, principal actionnaire du groupe.

La prochaine audience, fixée au 2 novembre, sera consacrée aux plaidoiries.

Michel va réduire ses effectifs aux Etats-Unis. — Michelin a annoncé le 31 octobre la suppression de six cents à sept cents emplois dans ses filiales d'Amérique du Nord. Le numéro un mondial du pneumatique précise que cette compression d'effectifs s'inscrit dans le cadre du plan de restructuration de ses opérations dans le Nouveau Monde, qui seront prochainement chapeautées par une nouvelle holding, Michelin Tire Corp., de façon à intégrer Uniroyal Goodrich rachetée en mai 1989.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CNT

CAISSE NATIONALE DES TELECOMMUNICATIONS

CNT - OBLIGATIONS 8,70 % - 1988 et 1989

Les intérêts courus du 2 novembre 1989 au 1^{er} novembre 1990 seront payables à partir du 2 novembre 1990 à raison de 435 F par de 5 000 F nominal (coupon n° 2).

En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le prélèvement libératoire sera de 73,95 F, soit un net de 361,05 F.

CNT - OBLIGATIONS 10,30 % - 1978

Les intérêts courus du 6 novembre 1989 au 5 novembre 1990 seront payables à partir du 6 novembre 1990 à raison de 185,40 F par titre de 2 000 F nominal contre détachement du coupon n° 13 après une retenue à la source donnant droit à un avoir fiscal de 20,60 F.

En cas d'option pour le régime de prélèvement libératoire d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 14,40 F, soit un net de 171 F.

A compter de la même date, les obligations comprises dans les séries de numéros 106 361 à 132 944 et 142 237 à 156 004 sorties au tirage au sort du 5 septembre 1990 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2 000 F, coupon n° 13 au 6 novembre 1991 attaché.

Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais auprès des intermédiaires financiers habilités.

Il est rappelé que les titres compris dans les séries de numéros 132 945 à 142 236, 215 715 à 225 963, 295 459 à 308 763, 225 964 à 228 150, 232 151 à 243 855, 243 856 à 247 550, 249 551 à 273 361, 273 362 à 295 458, 308 764 à 313 906, 1 à 2 074 et 313 907 à 350 000 sont respectivement remboursables depuis le 6 novembre des années 1983 à 1989.

NEW-YORK, 1^{er} novembre

L'avance reprend

Interrompu pendant vingt-quatre heures, le mouvement de hausse a repris jeudi à Wall Street. Pas inégalement toutefois, la tendance fut encore lourde en début de séance, et ce n'est qu'au fil des cotations qu'elle aillat se raffermir dans l'après-midi. A la clôture, l'indice des industriels s'établissait à 2 454,95, avec un gain de 12,63 points. Rien d'exceptionnel. En revanche, le bilan de la journée a été de qualité supérieure à ce qu'on en attendait. Sur 1 978 valeurs traitées, 888 ont monté, 606 ont baissé et 482 n'ont pas varié.

Optimisme irrationnel ? Si l'on en croit la dernière enquête mensuelle du groupe des directeurs d'achat des grandes sociétés américaines, dont l'indice est considéré comme le meilleur baromètre de la santé industrielle, les Etats-Unis sont bel et bien entrés en récession. L'indice, qui s'est établi pour octobre à 43,4 %, soit son plus bas niveau depuis décembre 1982 (42,8).

Or, les investisseurs n'ont apparemment pas tenu compte de cet avertissement. En fait, autour du « Big Board », beaucoup espèrent, compte tenu de la situation, que la Réserve fédérale, pour éviter un freinage trop brutal de la croissance et un gonflement du chômage, ne se limitera qu'à des ajustements de l'arme des taux. Vœux pieux ? Les derniers chiffres de l'emploi devaient être publiés ce vendredi.

L'activité a continué d'augmenter lentement et 153,27 millions de titres ont changé de mains contre 156,08 millions la veille.

VALEURS	Cours de 31 oct.	Cours de 1 ^{er} nov.
Alcoa	53 1/8	53 1/4
AT&T	34	34 3/4
Chem. Manhattan	10 1/8	10
De Pacht de Houston	33 1/8	33 5/8
Eastman Kodak	23 3/4	24
Exxon	49 1/8	48 3/4
General Electric	27 3/4	27 3/4
IBM	26 3/4	26 3/4
Johnson & Johnson	106 1/2	107 1/2
ITT	43 1/8	43 3/8
McDonald	33 1/4	33 1/4
Philips	72 3/4	72 3/4
Schlumberger	57 3/4	57 3/4
Union Carbide	87 1/4	86 5/8
Westinghouse	25 1/4	25
Xerox Corp.	29 1/2	30 1/4

LONDRES, 1^{er} novembre

Baisse

Les cours des valeurs ont de nouveau terminé en baisse, jeudi, à la Bourse de Londres. L'indice Footsie a perdu 22,3 points à 2 028, soit un recul de 1 % par rapport à la veille. Le marché a été pesé par la conjonction de tous ces facteurs à l'ouverture du marché.

L'envoi de tout espoir d'une réduction prochaine des taux d'intérêts britanniques, après que le Trésor ait confirmé le maintien d'une politique monétaire serrée et que la Bundesbank ait relevé de 0,5 point l'un de ses taux directeurs, sans oublier la faiblesse de l'indice de la production de Tokyo, la conjonction de tous ces facteurs a lourdement pesé sur la tendance.

FAITS ET RÉSULTATS

Le bénéfice consolidé de KLM chute de 78,5 %. — Malgré une augmentation de 8 % de ses activités au cours du premier trimestre, la compagnie néerlandaise KLM a vu chuter de 78,5 % son bénéfice net qui s'est élevé à 84 millions de florins (250 millions de francs). L'achat et l'entretien des avions (47 %) et le contrôle des vols déficitaire ont pesé dans cette dégradation, de même que la chute des bénéfices des compagnies dans les pays KLM possédant des intérêts comme Northwest Airlines ou Sabena. La direction a décidé de supprimer cinq cents emplois et d'arrêter des vols déficitaires vers Malte, Majorque ou Ankara.

Kodak : déficitaire à cause de ses conflits. — Eastman Kodak, numéro un américain de la photographie, annoncé pour le troisième trimestre une perte nette de 206 millions de dollars (contre un bénéfice de 510 millions en 1989 à pareille époque). Il ne s'agit toutefois pas d'une perte d'exploitation. Mais le géant de la photographie a estimé prudent de provisionner entièrement la somme de 909,5 millions de dollars qu'il a été condamné à verser à Polaroid pour exploitation illégale de plusieurs brevets portant sur des procédés de développement photographique instantané. Sans cette provision, le résultat de Kodak aurait atteint 358 millions de dollars pour le troisième trimestre (+ 19 %).

Pour les neuf premiers mois de 1990, le bénéfice net de Kodak chute ainsi de 36 % pour revenir à 377 millions de dollars pour un chiffre d'affaires de 13,75 milliards de dollars (contre 1,77 %).

L'UAP notée AAA par Standard and Poor's. — L'agence d'évaluation financière Standard and Poor's a accordé à l'Union des assurances de Paris (UAP) la note AAA pour la capacité du premier groupe français d'assurances à faire face aux engagements sur risques. L'agence considère que « en regard d'un excellent niveau de fonds propres, l'UAP est bien placée pour tirer parti des opportunités qui peuvent se développer avec l'ouverture du marché unique européen ».

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

En revanche, les télécommunications, l'électronique grand public et les appareils domestiques ont enregistré des développements « très supérieurs » à la moyenne tandis que les exportations ont reculé de 32,5 % du chiffre d'affaires.

Pour l'exercice fiscal, la progression prévue du chiffre d'affaires devrait être de l'ordre de 5 % avec un résultat annuel positif.

PARIS, 2^e novembre

Recherche

Après la rapide remontée des cours enregistrée mercredi dernier sous l'effet du chômage observé pour le 1^{er} novembre, la tendance s'est de nouveau brutalement alourdie rue Vivienne. En baisse de 0,94 %, elle a ouvert la séance, l'indice CAC 40, un court instant en recul de plus de 1 %, devant finalement maintenir son niveau à cet niveau.

A dire vrai, ce virage à 180 degrés n'a vraiment surpris personne sous les lanternes. Même favorisée par l'annonce d'une baisse d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France, la dernière reprise avait pris beaucoup trop d'ampleur. Elle avait nécessairement entraîné une correction technique. Ce d'autant que la tension s'est remise à monter dans le golfe Persique.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

TOKYO, 2^e novembre

La baisse se ralentit

Rémorquée vingt-quatre heures plus tôt, la baisse s'est poursuivie vendredi à Tokyo, mais la tendance à se ralentir. L'indice Nikkei, qui perdait encore 454,01 points l'issue de la matinée, rebondissait ensuite à 1 931,2 à la clôture de la journée, s'établissant à 24 194,99, soit à 100,17 points de plus par rapport à la veille. L'activité a continué de diminuer et 320 millions de titres ont changé de mains contre 350 millions la veille.

VALEURS	Cours de 1 ^{er} nov.	Cours de 2 ^e nov.
Alu	631	628
Bridgestone	1150	1140
Daewoo	180	178
Fuji	900	890
Fujitsu	1300	1290
Honda	1200	1190
Hitachi	1200	1190
Hitachi Heavy	720	710
Sony Corp.	8400	8350
Toshiba	1800	1790

PARIS, 2^e novembre

Baisse

Après la rapide remontée des cours enregistrée mercredi dernier sous l'effet du chômage observé pour le 1^{er} novembre, la tendance s'est de nouveau brutalement alourdie rue Vivienne. En baisse de 0,94 %, elle a ouvert la séance, l'indice CAC 40, un court instant en recul de plus de 1 %, devant finalement maintenir son niveau à cet niveau.

A dire vrai, ce virage à 180 degrés n'a vraiment surpris personne sous les lanternes. Même favorisée par l'annonce d'une baisse d'un quart de point des taux directeurs de la Banque de France, la dernière reprise avait pris beaucoup trop d'ampleur. Elle avait nécessairement entraîné une correction technique. Ce d'autant que la tension s'est remise à monter dans le golfe Persique.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

Qu'à la veille du week-end, les investisseurs aient décidé dans ces conditions de procéder aux ajustements de leur position, que la situation impose, ne saurait vraiment surprendre, même après la décision des banques françaises d'abaisser de 0,20 point leurs taux de base. Prénotamment du fait accompli, c'est bien l'annonce de la baisse de la semaine a été la plongeon de la section Euro-muni avec de très gros échanges (400 plus de 2 millions de titres en début d'après-midi). Dans la matinée, il est vrai, le consortium avait annoncé le lancement de l'augmentation de capital attendue (voir ci-dessus) par émission d'actions nouvelles (lignes unifiées nouvelles) au prix unitaire de 22,25 F, comme le cours en Bourse était de 45,50 F, menant ainsi à la clôture, beaucoup n'ont pas résisté à la tentation de vendre à ce prix pour souscrire ensuite, s'il reste du papier, à bien moindre coût. C'est humain ! D'autant que le risque n'est pas bien grand de voir l'emprunt couvert par les seuls actionnaires.

PARIS :

Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amstel Amstel	385	385	IDA	310 20	312
Amstel	105	105	Idemore	128	128
B.A.C.	180	180	LM.S.	940	912
B.I.C.M.	840	859	LM.S.	335	335
Bois de Lyon	406	411	LP&M	110	109
Bois de Lyon	200 50	200 50	Loca invest.	313	312
Bois de Lyon	2885	2878	Locamit	78	80
C.A.L. de F. (C.C.)	988	950	Mess Comm.	128	127 10
Calsonic	340	327	Micor	550	550
Carif	480	473	Orval Logis	90	89 80
C.E.S.E.P.	204	204 50	Peuborg	370	347 70
C.E.P.L.	230	255	Pfal Filipsch	672	672
Chemins d'Origny	456	410	Rhomb-Alp-Eu (Ly)	304	308
C.N.I.M.	885	937	St-H. Matignon	255	253
Comptoir	280	276 10	Select Invest (Ly)	420	420 10
Comptoir	280	280 10	Selco	180	185
Comptoir	800	800	S.M.T. Group	177 80	177 80
Comptoir	318	310	Sopra	125	123
Daphin	475	470	Thermador H. (Ly)	240	240
Delfin	808	805	Unilog	177 80	177 80
Demichy Worme Co	541	541	Unilog	370	370
Dessange et Glat	245	252	Unilog	120 50	120 50
Dessange et Glat	782	810	Y. St-Laurent Group	833	834
Dessange et Glat	420	420			
Dessange et Glat	188 80	188 80			
Dessange et Glat	220	220			
Dessange et Glat	330	330			
Dessange et Glat	134 40	135			
Dessange et Glat	165	164 50			
Dessange et Glat	280	280			
Dessange et Glat	428 90	428			
Dessange et Glat	173	175			
Dessange et Glat	820	830			
Dessange et Glat	225	225			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

Marché des options négociables le 31 oct. 1990

Nombre de contrats : 17 525

VALEURS	PRIX exercice	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
		Déc. dernier	Mars dernier	Déc. dernier	Mars dernier
Bouygues	440	17	-	-	-
CCF	560	33,50	-	15	-
EDF-Agache	640	26	-	26,10	-
Européenne SA-PLC	50	3,50	6,50	4,25	-
Euro Disneyland SC	100	-	-	9	-
Banque	525	31	-	-	-
Lafarge-Coppée	360	10	16	-	-
Michelin	70	25	40	-	-
Midi	920	36	-	-	-
Paribas	480	30	-	18	-
Pernod-Ricard	1 100	22	-	-	-
Pingree SA	520	34	52	-	-
Rhône-Poulenc CI	-	17	-	-	-
Saint-Gobain	400	-	23,60	23,10	-
Sauv. Paribas	960	-	-	16	-
Société générale	400	25	-	-	-
Suez Financière	320	13	21	19,60	-
Thomson-CSF	110	2,10	-	12	-

BOURSE DU 2 NOVEMBRE

Cours relevés à 13 h 50

Companions										Règlementment										VALEURS									
Companions	VALEURS	Cours pécunié	Premier cours	Deuxième cours	%	+ -	Companions	VALEURS	Cours pécunié	Premier cours	Deuxième cours	%	+ -	Companions	VALEURS	Cours pécunié	Premier cours	Deuxième cours	%	+ -									
2165	CAL 3M	3625	3650	3640	3630	0	2166	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2167	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2168	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2169	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2170	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2171	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2172	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2173	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2174	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2175	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2176	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2177	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2178	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2179	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2180	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2181	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2182	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2183	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2184	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2185	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2186	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2187	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2188	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2189	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2190	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2191	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2192	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2193	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2194	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2195	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2196	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2197	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2198	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2199	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2200	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2201	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2202	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2203	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2204	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2205	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2206	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2207	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2208	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2209	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2210	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2211	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2212	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2213	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2214	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2215	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2216	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2217	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2218	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2219	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2220	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2221	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2222	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2223	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2224	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2225	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2226	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2227	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2228	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2229	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2230	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2231	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2232	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2233	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2236	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2237	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2238	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2239	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2240	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2241	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2244	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2245	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2246	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2249	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2250	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2251	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2254	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2255	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2256	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2259	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2260	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2261	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2264	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2265	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2266	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2269	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2270	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2271	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2274	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2275	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2276	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2279	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2280	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2281	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2284	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2285	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2286	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2289	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2290	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2291	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2294	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2295	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2296	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2299	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2300	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2301	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2304	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2305	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2306	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2309	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2310	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2311	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2314	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2315	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2316	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2319	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2320	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2321	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2324	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2325	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2326	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2329	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2330	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2331	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2334	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2335	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2336	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2339	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2340	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2341	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2344	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2345	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2346	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2349	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2350	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2351	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2354	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2355	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2356	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2359	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2360	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2361	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2364	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2365	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2366	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2369	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2370	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2371	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2374	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2375	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2376	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2379	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2380	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2381	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2384	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2385	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2386	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2389	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2390	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2391	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2394	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2395	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2396	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2399	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2400	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2401	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2404	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2405	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2406	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2409	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2410	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2411	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2414	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2415	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2416	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2419	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2420	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2421	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2424	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2425	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2426	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2429	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2430	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2431	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2434	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2435	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2436	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2439	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2440	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0	2441	CAH 3M	3625	3650	3640	3630	0									
2444	CAH 3M																												

31/10

VALEURS	% du nom.	% de coupon	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Cours prix.	Dernier cours	VALEURS	Emis- sion	Rachet net	VALEURS	Emis- sion	Rachet net	VALEURS	Emis- sion	Rachet net	VALEURS	Emis- sion	Rachet net			
Obligations										Etrangères																			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Coladit	1131	...	Metal Deploy	186	801	A.E.G.	786	785	A.A.A.	986 55	942 98	Ford Association	31 80	39 90	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Inc.	83	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun	195 59	150 74	Ford Corp.	35 81	34 98	Reichart Franck	6697 61	6696 34	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93			
Emp. Eut. 8,5/57	119 56	3 93	Cogit	395	330	Merc	122	140	Alcan Alumin.	84	...	Actiun</																	

Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - * : prix précédent - m : marché continu

PAKISTAN : futur premier ministre

M. Nawaz Sharif a le soutien de l'armée

M. Nawaz Sharif, président de l'Alliance démocratique islamique, est assuré d'être premier ministre après avoir reçu l'investiture, dans la nuit du mercredi 31 octobre au jeudi 1^{er} novembre, de la Ligue musulmane, parti pivot de la coalition qui, contre M^{re} Benazir Bhutto, a largement remporté les élections législatives du 24 octobre. La nouvelle Assemblée nationale se réunira samedi et devrait investir le nouveau gouvernement en début de semaine prochaine.

ISLAMABAD

de notre envoyé spécial

M. Mian Nawaz Sharif a eu une ascension rapide en politique et en affaires. Le nouveau premier ministre est un homme riche. Suffisamment pour avoir perdu, selon ses propres dires, deux milliards de roupies à cause de la gestion de son prédécesseur, M^{re} Benazir Bhutto. Son groupe industriel, Ittefaq Industries, avec

plus de cinq mille employés, est l'un des tout premiers du Pakistan. Le fleuron de cet empire, ce sont ses fondries. Le reste, disséminé dans au moins dix-sept sociétés, va du sucre au textile, en passant par les biens immobiliers.

Celui qui était l'influent chef-ministre de la puissante province du Pendjab (62 % de la population du pays) jusqu'à la dissolution du Parlement et des assemblées provinciales, le 6 août dernier, est apprécié par les militaires, notamment, dit-on, par les chefs de l'ISI (Inter-Services Intelligence), les services secrets, un Etat dans l'Etat au Pakistan. M. Nawaz Sharif fut le fils spirituel du général Zia ul-Haq, qui avait favorisé son ascension politique. Pendant les « années Zia », les fondries de M. Nawaz Sharif ont pris un essor considérable, grâce notamment à des prêts bancaires.

Zulfikar Ali Bhutto, arrêté puis pendu sur ordre du général Zia, nationalisa le groupe industriel de la famille de M. Nawaz Sharif et le général Zia le dénationalisa. Ensuite, la fille de l'ancien premier ministre,

M^{re} Benazir Bhutto, n'eut de cesse de « casser » le chef-ministre du Pendjab et chef de l'opposition, tant sur le plan politique que financier. Les armateurs du port de Karachi se souvenaient encore de ces cargaisons remplies de ferraille à destination des fondries Ittefaq, qui, inexplicablement, attendaient des semaines à quai.

Né à Lahore en 1948, mais issu d'une famille d'origine cachemirienne, M. Nawaz Sharif est très attaché à sa ville, qui fut la « perle » de l'ancien empire des Indes et dont il est un peu le « proconsul ». Avant d'y embellir les fameux jardins de Shalimar, il y étudia, obtint un diplôme en droit, devint le ministre des finances et des sports — c'est un passionné de cricket — du gouvernement local et représenta sa ville et le Pendjab à l'Assemblée nationale après les élections législatives de 1985. M. Nawaz Sharif a fait de la « Terre des cinq rivières », province la plus riche et la plus militaire du Pakistan (les Pendjab ont eu une longue tradition de service sous les armes), un bastion de l'opposition.

Patron attentif, selon sa biographie

officielle, au bien-être de ses employés, il n'hésite pas à utiliser leurs talents lors d'une campagne électorale. Mais il ne craint pas non plus de mettre ses finances personnelles à contribution pour servir ses ambitions politiques. Membre de la Ligue musulmane, il entretient des rapports difficiles avec le président de ce parti, M. Imran Khan, et aussi avec son prédécesseur, le premier ministre indécis, Ghulam Mustafa Jatoi, deux concurrents qu'il a réussi à écarter à l'issue d'une bataille d'appareil au sein de l'Alliance démocratique islamique, contre addition des ennemis de M^{re} Bhutto. Ce notable, à l'allure un peu effacée, n'a cependant rien d'un tribu et souffre d'un manque évident de charisme. Il possède une solide réputation d'autoritarisme, recourt volontiers aux anathèmes contre ses adversaires et son verbe est parfois sans nuance : il avait, notamment, accusé M^{re} Bhutto d'être soutenue par les « lobbys juifs et hindous ». Il n'empêche : beau parcours pour un homme de quarante et un ans, peaufiné d'un pauvre forgeron.

L. Z.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Espace beauté

Tiens, il y a du nouveau sur le marché de la beauté en pot. Un marché colossal. Entre Revlon, Shiseido, Avon et L'Oréal, ça représente environ 300 milliards de chiffre d'affaires par an. En pot, en ampoule, en stick ou en flacon, plus c'est cher et plus c'est chouette, les crèmes, les laits et les gels gommants, exfoliants, hydratants, rajeunissants, dissolvants, raffermissants et clarifiants. De ce côté-là, rien de changé. S'agit toujours de nous entuber. Ce qui diffère, c'est la manière. Et l'en as pas trente-six, l'en as deux, me disait hier mon amie Annie en me pétrissant la tronche. Elle a un espace beauté avenue des Ternes.

— Et là, maintenant, on est entré dans l'ère école, si je comprends bien ?

— Oui, vire sur l'ail. On ne fait plus que du phyto. Les anti-taches, les anti-rides, les anti-pores, les anti-âge, tout est à base de plantes. A quel tu veux que je te tartine ? A la rose, à la luzerne, au romarin, à l'avocat ou à la sauge ?

— Non, à... Comment, déjà... C'est un nouveau produit de chez Rochas. Tu vois pas ce que je veux dire ?

— Bien sûr que si. C'est sensationnel. L'air chercheurs ont observé... attends que je te lise le prospectus... l'étonnante aptitude de l'orchidée à capter dans l'atmosphère ses éléments vitaux et celle du lotus à s'épanouir en milieu aquatique dans la sérénité et la perfection.

— Et alors ?

— Alors, ils en ont extrait un cocktail d'énergie végétale et ils l'ont transféré dans sa totalité aux cellules de l'épiderme.

— N'imposez quoi !

— Mais non, c'est marqué là.

— Montre voir.

— Je t'ai dit de fermer les yeux.

ROUMANIE

Manifestations contre la libération des prix

Environ trois mille personnes ont occupé, jeudi 1^{er} novembre, la place de l'Université de Bucarest pour protester contre la libération des prix, qui venait d'entrer en vigueur. Les manifestants, qui affirmaient n'appartenir à aucune organisation politique, brandissaient des banderoles dénonçant les nouveaux prix et critiquant le gouvernement. Portant des torches fabriquées avec du papier journal, ils ont érigé quelques barrières et barré les rues adjacentes. La manifestation s'est achevée aux alentours de minuit.

A Brasov, dans le centre du pays, près de dix mille personnes ont défilé dans les rues de la ville pour exiger une révision de la loi sur la

libération des prix. Celle-ci, qui a aussi suscité l'hostilité des parlementaires roumains, va se traduire par une augmentation de 100 % à 200 % des prix de certains produits, ainsi que par une dévaluation de 75 % du leu. Elle ne devrait pas toucher les prix des produits de première nécessité jusqu'au 1^{er} janvier. Les salaires recevront une indemnité de 750 lei par mois (20 dollars) pour compenser ces hausses. Au cours des derniers jours, de nombreux Roumains se sont rués sur les stations-service dans la crainte d'une augmentation du prix du carburant, tandis qu'ils tentaient de stocker des produits alimentaires, de plus en plus rares dans les magasins. — (AFP)

Aux Nations unies

Le Conseil de sécurité a élu cinq nouveaux membres

L'Autriche, la Belgique, l'Equateur, l'Inde et le Zimbabwe ont officiellement été élus, jeudi 1^{er} novembre, par l'Assemblée générale de l'ONU, membres du Conseil de sécurité à partir du 1^{er} janvier prochain.

Eux pour deux ans, ces pays remplaceront respectivement la Finlande, le Canada, la Colombie, la Malaisie et l'Ethiopie, dont le mandat arrive à expiration le 31 décembre.

Ils retrouveront, d'une part la Côte-d'Ivoire, Cuba, la Roumanie, le Yémen et le Zaïre, membres du Conseil depuis janvier 1990 jusqu'au 31 décembre 1991, et d'autre part les cinq membres permanents que sont la Chine, les Etats-Unis, l'URSS, la France et la Grande-Bretagne. — (AFP)

En Nouvelle-Calédonie

M. Burck invite les militants indépendantistes à « arrêter de rêver »

« Sommes-nous bien partis pour l'indépendance ? Tel est le thème du vingt et unième congrès de l'Union calédonienne (UC), qui s'est réuni vendredi 2 novembre à Koné, sur la côte nord-ouest de la Nouvelle-Calédonie. M. François Burck, qui a succédé à Jean-Marie Tjibaou à la présidence de cette formation indépendantiste, principale composante du FLNKS, a demandé aux militants de son organisation d'arrêter de rêver et de « travailler pour l'indépendance, c'est-à-dire pour le pays, et c'est pourquoi nous devons soutenir tous les projets de développement qui sont bons pour le pays ». A-t-il déclaré en s'adressant à plusieurs centaines de militants. Il a invité ceux-ci à faire la « conquête du pouvoir économique », dans le cadre des nouvelles institutions créées par les accords de Matignon, avant le référendum d'autodétermination de 1998, en comparant cette phase à une « rampe de lancement ». « La conquête du pouvoir économique a une dimension politique, sociale et culturelle qui nous engage tous », a souligné M. Burck en reconnaissant que les

dirigeants de son parti sont « confrontés à un constat de passivité » auquel le congrès de l'UC doit tenter de trouver un remède.

Le Parti de libération kanake (PALIKA), autre composante du FLNKS, se réunit lui aussi pendant ce week-end sous la présidence de M. Paul Néaoutyine, qui a remplacé Jean-Marie Tjibaou à la tête de la coalition indépendantiste. Selon ses dirigeants, « s'il doit y avoir une prise de conscience, elle doit porter essentiellement sur la recherche d'une meilleure coordination des engagements afin que la ligne politique qui a été défendue lors des accords de Matignon soit remise à flot ».

L'Union progressiste mélanésienne (UPM), elle, a déjà tenu son congrès et ses dirigeants ont exprimé une certaine amertume en reprochant au gouvernement de ne pas avoir tenu ses engagements politiques et en s'interrogeant sur l'opportunité de continuer à participer au FLNKS. Son président, M. Edmond Nékiri, a souligné que l'application de ceux-ci se caractérise par une « dérive ».

ALLEMAGNE

Embouteillage monstre

Des milliers d'Allemands ont passé, la nuit du mercredi 31 octobre au jeudi 1^{er} novembre, dans leur voiture. Au moins auront-ils eu la satisfaction de battre un record : celui du plus long embouteillage d'Allemagne, et peut-être du monde, puisque les files de voitures atteignent plus de 200 kilomètres. La police allemande avait eu, de mémoire de policier, personne ne se souvenait d'un pareil embouteillage entre Nuremberg et Berlin.

Cet énorme bouchon s'est formé mercredi soir. Des Allemands de l'ex-RDA rentraient chez eux pour les congés de la Toussaint tandis que, dans le même temps, des automobilistes de l'Ouest partaient en vacances à l'Est. Il a suffi de quelques accidents sans gravité, de chantiers, d'un soupçon de pluie et d'un usage de brouillard pour que la pagaille soit totale. — (AP)

Interpellation à Oslo d'un membre de l'ex-parti communiste est-allemand.

— M. Karl-Heinz Kaufmann, quarante-deux ans, membre du Parti communiste rénové allemand (PDS), a été interpellé, jeudi 1^{er} novembre, à Oslo, alors qu'il tentait de transférer l'équivalent de 270 millions de couronnes norvégiennes (46 millions de dollars) sur le compte d'une entreprise soviétique. M. Kaufmann, secrétaire du PDS pour l'arrondissement de Halle, a déjà été mis en cause par la justice allemande dans une affaire de transfert illégal de fonds du PDS sur des comptes étrangers. — (AFP)

KENYA : messages présidentiels contre la BBC.

— Le président Daniel Arap Moi a accusé la BBC de répandre « des mensonges » sur le Kenya, ont rapporté, jeudi 1^{er} novembre, les quotidiens locaux. Le chef de l'Etat estime qu'il n'y a « pas besoin d'avoir des correspondants de la BBC » à Nairobi, puisque ces derniers « ont perdu toute objectivité ». Cette attaque, la plus sévère jamais portée contre la radio britannique, survient au lendemain de la rupture des relations diplomatiques avec la Norvège, où plusieurs opposants ont, ces derniers années, trouvé asile. — (AFP)

Démission du chef du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés.

— M. Thorvald Stoltenberg, chef du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, a démissionné de ses fonctions, vendredi 2 novembre. Responsable de la diplomatie norvégienne de 1987 à 1989, M. Stoltenberg a accepté de redevenir ministre des affaires étrangères et d'être nommé vice-premier ministre du nouveau gouvernement travailliste norvégien, dont M^{re} Gro Harlem Brundtland doit annoncer la composition samedi. — (AFP)

L'ESSENTIEL

DÉBATS

« La panique de l'occupant », par Idith Zertal ; « Une éthique de l'entreprise », par Alain Girard. 2

ÉTRANGER

La crise du Golfe 3-4

Grande-Bretagne

Démision de Sir Geoffrey Howe 6

POLITIQUE

Le congrès du PCF

Une nouvelle confrontation entre la direction du parti et les partisans de M. Fiterman 7

Le nouveau statut de la Corse

Des difficultés constitutionnelles, un avenir économique incertain. 8

SOCIÉTÉ

Le congrès du Syndicat des avocats de France

M. Nallet ne veut pas faire de promesses 9

Journal d'un amateur

La chronique de Philippe Bouchet 9

Défense

La rénovation des Crusades 10

Tennis

Guillaume Raoux, seul Français en quarts de finale à Bercy 10

CULTURE

Dostoevski au théâtre

Jean-Claude Amyl a adapté et mis en scène Crime et châtiment 11

COMMUNICATION

M. Parretti s'offre la Metro Goldwyn Mayer

Le rachat du célèbre studio hollywoodien 17

ÉCONOMIE

Le procès de la Générale de fonderie

Les directeurs du Trésor prennent la défense de Paribas 18

SANS VISA

« Elbe, le toscane » Une certaine idée de Vézelay

« Mensart à Maison-Laffitte » Loisirs à l'anglaise

« Gastronomie » 21 à 28

Services

Abonnements 2

Annonces classées 17

Cartes 27

Jeux 12

Logo 17

Marchés financiers 18-19

Météorologie 12

Philatélie 12

Radio-Télévision 14

Spectacles 13

Week-end d'un chineux 12

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 2 novembre 1990 a été tiré à 393 916 exemplaires.

Le Monde
RADIO TÉLÉVISION



BAISSE DU DOLLAR : ETUDES USA
EN UNIVERSITÉ
En Californie, Florida, Nord-Est, un semestre logement et repas inclus 5 500 \$ environ. Départes encore possibles en septembre ou janvier. Etudes ou stages linguistiques.
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.
French-Office, 57, rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94 ou 47.45.09.19.

SCIENCE & VIE MICRO

SVM

LE N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

LE MACINTOSH POUR TOUS

MAC CLASSIC, MAC LC et MAC II SI AU BANC D'ESSAI

Les trois nouveaux venus dans la gamme du constructeur californien devraient constituer, d'après les responsables d'Apple France, 80 % de leurs ventes en 1991.

Pari audacieux pour les trois machines testées pour vous par SVM.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE

- Les bases de données sur PC.
- NEXT : tous les nouveaux modèles, tous les nouveaux logiciels.
- Pratique : réussir des photos d'écran.

24H/24 : 3615 SVM

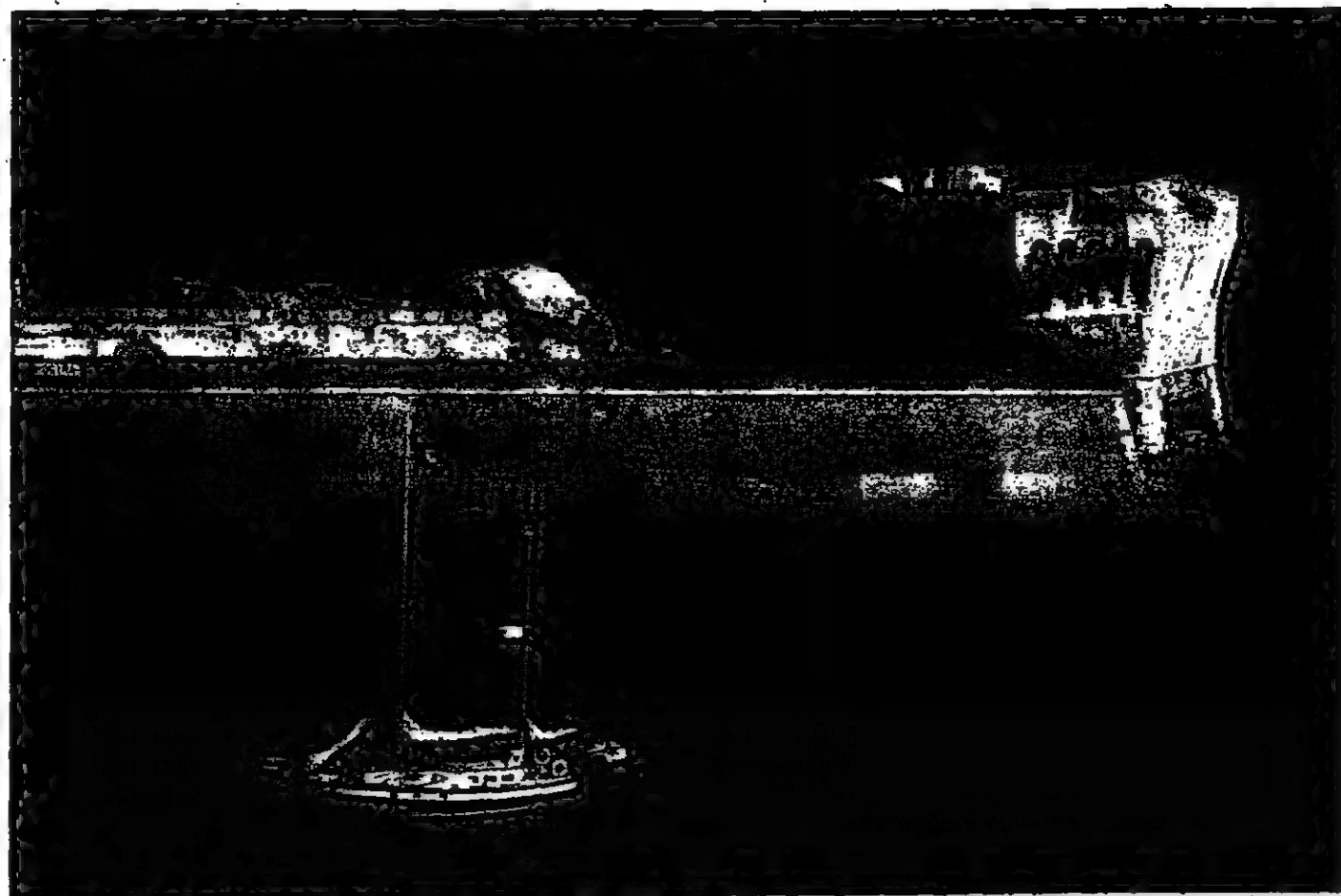
N°1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

S A N S V I S A

Sans vraiment savoir où elle se trouve, les Français connaissent l'île d'Elbe. Du moins de nom. Mais à quoi ressemble-t-elle, et à quoi veut-elle ressembler ? A ceux qui l'ont inventée et marquée, les Phéniciens, Pisans, Florentins, Espagnols et Français, ou bien à ses visiteurs d'aujourd'hui, presque exclusivement italiens ? Nous avons choisi la saison d'automne pour monter à bord.

UN esprit curieux autant qu'un curieux esprit a pu évaluer l'altitude moyenne de l'île d'Elbe à 182,12 mètres et en conclure que l'on pouvait « toute-fois » la définir comme montagneuse (1). Ce « toutefois montagneuse » tout de composition scientifique fait bon marché, tant des jambes du promeneur parti à l'assaut des 1019 mètres du mont Capanne que de l'œil qui retrouvera sur ce territoire, plutôt que les angles d'un Piet Mondrian, les abîmes et les tourments d'un Caspar David Friedrich méridional.

Et puis, quelle étrange idée que d'accorder des moyennes à la géographie. A ne considérer que les terres émergées, on saisisse bien imparfaitement l'idée même d'île, qui, comme le droit autant que le pêcheur le constatent, se poursuit sous l'eau, dans l'eau, sur l'eau. L'Elbe se moque des chiffres, qui tiennent pour plus proche le continent, séparé par 10 kilomètres si étroits qu'il n'est que de l'indistincte Piombino vient et s'éclaircit ses ondes, alors que, en attendant, elle se tourne de préférence vers ses sœurs parfois lointaines de l'archipel toscan : îles du Giglio, de Capraia, Pianosa, Montecristo, Gorgona, Giannutri, comme les enfants des écoles l'apprennent par cœur, en ordre de taille décrois-



Elbe, place amirale, au milieu des îles de l'archipel toscan : Pianosa, Montecristo, Gorgona, Giglio, Capraia, Giannutri.

Elbe, île toscane

sante, ou alphabétique, qu'importe pourvu que l'île y conserve, au centre, la place amirale.

Elles sont là, croissant de conserve avec juste ce qu'il faut de distance pour marquer leur profonde et parfois hautaine différence, l'une gardant soigneusement l'autre à portée de vue par beau temps, enchaînées dans leur méfiance commune envers la terre ferme, toujours soupçonnée de vouloir les empêcher d'être elles-mêmes, de pousser trop loin l'aventure, ou, peut-être, de vouloir se rapprocher de celle, visible comme un remords, dont elles se seraient trop hâtivement écartées il y a seize millions d'années : la Corse.

Aujourd'hui assimilées administrativement au Mezzogiorno, ce qui leur permet de recevoir à l'occasion des aides substantielles, érigées bientôt en Parc naturel de l'archipel toscan si le Parlement adopte le projet voté en juillet dernier par le ministère de l'environnement, les îles n'ont pas toujours bénéficié des mêmes faveurs de Rome.

Une attention significative du continent ne fut-elle pas de bâtir ou d'augmenter des pénitenciers dans trois des sept îles majeures, et d'en livrer une quatrième (Pianosa) tout entière à la colonie pénale ? On ne peut s'empêcher de penser que l'histoire se venge aujourd'hui gentiment en poussant nombre de touristes italiens à élire l'Elbe et ses voisines accessibles, précisément pour y trouver une forme de liberté et de paix que le continent paraît leur refuser.

Toutes choses qui n'ont pu que renforcer l'assurance des habitants qu'ils sont elbois bien avant d'être italiens, Elbois, ou citoyens de l'une des huit communes de l'île ? L'un et l'autre. Mais encore prompts à oublier l'elbanité lorsqu'il s'agit de défendre les couleurs de leur bourg, tant chacun a conservé une identité forte, inscrite au plus profond de l'histoire et surtout du sol. Car ce sont les particularités du sol, la géologie qui caractérisent l'île, la divisant en trois tranches grossièrement égales d'ouest en est.

A l'occident, les monts les plus hauts surplombent les carrières de granit de Seccheto, granit que l'on retrouvera au Pantheon, sur les dômes de Pise et de Prato, avant qu'on l'appelle à témoigner

bruyamment de l'aisance financière des nouveaux propriétaires de résidences secondaires.

Au centre, c'est le kaolin que l'on exporte vers la péninsule, pour les fabriques de porcelaine de Sassuolo. A l'orient enfin, l'on extrait le fer depuis les temps phéniciens et étrusques, et ce sont les fournaux des fours qui conduisent les Grecs à nommer l'île Aethalia (la fuligineuse).

Pauvre et ouvrière, la région revendique plus qu'aucune autre son passé, se désolant de la quasi-fertilité des mines qui faisaient vivre six cents familles il y a dix ans encore, s'alarmant des projets de les transformer en parc ou en musée et s'engouffrant à l'occasion de ne compter que sept hôtels (sur les deux cents de l'île). Le rouge de l'hématite ne demeure pas seulement dans les coeurs et les pommons, il colore la mer au premier orage et fait ruisseler les coaux.

Trois régions, trois accents vivants transmis par les maîtres successifs : romain à l'est ; florentin au centre, où la domination des

Médicis légna à la capitale Portoferraio, avec des remparts, les quinze cents prisonniers qui les bâillèrent au seizième siècle ; et pisano enfin, à l'ouest.

C'est sous le regard d'une tour de cette époque, dans le petit port de Marciana Marina, que se cache l'unique usine de l'île d'Elbe : une conserverie de thons et de sardines à l'enseigne de Napoléon. S'il n'entre dans ces étiquettes de l'humour, ou une façon de petite vengeance, force est de constater alors que l'éphémère souverain de l'île s'est transformé en une image pieuse propice à pousser les ventes. A moins que ce ne soit une manière d'en sanctifier le contenu et de rapprocher l'heureux dégustateur de sardines de l'éternité.

Mais comment l'éviter ? Napoléon a balisé, est balisé dans toute l'île, et les cartographes locaux participent à l'hagiographie en signalant ses lieux de séjour d'un bicorne dessiné, à l'égal des points de vue panoramiques, des vestiges archéologiques ou des zones de pêche sous-marine.

L'histoire qui est contée veut en faire le fédérateur, ou plutôt l'unificateur du territoire en lui accordant, à son arrivée en rade de Portoferraio, au cours de la nuit du 4 mai 1814, à bord de la frégate britannique *Undaunted* (Intrépide), l'invention de la bannière de l'île : trois abeilles dorées sur barre rouge et fond blanc symbolisant les trois régions, les trois peuples travailleurs. Lesquelles abeilles ne furent pas toutes flattées au point de lui apporter spontanément leur miel et Napoléon dut faire donner la troupe contre les habitants du bourg minier de Capoliveri (esprits libres de la *Capa Libera* latine) peu pressés de participer au nouvel impôt centralisateur.

Puis il fallut patienter près de cent trente ans, jusqu'au 17 juin 1944 exactement, pour que les Elbois aient à connaître à nouveau, tout aussi brièvement et intensément, de la France, lorsque les 12 000 hommes des troupes d'infanterie coloniale du général Magnan (sénégalais et marocains) venues de Bastia, libérèrent l'île des 3 200 occupants allemands. Une affaire préparée auparavant par le bombardement des hauts-fourneaux de Portoferraio après lequel sidérurgistes et mineurs durent s'expatrier pour trouver du travail, le plus souvent en Australie. Et voilà pourquoi tant de retraités de Capoliveri et des zones minières parlent aujourd'hui parfaitement l'anglais.

Terre d'émigration, terre d'immigration, l'île s'est installée de longue date comme lieu de rencontres (armées) ou d'échanges. Armé comme le phylloxera *vastatrix* qui, après avoir investi la France, s'attaqua dès 1870 à Marciana, la « petite Marseille », alors grande pourvoyeuse de vins, chassant les vigneronnes démunies vers les côtes vénétziennes et argentines où ils ont fait souche. Armé lui aussi à sa façon, le pacifique touriste, d'invention récente, dont l'écrasant souci, après avoir été le repos, semble être devenu la recherche de l'activité.

« A Marciana Marina, dit son maire, Pasquale Berti, le tourisme est né sur les collines, puis est descendu vers l'eau, et, maintenant, il remonte vers les collines. Nous avons commencé avec une élite soucieuse du passé et du patrimoine. Puis les masses sont arrivées qui ont occupé les plages. » Ici, comme

sur l'autre versant du mont Capanne, la hiérarchie sociale semble calquée sur les courbes isométriques. Votre image sera sensiblement différente selon que vous prenez vos vacances sur la plage ou dans les nids d'aigles moyenâgeux aux trois quarts désertés par leurs habitants originels, rouverts le temps d'un week-end et trois fois l'an par les riches Milanais ou Florentins soucieux d'une plus-value patrimoniale que l'on imagine volontiers comme une sorte de discret bronzage intérieur.

« Ces gens, dit Mariuccia Leone, proviseur du collège de Campo nell'Elba, elle-même venue de Monza s'installer dans un de ces villages, peuvent être des industriels ou des ministres. Ils sont ici à la recherche du silence et de la paix. Toutes les beautés de l'île sont à leurs pieds. D'en haut, ils contrôlent la situation. »

Les fêtes corréennes ancrent au large et ne dédaignent pas, comme Juan Carlos, de s'installer à l'heure de la fête avec le pêcheur local. Toute la classe politique, les Spadolini, Craxi, et jadis Cossiga, doit, elle aussi, venir pointer, et offrir à l'occasion, comme Andreotti lors d'une signature, des diners de quelques centaines de couverts où l'on aura soin de mêler l'homme des collines à celui du bord de mer.

Mais l'on posera plus volontiers encore devant la piscine de l'hôtel (fortement des collines), avec femme, chiens et enfants pour les photographes de *Capital*, revue des *beautiful people*, à l'intimité sans détour. « Oui, je fais essentiellement un travail de relations publiques, celui d'un entrepreneur de spectacles », reconnaît Pasquale Berti, l'un des rares dans l'île à s'être soucie d'inviter régulièrement, et pour tous, des concertistes sur le parvis de l'église communale.

Près de trois fois plus nombreux que les 30 000 Elbois deux mois l'an, les touristes se répartissent très inégalement selon les secteurs de l'île. Ils sont aujourd'hui originaires à 75 % de la péninsule - un pourcentage encore plus élevé dans la zone ouest - tandis que les Français ne fournissent que 2 % des troupes, le reste étant essentiellement de culture germanique (Allemands, Autrichiens, Suisses).

Le grand fleuve romantique, venu d'Allemagne il y a près de deux siècles pour se jeter en Italie et dont le flot changeant n'a cessé d'enfler, s'est pourtant tenu jusqu'au début des années 60 à l'écart de l'Elbe. Pour un Paul Klee qui y séjourne à l'automne 1926 avec son fils Felix et en rapporte quelques dessins rares, combien ont préféré Venise, Florence ou Capri. C'est, vous glissez-t-on à l'occasion, la faute au fer. Comment faire coïncider la galeries de mine et les pâtés de sable ?

Jean-Louis Perrier
Lire la suite page 24

(1) Silvano Landi, dans son très complet *Flora e ambiente dell'isola d'Elba*. Editrice Azzurra, 252 p., 30 000 lire (150 F environ).

AU SOMMAIRE



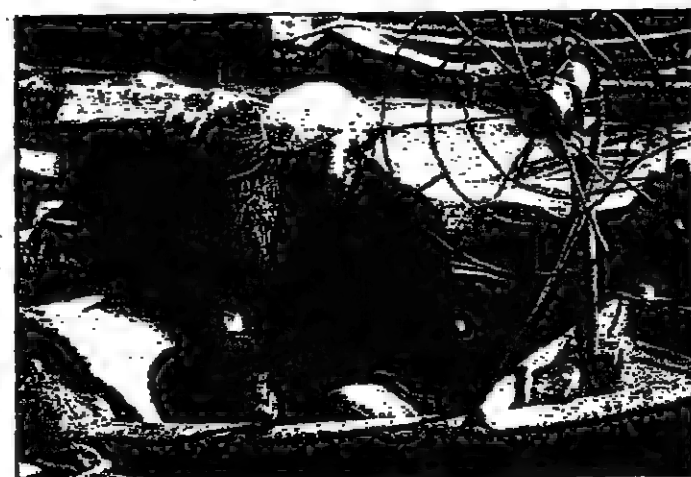
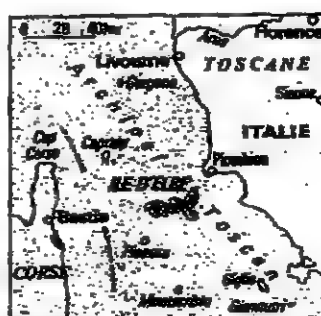
Maisons-Laffitte abrite le monument majeur de François Mansart. Visite du château et présentation de ses entours... p.25

Le rhum va partir pour sa course en solitaire vers la Guedeloupe. Petit historique de cet alcool, blanc ou brun, à tout faire... p.22

Vézelay, posée sur sa colline inspirée, charme autant qu'elle intrigue. Réflexions rapportées d'une riche balade en Bourgogne... p.23

Tourisme, mot veau de l'anglais et dont les Britanniques se servent déjà depuis plus de deux siècles. Etat des lieux... p.28

Escapes (p. 22) Têlex (p. 22)
Jeux (p. 26) La table (p. 27)



CHRISTIAN BAPPACCI

Le rhum en paradoxes

La Route du rhum, comme tous les quatre ans depuis 1978, va jeter sur l'Atlantique, entre Saint-Malo et Pointe-à-Pitre, ses multicoques solitaires dans une des courses maritimes les plus dangereuses du monde. Au même moment, sort la « superproduction française de l'année » où Alain Maline, ancien assistant de Truffaut, a donné à Jean Galmot, aventurier le visage de Christophe Malavoy, sur fond de Guyane française.

C'est Blaise Cendrars qui, en 1930, dans *Rhum*, a, le premier, conté l'histoire mouvementée de ce Péligourdin, ancien journaliste au *Petit Nîçois* avant d'être « tristeur de rhum et de bois de rose (...) nabab, gossard (et) roi chez les nègres », car « il avait du rhum : de quoi remplir le lac Léman ou la Méditerranée ». La pub rhumière dans le métro s'y met elle-même ces jours-ci avec un vaste panorama sur les champs de cannes antillaises involontairement rétro. Qu'inventer contre le vaccin antigrippal, dernier en date des ennemis du rhum ?

Il faut en tout cas saisir l'actualité au collet et vite, parler un peu de ce rhum, boisson glorieuse et méprisée, belliqueuse et charitable, virile et patibulaire. Qui prétendra que cet alcool est comme les autres ? La Prohibition américaine elle-même, jadis, n'osa pas proscrire le rhum — et à juste titre puisqu'il avait sauvé de la meurtrière grippe espagnole les Antilles tout entières et l'enfant-roi Alphonse XII d'Espagne, espoir de toute une nation.

Et auparavant bien des soldats de Napoléon I^{er} abandonnés par leur chef dans les plaines russes. Les guerres interminables de l'empereur auraient de toute façon fait prospérer les parents et parrains de l'impératrice Joséphine de Beauharnais aux « îles ». Dès 1803, Napoléon avait levé toutes les res-

trictions à l'entrée du rhum antillais en métropole. Du coup sa belle-mère, M^{me} de la Pagerie, préféra rester à la Martinique pour surveiller ses sucreries et rhumeries plutôt que de venir goûter au champagne des Tuileries.

On ne sait plus ce que Napoléon a fait pour le cognac, mais il a le sien à son effigie. Point de rhum napoléonien en revanche. Plutôt une sorte de condescendance aussi discrète que générale. « Grand-père en offrait l'hiver au mécanicien et à l'accordeur de piano ». Grand-mère, elle, en usait dans maintes préparations : « mais il ne faut pas que ça sente trop, sauf dans le baba, et encore là il faut l'étendre d'eau à cause des enfants ».

Le rhum : quelqu'un qu'on fréquente à la rigueur et encore entre hommes, mais dont on se méfie vaguement et qu'en tout cas on n'admet pas au salon. La petite barrique salvatrice et parfumée au cou des nobles saint-bernard n'y change rien.

Qui pourrait, en effet, effacer le souvenir à odeur bien trop forte des boucaniers et autres pirates, forbans et esclaves, qui firent du dix-septième et du dix-huitième siècle des siècles du rhum par excellence ? Jean Galmot lui-même, quoique sans doute innocent, reste entouré de suspicion. Ne mourut-il pas empoisonné, sans doute par sa servante métisse ? Des drôles de gens tout ça !

Au moins l'abolition de la peine capitale a-t-elle supprimé la littérature morbide inspirée par « le dernier verre » du condamné, un

« petit rhum », sans autre possibilité de choix.

Pourtant le rhum avait été « inventé » par un dominicain, certes esclavagiste sans état d'âme, le Père Labat, mais au demeurant homme du monde et auteur de récits pittoresques et précis sur les Antilles et l'Afrique. L'alambic du Père Labat est resté en usage jusqu'à nos jours. Par pudeur, il avait baptisé sa rhumerie : « vinaigrierie ».

Cette simplicité monacale ne s'étendit pas au mot *rum*, dérivé sans doute du patois sévilan *rihu*, tige (de canne à sucre), que tout le

monde simplifia en *rum* (anglais) ou *ron* (espagnol) mais auquel les Français, amateurs incorrigibles de généalogies sémantiques compliquées, conservèrent son H.

Cela choqua lorsque de Gaulle, président, voulant freiner l'engouement parisien, et bientôt hexagonal pour les alcools anglo-saxons, fit mettre du rhum dans le bar élyséen. Une révolution, presque un scandale. Un journal populaire en parla et dans les bars non élyséens on approuva, on se sentit solidaire du Général.

Mais aujourd'hui, à La Rhume-



rie martiniquaise, en plein boulevard Saint-Germain, exemple donc sans doute pas très bien choisi, mais tout de même le « petit verre » est à vingt-quatre francs ! Même aux Antilles d'ailleurs, la consommation baisse.

Robert de Jahan, descendant d'un envoyé vendéen de Richelieu à la Martinique, et parent de l'impératrice rhumière, ne produit plus le *Maniba* de Case-Pilote, un apéritif métropolitain ayant racheté la marque sans s'en servir. Mais M. de Jahan sait encore tout sur le rhum, « le meilleur, le plus fin, c'est le rhum agricole, et ce mot doit être inscrit sur la bouteille sinon c'est du rhum industriel obtenu à partir de la mélasse, résidu de la fabrication du sucre ».

« Le rhum agricole est fabriqué directement avec le jus de canne à sucre qu'on laisse fermenter deux ou trois jours puis qu'on distille à 70°. Ensuite on l'étend d'eau de pluie car la France ne tolère que 50°, sauf aux îles où on ferme les yeux sur 60°. Le vieillissement de deux ou trois ans doit se faire exclusivement en foudre de chêne, si possible des États-Unis ».

Non pas que le chêne de France soit mauvais, mais parce qu'il est bon d'utiliser des douves, planches ayant déjà contenu d'autres alcools comme le bourbon et qu'on importe des États-Unis, où la loi empêche le réemploi des fûts.

Le rhum aime le bois d'occasion qui le protège des tannins trop violents. Ce grand mâle est un délicat pour lequel rien n'est trop doux. Est-ce de cette précaution que lui

vient cette inimitable couleur ambrée ? « En partie seulement, car on l'aide à se dorer encore plus en brûlant un peu de sucre rhumé dans chaque barrique à remplir », précise encore Robert de Jahan.

Lui-même ne boit que du rhum blanc, non vieilli, préférant son goût légèrement vert (et son prix plus modéré), mais comme il affectionne les bruns dorés du vieux rhum, pour le seul plaisir des yeux, il met dans sa bouteille de rhum blanc deux ou trois petites cuillères de caramel liquide de chez l'épicier...

« T'fodent ? L'odeur, elle vient de la terre, du soleil. Les rhums les plus parfumés sont ceux de la Martinique, côté mer des Caraïbes et non pas côté océan ».

Le rhum, ce retire des alcools, a malgré tout un privilège que ni le whisky, ni le champagne, ni le cognac n'ont pu s'offrir : il a inventé un parfum à la fois raffiné, populaire et masculin, le *Bay Rum* qu'on peut acheter en petites fioles vertes au marché de Fort-de-France mais qui vient de l'île voisine, anciennement française, de Sainte-Lucie.

Le *Bay Rum* est le produit de la famille et des fruits de l'arbre d'Inde macérés dans un rhum, agricole naturellement.

Jean-Pierre Péroncel-Hingaz

► Pierre Casamayor et Marie-José Colombani ont publié aux Éditions Briand-Laffont (5, rue Saint-Pantaléon, 31000 Toulouse) un petit ouvrage illustré, *Le Livre de l'amateur de rhum*, qui aborde tous les aspects historiques, économiques et autres de l'alcool antillais. Quant à *Rhum* de Blaise Cendrars, il est notamment disponible dans les « Cahiers rouges » de Grasset mais on trouvera dans ce roman plus de détails, au reste souvent fort fastidieux, sur une machination politico-financière sous la III^e République que sur le rhum lui-même.

ESCALES

TELEX

Fusils d'Ecosse

Dans le nirvana des chasseurs, l'Ecosse occupe une place de choix. Elle offre en effet aux fines gâchettes, dans un cadre naturel magnifique, toute une gamme de chasses (sauf le dimanche) et une grande variété de gibier — à poil, comme le cerf (les plus importantes hardes d'Europe), le chevreuil ou le lièvre, ou à plume comme la perdrix grise, rouge ou blanche, le canard, le faisan (les plus belles battues d'Europe), la bécasse et la bécassine, le tétras-lyre (aux envois imprévisibles), le coq de bruyère (à l'envol majestueux) et les célèbres grues — *lagopus scoticus* — dont le nombre dépend de la qualité des *moors* dans lesquels elles se nourrissent et font leur nid. North Sea Ferries relie avec d'imposants et confortables car-ferries Zeebrugge en Belgique (que l'on atteint aussi rapidement de Paris que Boulogne ou Calais) à Hull, au nord de l'Angleterre, d'où l'on rejoint ensuite son *shooting lodge* en Ecosse. Deux programmes sont proposés aux chasseurs. Le premier, de quatre nuits sur place, comprend une journée de chasse au lièvre, une de chasse en altitude (faisan, pigeon, lapin, lièvre et perdrix) et une battue au faisan (six à huit têtes par fusil). Il en coûte 7 200 F pour un chasseur (3 760 F pour un non-chasseur), prix comprenant les traversées sur la base de quatre personnes par voiture, avec cabine intérieure, l'hébergement en chambre double et demi-pension, le permis et deux pièces de petit gibier par jour de chasse. Le deuxième programme offre une journée de chasse aux pigeons, une approche du chevreuil en montagne et une journée de chasse à la grouse, avec des pointers. Il en coûte respectivement 8 960 F et 3 760 F.

► Renseignements auprès de Transports et Voyages, 8, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 42-66-90-90, et dans les agences de voyages. À consulter également Jet Tours/Chasse qui propose diverses formules de chasse organisée sur mesure.

Méharis de course

Les chameaux seront les héros. Plus exactement, les dromadaires. Face aux dunes du grand erg oriental, à Douz, en Tunisie, ils courent. Le premier marathon mondial des dromadaires, le 26 décembre prochain, est donc pour Camélon (1, cité de St-Martin, 75010 Paris, tél. : 42-39-20-80), association des amis du dromadaire, du chameau et du lama — dont le professeur Théodore Monod est membre d'honneur — une façon de contribuer à sa survie et à la protection du patrimoine des régions arides où vit l'animal. Ce sera une course d'endurance : quarante-deux kilomètres de dunes à travers le désert et les palmeraies, un parcours en huit qui permet aux spectateurs d'assister à trois passages, une épreuve de plus de trois heures à laquelle participeront plus de sept cents dromadaires et les meilleurs méharistes du Grand Sud tunisien. Le marathon sera l'une des manifestations du 23^e Festival de Douz. Fantasia à la manière des tribus M'Zab du Nefzaoua, mariage bédouin, joutes poétiques, sauts et combats de dromadaires, fausses razzias : du 23 au 27 décembre, ce festival est une rencontre des cultures du désert. Pour s'y rendre, vols Tunis-Tozeur de Tunis Air (42-96-10-45), le jeudi, 2 320 F A/R. Également vols vacances Air France et charters Jumbo, Forum Voyage vers Tunis ou Djérba. Douz est à 120 km de Tozeur, non loin de Gabès. Locations de 4 x 4 (1 200 F environ/jour le véhicule avec chauffeur, essence comprise) : Douz Voyages, 4260 Douz ou Agence Najarchabene, 159, bd Farhad-Hached, Gabès. Pour se loger à Douz : Hôtel Saharien (80 F/jour en pension complète), un relais sous les palmiers, ou Hôtel Méhari (200 F/jour), plus confortable.

► Renseignements auprès de l'Office national du tourisme tunisien, 32, avenue de l'Opéra, 75002 Paris, tél. : 47-42-72-67.

Plein golf

A contre-courant des voyageurs « classiques » qui, pour la plupart, ont déprogrammé les destinations fragilisées par la crise du Golfe persique, la Fondation pour la démocratie (106 rue de l'Université, 75007 Paris, tél. : 47-33-04-04) organise, dans cette région sensible, un voyage d'étude de 14 jours (16 500 F par personne en chambre double et pension complète) consacré aux

(avec excursion en 4x4 dans les impressionnantes dunes de Liwa, « l'Himalaya des sables »), Salalah à proximité de la frontière du Yémen (visite de Sumhran et du site archéologique d'Al-Balid), Mascate (ses palais, ses forêts et ses souks), Bid-Bid (une ancienne capitale médiévale dotée d'un superbe fort du XVI^e), Bahla (ancienne capitale d'Oman), Jabrin (un autre château du XVII^e) et Qatar où l'on s'intéressera notamment à l'avenir de l'industrie pétrolière. Deux extensions sont possibles :



Anciennes fortifications de Mascate, dans le sultanat d'Oman

« monarchies éclairées ». Ce faisant, cette association, qui conjugue, dans ses circuits, visite des sites et rencontres avec des personnalités gouvernementales, des représentants du monde des affaires, du journalisme, de l'administration et des universités, reste fidèle à sa vocation : privilégier la connaissance des pays tels qu'ils sont et non tels que le tourisme veut les voir. Ainsi, du 22 décembre au 3 janvier, les participants sont-ils invités à s'informer sur les conséquences du coup de force irakien, les institutions politiques des États visités, les familles régnantes, la situation militaire, les relations avec les États-Unis et l'Europe, le fondamentalisme musulman, le problème des Palestiniens, etc. Mais aussi à découvrir Bahrein, Dubaï et l'émirat de Charjah

l'un en Arabie saoudite, du 3 au 6 janvier (2 900 F), sous réserve de l'obtention du visa requis, l'autre au Yémen (8 500 F), du 6 au 13 janvier. Politique oblige : votre passeport doit être visé de visa israélien ou sud-africain.

Avec les « grands » du Nouveau Monde

Exit, l'un des metteurs en scène les plus pointus de l'Amérique latine, à mis au point une série de voyages à thème historique à l'occasion du cinquantième centenaire de la découverte des Amériques. Il s'agit de partir sur les traces des grands navigateurs et explorateurs européens pour revivre, cinq siècles plus tard, la magie de leur rencontre avec le Nouveau Monde. Seront ainsi proposés une série d'itinéraires

exceptionnels mis au point par des spécialistes : ethnologue comme Alain Chenevière, archéologue comme Michel Orliac, anthropologue comme Jésus García Ruiz, historien comme Guillermo Fina ou naturaliste comme Pierre Constant. Au cœur des Caraïbes (Cuba, Saint-Domingue et Porto-Rico) en reprenant les voyages de Colomb ; à travers le Yucatan de Cortés ou les Andes de Pizarro ; en découvrant les îles Galapagos dans le sillage de Darwin ou l'île de Pâques dans celui de La Pérouse. Brochure à paraître courant novembre.

► Exit, 14 rue du Théâtre, 75015 Paris, tél. : 45 78 61 95.

Chez les moines

Pour passer Noël avec les moines, il est inutile d'aligner les grosses coupures. Et de réserver sa place. Il est seulement conseillé d'arriver vers 23 heures : Ce qui permet un regard sur le cloître des XIV^e et XV^e siècles. Saint Wandrille fonda au VII^e siècle l'abbaye qui porte son nom. Elle abrite aujourd'hui une communauté de bénédictins, qui célèbrent la messe de la Nativité selon la tradition, avec chants grégoriens. L'office débute à minuit et dure une heure trente. Ensuite de quoi, pour ne pas se trouver dans la situation d'une certaine Marie, un certain soir de décembre, il convient de s'être réservé un toit. A 4 kilomètres de l'abbaye, à Caudebec-en-Caux, en bordure de Seine, on peut descendre à l'Hôtel de Normandie (tél. : 35-96-25-11) : 215 F la chambre double, 28 F le petit déjeuner, 350 F le dîner de Noël. Ou, sur les hauteurs de Caudebec, au Manoir de Réval (tél. : 35-96-11-22) : 300 F à 500 F la chambre avec vue sur la Seine, 45 F le petit déjeuner, 350 F le dîner de Noël. Toute autre information sur le département de Seine-Maritime auprès du Comité départemental du tourisme (2 bis, rue du Petit-Salut, B. P. 680, 76008 Rouen Cedex, tél. : 35-88-61-32).

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

L'Irlande a reçu 89 000 Français en 1986 et 138 000 en 1989, soit une augmentation de 55 %, ce qui a doublé le montant de son revenu touristique. Ils viennent en avion (34 %), en bateau (46 %), ou transitent par la Grande-Bretagne (20 %). Ils utilisent leur voiture (44 %) ou un véhicule de location (20 %) ; séjournent à l'hôtel (20 %), chez l'habitant (46 %), ou louent une maison (7 %) ; restent en moyenne 14 jours et privilégient les comtés de Cork et de Kerry, le Connemara et Dublin. Leurs saisons préférées : le printemps et l'automne.

Venise, depuis 1980. A renoué avec son Carnaval. Pendant la première quinzaine de février, masques et costumes envahissent places et ruelles. Un événement qu'Images du monde (tél. : 47-07-12-65) propose de vivre pour un prix allant de 2 300 F à 4 810 F (train 2^e classe) par personne, en chambre double, selon l'hôtel choisi. Mais la Sérénissime connaît d'autres fêtes, comme celle de saint Marc, le 25 avril, celle du Rédempteur, en juillet, ou celle qui marque la Régate historique, en septembre. Également programmées par ce voyageur.

« L'année 40 en Europe », tel sera le thème du colloque (entrée gratuite) qui se tiendra, les 29 et 30 novembre, au Mémorial de Caen (tél. 31-06-06-44), dans l'enceinte du Musée de la deuxième guerre mondiale.

Deux rendez-vous, d'abord, celui du Carrefour international du tourisme du Grand Sud (Corse, Provence-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine) qui, après Nîmes, Marseille et Toulouse, aura lieu du 24 au 26 avril à Bordeaux. Ensuite celui du Salon du tourisme de la Foire de Paris qui fêtera ses vingt-cinq ans, du 27 avril au 9 mai, sous le signe du tourisme culturel.

EN FRANCE



Vézelay.
lieu ouvert à tous.
Ci-dessous,
le Père Ambroise,
«père-accueillant»
de la communauté
franciscaine.

Ici, comme nous le dira Jules Roy : « Il y a quelque chose, mais quoi ? » Effectivement, à Vézelay, il y a quelque chose, mais quoi ? Au-delà du convenu qu'il y aurait à avoir visité le lieu au moins une fois dans sa vie, l'endroit vaut le détour, ne serait-ce que pour troyer de près quelques-unes des idées hautes qui ont façonné la France.

Une certaine idée de Vézelay

C'EST une fin de semaine à faire sienne l'interrogation de Romain Rolland : « Y a-t-il une vie avant la mort ? » La météo annonce un affaiblissement de l'anticyclone. Il va pleuvoir. Le Liban pleure ses morts, Jérusalem se déchire et vous n'êtes plus sûr des chances de l'OM dans le championnat. Vous avez la haine, comme on dit. Surtout de vous. Devant votre mine, à peu près comme s'il vous recommandait une cure de thélassothérapie, un ami vous suggère : « Pourquoi pas Vézelay ? » Vous le regardez curieusement. Vézelay ! Ce nom évoque des vacances d'enfance loins de la mer. Un chapelet de visites obligées, en famille, un monument après l'autre, Chartrre, Reims, Saint-Michel, Cluny, dont vous vous moquez, bien qu'ils aient « fait la France ». Vous, vous auriez préféré qu'ils soient pour quelque chose dans l'existence du Lavandou ou de La Grande-Motte. Vous auriez mieux aimé ces églises s'il n'avait pas été interdit d'en tester l'écho par vos cris de gaudin.

Vézelay... Encore des lectures d'étudiant. Le souvenir de pages au style boursouflé, de conversations particulières avec l'au-delà qui vous excluaient, commun des mortels. « La colline éternelle », Druon ? Claudel ? Druon, sans doute. Vous vous rappelez avoir, à l'époque, condamné le sacré en littérature, et de tous ceux qui avaient approché la sainte basilique de leur plume, vous n'aviez épargné que Georges Bataille. Pour son œuvre sur le sexe.

Vézelay, vous y allez quand même. C'était ce ou les programmes de la Cinq. Mais, vous avez pris soin de réserver une chambre et le couvert chez Marc Meneau, à L'Espérance, pour le cas où il vous faudrait vous racrocher à votre goût obsessionnel du matérialisme. Car vous sentez bien, au fond, que Vézelay menace votre médiocre spleen. Ce promontoire de calcaire fissuré a

donné de la profondeur à plus d'une révolte, et du sens à quelques sérénités. De quel poids peut bien peser votre mélancolie d'automne ? Mieux vaut monter là-haut avec de la colère contre l'indécible.

Vous le saviez, vous ne vouliez pas le savoir. Vous ressentiez les symptômes avant-coureurs d'un trouble sur l'autoroute. Vous n'en voulez plus aux tueurs en Mercedes qui vous interdisent la file de gauche à coups d'appels de phare. Un mystère existe bien à Vézelay qui n'épargne personne puisqu'il vous atteint déjà, cent kilomètres plus au nord. Un panneau, sur le bas-côté, « La colline éternelle », Druon, assurément.

Et cette sauteuse brisure de la France que vous aimez et redoutez tant, l'approche de la Bourgogne, les signaux du Morvan, quand la terre se plisse pour mieux toucher le ciel. Le cœur du pays et de toute idée haute, avaient dit les chrétiens jusqu'au treizième siècle, le cœur, soit, que vous contournez avec soin depuis vingt ans, pour la Côte, la Provence ou la Lozère.

Virer à droite — quand vous venez de Paris — est déjà un acte de foi. Vous enfoncez, un abandon. Vézelay n'est plus qu'un bout d'un dernier dédale de forêts et de vignobles, comme si ce paysage de coteaux inspirés n'avait d'autre fonction que de vous laisser glisser jusqu'à ses pieds, et vous contraindre à la genuflection. Les paysans rencontrés ressemblent à ces personnages au regard fiévreux des bas-reliefs romans qui haillent les chapiteaux de la nef. Leurs travaux à ceux des scènes, vendanges, labours, élevage, des piliers du narthex des cathédrales.

Vézelay impose sa loi, implacable et légère, à dix lieux à la ronde, lorsqu'on découvre la tour et le clocher, à peine le village, déjà cette masse anachronique, disproportionnée, en rase campagne, au détour du chemin.

Par la grâce des Monuments historiques, par l'action des maires du bourg, et jusqu'au dernier, M. André Ginisty, l'horizon tout entier est déclaré « site inscrit », ce que l'on voit des quatre points de la colline, et donc du plus loin de ces points, en direction du promontoire. L'œil est partout en terre sainte, hors du temps, du nôtre, sans pylône ni maison préfabriquée. Et ce n'est pas seulement souci touristique, unanimité d'agriculteurs précautionneux. « Il y a là quelque chose, mais quoi ? », vous dira plus tard l'écrivain Jules Roy, qui s'obstine à chercher, dans l'obscurité de son bureau, tout près du parvis.

Chercher, mais quoi ? Vous voilà déjà pèlerin pressé. A votre tour, en un simple tour, deux jours de week-end, voilà que vous explorez les questions à celles de saint Louis et de Thomas Becket, de Romain Rolland et de Max-Pol Fouché, deux habitants du bourg. A celles de François Mitterrand, dont on vous dira partout qu'il est resté l'explorateur le moins impatient de l'énergie.

Que valait votre royaume ? Vous vous surprenez à jouer sans résistance à cette chasse au trésor spirituel. Remontée rapide, presque négligente, de la ruelle aux maisons classées. Vézelay, sur son flanc, est un village frileux, écrasé par son butin. Dans ces maisons dressées les unes contre les autres entre le IX^e et le XV^e siècle, dans cette rue en pente aux soixante-quatorze cryptes romanes intactes, les ragots se colportent comme dans une cité d'HLM. Les écrivains, résidents ou de villégiature, Rolland, Claudel, Malraux, Bataille, Maurice Clavel ou Jules Roy, y eurent leurs petites fêches mesquines. Comme à Paris. Vézelay ne préserve pas de tout.

Ce n'est pas le long du bourg, tout au plus une pente raide pour repentants, mais plus haut, vers

la masse de Marie-Madeleine, chef-d'œuvre bricolé de roman, de pré-gothique et de Viollet-le-Duc. L'abbaye attenante avait été très tôt mise à bas. Il en reste quelques pierres. La chère église, hier simple chapelle, a été incendiée, torturée, par les colères répétées du village contre ses moines, par les huguenots, la Révolution et la perte, plus sûrement encore, de son rayonnement parmi les fidèles de France.

Mécène bâtisseur, Girard de Roussillon, juste avant l'An mille, avait envoyé le moine Bodilon récupérer les reliques de Sainte Marie-Madeleine, enfoncé dans une crypte quelque part entre Saint-Maximin et Aix, à l'abri des Sarrazins. Le bon moine chercha en vain, jusqu'à une nuit où la « pécheresse » lui apparut en rêve, lui désignant un tombeau. Il trouva des ossements et des cheveux de femme. Ces cheveux qui émeurent tant Claudel.

Alors sur toutes les routes menant à Compostelle, surtout du nord et de l'est, affluèrent les croyants. Trois siècles durant, Madeleine était en Vézelay. Ils firent le détour, sur les chemins des pèlerins de Jérusalem ou de Rome, pour prier sous la protection des précieuses reliques. Bernard de Clairvaux, sur ordre du pape, prêcha, sur la pente, la croisade qui tourna le plus mal. Philippe-Auguste et Richard Cœur-de-Lion y mêlèrent leurs armées avant d'embarquer, eux aussi, pour la reconquête. Saint Louis s'y recueillit, avant d'aller mourir sur l'autre rive de la Méditerranée. Vézelay, sur fond



de ce même paysage immobile, fut patrie des armes et de la foi du charbonnier.

Un jour de 1279, après des querelles d'experts — Saint-Maximin ne renouça jamais — et autant de bulles du pape, une méchante rumeur gagna la chrétienté. Une autre tombe avait été découverte en pays d'Aix, et d'autres cheveux de femme. Les ossements de Madeleine n'avaient jamais quitté la Provence. Claudel aime donc le fantôme d'un involontaire imposteur. Les pèlerins refleurissent, laissant Vézelay, l'hiver, en proie à une étrange solitude.

Qu'importe, après tout, si ce n'est pas Madeleine. Une femme, une autre, une anonyme, a sans doute sauvé ce lieu du désespoir. Avant la mystification, les moines marquèrent de leur dévotion la pierre blonde et brune. Des sculpteurs dressèrent le compte des signes zodiacaux, telluriques, divins de leur savoir tâtonnant, les mille directions de leur intuition d'un ailleurs probable. Les Provençaux ne récupérèrent jamais ces joyaux de la conviction. Ils sont là, en attente de huit cent mille visiteurs l'année. Avec une émouvante fidélité, la lumière vient toujours éclairer, de l'aube au couchant, l'étoile de Béthléem du portail sud. Le même lueur, sur solstice d'été, marque les dalles de la nef de treize cercles blancs parfaitement rectilignes. Une femme, seule, vous en conviendrez, a pu être cause de pareille magie.

Est-ce là Vézelay ? Cette perfection tangible de la piété ? Cette compassion de l'art qui paraît avoir si peu de masculin ? Plutôt quelque chose dans l'air, qui sent le raisin et le chêne ? Plutôt à l'extérieur ? André Ginisty, le maire, vous entraîne vers son angle de vue préféré. Derrière le chapelet, après le tour de la basilique par le sud, déjà vers le nord et non loin de la ruelle du Chapitre. La pente est ici plus franche, et l'harmonie plus perceptible.

Claudel ou Bataille. Sur place, les boutiques du parvis vendent le livre de Maurice Druon *Vézelay, colline éternelle* (Albin Michel). L'ouvrage reproduit le texte célèbre de l'écrivain pour le premier spectacle son et lumière de la basilique. Mais aussi des extraits du sermon de Bernard de Clairvaux, les impressions de Viollet-le-Duc ou de Romain Rolland.

Moins vendu parce que moins prisé par les autorités diocésaines, le livre de Jules Roy *Vézelay ou l'amour fou* (Albin Michel), tentative tonique d'un écrivain croyant mais révolté pour approcher les énigmes de la Sainte-Madeleine. ■

Guide

• Vézelay se laisse apprécier en une journée. Mieux vaut pourtant y coucher, surtout pour le plaisir de retourner à la basilique au lever du soleil. Depuis quelques années, des maisons d'hôtes accueillent les visiteurs, un peu à la manière d'autrefois dans les caves du bourg ou sur le sol du narthex de Sainte-Madeleine. Les chambres de La Tour Gallion. Tél. : 83-33-25-74.

Toujours pour dormir à l'ombre de la cathédrale, au plus près du parvis, la résidence-hôtel La Pontot, pour la vue sur le flanc nord. Tél. : 86-33-24-40. Plus bas, déjà à la fin du village, Le relais du

Morvan. Tél. : 86-33-25-33. Et l'Hôtel du Cheval Blanc, où séjourneront les écrivains de passage. Tél. : 86-33-22-12.

Mais Vézelay est désormais indissociable de L'Espérance, la table de Marc Meneau, à trois étages dans le Guide Michelin. C'est ce chef qui apprend aux Américains et aux Japonais que cette colline qui les domine a un passé. Lui qui leur propose des plats qui ne sont plus tout à fait de Bourgogne ou du Morvan, plus simplement de Vézelay. Lui-même admet que sa cuisine a évolué depuis qu'il s'est installé dans une maison de la rue du Chapitre.

Une sorte d'épure distinguée désormais son turbot rôti au jus

de viande, son vol-au-vent de cuisine bourgeoise, et même sa glace au poivre. L'Espérance occupe toujours le centre de Saint-Pierre-sous-Vézelay, au pied du promontoire où Girard de Roussillon avait d'abord fait bâtir son abbaye.

Le restaurant et son moulin aux chambres paisibles sont donc du val, où l'on a toujours voué les moines à l'enfer, où l'on s'accroche à la terre pour se reposer du sacré. Chaque année, Marc Meneau fête entre amis, le 4 décembre, la Saint-Cochon, un spectacle-rapaille mis en scène par le comédien Jean-Loup Horwitz. Tél. : 86-33-20-45. A Vézelay, il faut lire, évidemment. Emporter

Et comme si le pire pouvait rester de ce temps-ci, Marc Meneau délaissé régulièrement son restaurant du flanc sud, à Saint-Père-sous-Vézelay, pour renforcer un peu plus, à sa manière, l'autre vérité du promontoire : son pacifisme. Le cuisinier, devenu célèbre par son art et par le site, estime devoir rendre à Vézelay ce que Vézelay lui a donné. Il replante, avec ses amis, des vignes. Il adoucit l'horizon. Au siècle dernier, quand Viollet-le-Duc redressait la basilique, il restait 950 hectares d'un vin voisin du Chablis. Le paysage les retrouvera.

Est-ce cela, le mystère de cette ficelle colline ? Sa dualité de forces ? La sensation d'une menace et l'une des plus justes idées de l'apaisement ? Ici, quelques chapeaux, quelques souliers des vivants, comme si les leurs étaient éloignés à force de croyance. Max-Pol Fouché qui, au cimetière, s'est donné la meilleure vue sur Aquilins. Bataille, plus discrètement. Et surtout, « le pèché de Claudel », Rosalia Scibor de Rykka, veuve de Francis Veich, et grand amour coupable du poète.

Une femme vieille toujours, vous dit-on. Pas la plus vertueuse. Peut-être la plus repentante. Vézelay — 127 mètres de sacré pour 650 mètres de temporel — est un havre, comme on se réfugie, à écouter Jules Roy, « sous les fûtes d'une mère ». Pour oublier un tourment, une guerre d'Indochine, voire la trison. Les handicapés mentaux de la maladrerie. L'ancienne léproserie, circulant librement dans les ruines. Ils sourient aux visiteurs, dodelinent de la tête. Eux savent certainement quelque chose.

Mais quoi, bon sang ? La tolérance ? Au temps des moines, les bordels étaient en ville, leurs portes surmontées du cœur et de la perle sculptés. Et dans la mairie, ancien rendez-vous de chasse fréquenté par Vauban, on ne vous cachera pas la salle des amours gaillardes, aux tapisseries flammées et aux sculptures sur bois suggestives. Vous voilà déjà en bas, incrédule et chaviré. Il n'y a plus qu'à remonter. A recommencer. A espérer qu'un jour, quel qu'un, pourqu岸 pas le pèlerin président, en dira plus.

Où à tenter d'oublier. Vous aimeriez recouvrer votre mauvaise foi, pour mieux vous éloigner par l'autoroute. Vous vous persuadez que Vézelay — cinq cents âmes dont cent soixante quinze vieillards et malades — est un bien petit village pour un si grand secret. Mais, bien sûr, vous n'en croyez rien.

Philippe Boggio

Elbe, île toscane

Suite de la page 21

Le minéral mis en patience jusque sous la Tyrrhénienne, les sentiments commencent doucement à changer, et si l'on va, comme Marta Giordani, fille de mineur, s'indigner qu'on ait osé déguiser le front de mer de l'île par un minier de Rio Marina d'une allée de palmiers, comme une quelconque Croisette, alors qu'on eût pu y planter, on va, dans le même temps, comme le vieux Lello, soixante-quinze ans, qui a passé là sa vie à charger le minéral sur les navires, réclamer la ration de touristes. « Octobre est le mois du refus dit-il. On en a assez de les voir. Mais après quelques mois on supplie pour qu'ils reviennent, comme lorsqu'on a faim et qu'on attend de manger. Nous autres, Elbois, nous sourions même quand il y a beaucoup de monde, alors que nous voudrions rester en silence. Il faut accepter le bruit si nous voulons donner un jour à nos fils ».

Des fils que le vent touristique des trente dernières années, tourbillonnant sirocco (lequel est réputé rendre malade, à la différence du mistral et de la tramontane qui insuffleraient la santé), a parfois précipités, abandonnant le métier de leurs ancêtres, dans l'ouverture hâtive d'une pizzeria. Les deux moulins à huile de l'île restent figés, la récolte de l'olive étant considérée comme trop onéreuse.

C'est ainsi, déplore Marta Giordani, que des Allemands ont été amenés à faire ce que nous devrions faire, comme reprendre l'exploitation de vignes abandonnées ».

Relativement protégée par un accès délicat aux heures chaudes, l'absence d'une plaine assez vaste, et donc celle, définitive, d'avions porteurs (deux cents moutons sardes assurent l'entretien d'une piste de 1 185 mètres qui devrait cependant passer en dur d'ici avril

prochain), l'Elbe, à l'occasion cette année du premier fléchissement du tourisme étranger de son histoire (certes compensé par une reconquête italienne), s'interroge, se regarde et les regards.

Elle découvre qu'elle s'est sans doute trop négligée, pressée d'être ce que les plus nombreux de ses invités souhaitent qu'elle fût, et qu'il est grand temps de penser à soi, d'être soi. Elle découvre son livre de comptes : minéraux, plantes, animaux, savoir-faire, savoir-vivre, histoire, il y a là largement de quoi répondre aux besoins des nouveaux actifs. La stabilisation des courbes suggère l'image d'un moratoire qu'elle voudrait actif. C'est promis, elle ne se laissera plus aller : interdit désormais de tolérer la dégradation d'une église romane du XII^e siècle, comme Saint-Jean-Baptiste-de-Campo-nell'Elba.

C'est cette même promesse qu'a dû secrètement lui faire le photographe et écrivain Hans-Georg Berger, venu, en rupture d'Allemagne il y a seize ans, à l'intuition, pour s'adonner au plus minier des villages : Rio-nell'Elba. Là, le lundi de Pâques, tout le bourg, emmené par les jeunes filles portant de petits gâteaux sucrés en forme de sexe féminin, montait en procession vers une discrète église du XVII^e siècle, fort fréquentée bien qu'isolée à flanc de montagne, pour implorer sainte Catherine (d'Alexandrie).

Puis la coutume s'estompe et, lorsque Hans-Georg Berger s'y attache, le bâtiment, adjacent à un modeste ermitage, est en fâcheux état, les ex-votos des pêcheurs de Rio-Marina ont été emportés par des visiteurs indécents ou trop empressés, qui auront fait disparaître — temporairement — jusqu'à l'image de la sainte. Muni dans un premier temps de la seule bénédiction du curé, puis d'un droit de jouissance de soixante années

accordé par l'évêché, Hans-Georg Berger lance des maçons siciliens dans la restauration de l'ensemble afin d'ouvrir les cellules aux artistes ou intellectuels qui souhaiteraient faire retraite devant un paysage dont la grandeur est inversement proportionnelle à la dissémination des loges. D'abord occupé par des proches, puis par des proches de proches, romanciers, photographes, scénographes, peintres ou mathématiciens, Allemands, Américains, Français, Italiens, l'Ermitage de Sainte-Catherine rassemble maintenant dans une revue luxueuse, les *Quaderni di S. Caterina*, les travaux de ses pensionnaires et, après de premières manifestations publiques in situ ont été, s'apprête à s'ériger en fondation culturelle.

Mieux qu'accepté, reconnu, Hans-Georg Berger envisage maintenant son travail en politique comme une alternative à un tourisme dépassé, et vise à marquer l'empreinte de l'Elbe sur ses visiteurs et non plus le contraire. Il a lancé l'idée d'un jardin des simples, prépare un classement de la flore montagnarde alentour, fait venir des ornithologues pour étudier les oiseaux de passage, afin d'amener, via une ultime étude



Les habitants de l'île sont ébois bien avant d'être italiens

écologique, à la création d'un vaste Parc naturel Sainte-Catherine. Son assurance et son allant dans l'entreprise lui viennent sans doute du sentiment d'avoir les pieds bien ancrés en un lieu magique : sous l'humble église on a depuis retrouvé les restes d'un temple médiéval sans doute dédié à la sainte, et, gravée devant elle, une tête de méduse archaïque de l'époque romaine. Les archéologues qui ont découvert à proximité, dans une tombe étrusque du IV^e siècle avant Jésus, des petits objets d'or et de bronze, sont persuadés que la zone du monastère était utilisée à l'épo-

que pour des rites funéraires et, last but not least, ont confirmé que l'un des châteaux défendant l'île, avait été érigé par les Phéniciens il y a plus de 2 500 ans au même emplacement.

Ainsi, c'est dans un passé ouvert et découvert que se révèle en partie l'avenir de l'Elbe à creuser, à classer, à apprendre, à protéger, à contempler, à aimer.

De notre envoyé spécial à l'île d'Elbe
Jean-Louis Perrier

DÉCOUVERTE

L'Arménie de Venise

L'hospitalité de la Sérénissime est toujours vive pour les moines arméniens mekhitaristes. Exposition en ce moment, dans le monastère de Saint-Lazare, où ils se sont rassemblés, de quelques-uns de leurs plus beaux manuscrits.

C'EST une petite île proche du Lido, mais épargnée par le tourisme. Ancienne léproserie, Saint-Lazare fut donnée, en 1717, par le doge de Venise à des moines catholiques arméniens fuyant la mauvaise humeur du Grand Turc. Ces religieux appartenaient à un ordre réformé, que venait de fonder, en 1701, le Père Mekhitar (1676-1749), en s'inspirant un peu des bénédictins. Rapidement, par leur piété et leur science, les mekhitaristes acquirent un rayonnement à l'échelle du monde arménien, y compris chez les orthodoxes, puis dans toute la chrétienté.

A telle enseigne que, lorsque Napoléon Bonaparte, portant l'estocade à Venise, s'empara de nombre de ses trésors d'art (par exemple les *Noces de Cana* de Véronèse), il épargna ceux de Saint-Lazare. Plus tard, lorsqu'il fut question de fermer tous les monastères, celui de l'île arménienne fut épargné, après une visite incognito d'Eugène de Beauharnais, beau-fils de « l'Œuvre corse » et vice-roi d'Italie. « Il faut dire, rappellent les moines d'aujourd'hui, qu'Eugène avait un chambellan arménien du Karabagh, qui devait bien le conseiller... »

Les mekhitaristes ne furent jamais plus de quarante-cinq. Au nombre d'une trentaine aujourd'hui dans le monde (ils ont

notamment une école à Paris et une à Beyrouth, où siège le patriarche des Arméniens catholiques, lequel est soumis à l'autorité du pape), les moines de Saint-Lazare ne sont qu'une douzaine à résider en permanence dans l'île, sans compter une quinzaine de séminaristes.

Les mekhitaristes de Venise consacrent une grande partie de leur temps à la conservation et à la mise en valeur des richesses artistiques et scientifiques que les bienfaiteurs de la Terre entière, depuis des générations, ne cessent d'adresser vers ce modeste jardin lagunaire, où la protection des objets rares bénéficie de tous les raffinements techniques de notre siècle, surtout depuis l'incendie qui, il y a quinze ans, faillit tout détruire.

De temps en temps, les religieux sortent une part de leur patrimoine. C'est le cas en ce moment, où des exemplaires significatifs des trois mille manuscrits arméniens de Saint-Lazare sont exposés. Ainsi, le plus ancien, qui date de 862, et qui est le Tétraévangile de la reine Delk, où figurent notamment les visages des quatre évangélistes.

Un autre Évangile complet, réalisé à Andrinople (Turquie actuelle) en 1007, paraît enluminé d'acier ; l'éclat éblouissant des couleurs, la souplesse des traits sont à chaque pas. Plus loin, on aperçoit le *Vendredi saint*, le plus vieux livre jamais imprimé en arménien. C'était à Venise — déjà ! — en 1512. Les vignettes en noir et blanc, le texte en noir et rouge de cet ouvrage en format de poche sont aussi restés très frais.

A l'heure où le Liban — où vivent quelque cent mille Arméniens descendants des réfugiés de l'Empire ottoman, après les massacres du début du siècle — est abandonné à l'occupation syrienne, on ne peut s'acquiescer

remarquer non plus la vitrine que les braves moines, peut-être avec un soupçon de malice, ont consacré à cette République arménienne d'Anatolie, dont l'Europe se détournait en 1920 : un passeport, des billets de banque, des timbres en arménien et en français, car notre langue, comme au Liban, était familière en Arménie.

Sur ces documents émuants et ces objets précieux veillent la statue du roi de Rome tout nu, par Canova, et un portrait officiel en pied de Napoléon III, comme pour suggérer que les mekhitaristes n'ont pas de rancune à l'égard des Napoléoniens. Encore qu'ils éprouvent une légère préférence pour les Capétiens, car, fait sans précédent, les rois de France firent inhumer à Saint-Denis le dernier souverain arménien, Léon VI, mort dans son exil français en 1366. A l'exposition de Saint-Lazare, on peut voir son épee, dont le métal sombre est incrusté d'or.

Si vous avez su amadouer l'un des moines, il vous montrera peut-être, par faveur spéciale, la cellule où sont conservés la table, la cathédre et les livres du fondateur — mais aussi le cilice métallique, véritable fil de fer barbelé qu'il portait à même la peau. Sinon, vous devrez vous contenter de la chambre de lord Byron — l'écrivain romantique anglais vint ici apprendre l'arménien — où sont installés une partie des manuscrits exposés en ce moment.

De notre envoyé spécial à Venise
Jean-Pierre Péroncel-Hugot



CYRIL LETOURNEUR/EPSON

Inaugurée récemment dans l'île Saint-Lazare (à une demi-heure du quai vénitien des Esclavons par le vaporetto numéro 20), l'exposition « Les Arméniens en Italie » doit durer jusqu'au 20 janvier 1991. Elle est ouverte tous les jours, de 14 heures à 17 heures, sauf le lundi. Le catalogue, seulement en italien, est abondamment illustré en couleur et en noir et blanc et coûte 35 000 lire (environ 200 francs). Le même éditeur, Leonardo de Luca (Rome), vient d'éditer, en liaison avec l'UNESCO, un superbe ouvrage collectif, également en italien, la *Route de la soie et Venise*, sous la direction du sinologue français Vadime Elisseeff.

Les Éditions Omme (6, via Giovio, 20144-Milano) ont fait récemment la sortie du vingtième volume des *Documenti d'architettura arménienne*, des presses de Saint-Lazare. Le n° 19 porte sur le Karabagh (URSS) et le n° 20 sur Sorboul (Iran). En vente à Paris à la librairie Samuël. Signalez aussi l'Arménie et l'art de l'estampe, paru aux éditions Richard Chahine à Beyrouth, bel ensemble iconographique (diffusé par les librairies orientalistes).

Les villas de Gio Ponti

« POUR nous qui rêvons de villa au bord de la mer, en voilà une... Voilà les terrasses surplombant la mer dont nous avons rêvé au bureau, au magasin, à l'atelier. On se dit qu'il (Napoléon) était le seigneur de cette île, et c'est un Pérou pour nous qui n'avons jamais été le seigneur de quoi que ce soit, même pas de nous-même. Voilà nos rêves réalisés, les siens étaient ailleurs ».

Au début des années 60, lorsque Jean Giono écrit ces lignes après s'être rendu dans les demeures « impériales » de l'Elbe (1), Gio Ponti achève les dessins d'un complexe résidentiel (2) qui doit occuper le promontoire du cap Perla, à l'est de l'île.

Architecte, designer, professeur, journaliste, père ou grand-père du « goût italien », Gio Ponti aura longuement arpenté l'île pour en croquer l'architecture spontanée, avant de se faire conter l'histoire de chaque arbre, des vents et des parfums dominants du cap et d'en examiner les points de vue. Chaque maison prendra en compte sa part de ces informations et ne pourra qu'être différente des autres, afin d'apparaître, selon son vœu, « aussi légère qu'un papillon géant posé au sommet de la colline ».

Nous ne verrons jamais l'étrange édifice en tour, ni les espaces collectifs prévus, car seules deux habitations seront réalisées : la *Villa ottagonale* (octogonale) et la *Villa allungata* (allongée), occasions de vérifier sur place comment l'auteur du gratto-ciel Pirelli à Milan, qui avait décidé avec soin de l'emplacement et de la forme de chaque fenêtre pour qu'elles ne soient pas de simples ouvertures vers la lumière, et l'air mais « des fenêtres sur

le paradis », offre l'image d'un autre « Pérou », moins ample sans doute, mais combien plus respectueux du site, discret et confortable.

Si l'on invoque l'architecture, c'est qu'elle est seule à donner quelque élévation au « Pérou » de Jean Giono, qui risquerait sinon de s'apparenter à la médiocrité et purement quantitative idée d'un « tour du propriétaire ». Avec le complexe résidentiel Santanna del Voltterraio à Bagnai, le rêve « péruvien » prend un visage sensiblement nouveau, où l'on voudrait voir l'empreinte des années 90, comme l'on a vu celle des années 60 chez Gio Ponti.

Maîtres de 260 hectares, entre mer et montagne, les architectes Roberto Gabetti et Alvaro Isoia, après avoir restauré les quelques maisons anciennes et la chapelle existant sur le terrain, ont décidé de concentrer leurs cent cinquante logements en forme de cirque sur trois niveaux communiquant par d'étroites ruelles, à la façon des villages traditionnels. Les terrasses, engazonnées, sont quasi invisibles du haut du terrain, qui offre, pour le coup, à chacun, un périmètre napoléonien.

Si « l'architecture doit être conçue pour être habitée et doit être jugée quand elle est vécue (après tout, elle est faite pour être regardée) », comme aimait à le répéter Gio Ponti, le moment est venu d'aller se promener dans la partie achevée de Santanna désertée en automne par ses premiers épiques habitants.

J.-L. P.

(1) *Les Terrasses de l'île d'Elbe*, Gallimard, 186 p., 46,80 francs.
(2) *Gio Ponti : i progetti dell'Elba*, présentés (en italien et anglais) par Mario Ferrari et Stefano Cassaghi, Editrice Azzurra, 126 p., 35 000 lire.

Mansart
Maisons

Guide

• Pour appeler l'Elbe depuis la France : tél. 19 39 565 et le numéro du correspondant. A l'automne, la mer est encore chaude, mais nombre d'hôtels sont fermés. Renseignements à l'Azienda di promozione turistica dell'arcipelago toscano, Calata Italia, 26-Portoferraio (LI), Italie, tél : 91 46 71. Renseignements également à l'Office du tourisme italien à Paris : 23, rue de la Paix, 75002 Paris, tél : (1) 42 66 66 68.

L'automne, c'est aussi la saison du gibier et des champignons, que l'on dégustera chez un spécialiste des recettes elboises et toscanes : Publius, à Poggio, tél. 99 208.

Deux compagnies de navigation assurent plusieurs relations quotidiennes avec Livourne et Piombino par hydroptères et transbordeurs : Toremar, tél : 91 80 80, et Navarmar, tél : 91 41 33. (Veiller aux réservations en haute saison). Pour les liaisons par avion, via Pise ou Florence, appeler l'aéroport de Marina-di-Campo, tél : 97 60 11. Nombreux services d'autocars réguliers dans l'île.

Lire le guide De Agostini de l'Elbe et de l'archipel toscane (il existe en français) très pratique (carte détaillée) avec une promenade au long de la côte toscane, 96p., 10 000 lire. A compléter par *l'Isola d'Elba e l'Arcipelago toscano* (en italien), 120 p., 10 000 lire) édité par il Libraio, le libraire de Portoferraio (et de Campoliveri), Calata Mazzini, 9, tél : 91 71 35. On trouvera là revues et journaux de l'île : le trimestriel *Lo Scoglio* (pour ses enquêtes historiques), l'hebdomadaire *l'Isola* (pour sa vigilance verte), et le bimensuel *Corriere Elbano* (pour ses potins associatifs).

GRAND PARIS

Mansart à Maisons

Edifice tenu pour le chef-d'œuvre de François Mansart, le château de Maisons-Laffitte brasse une histoire qui, sur deux siècles, met en scène des péripéties dont l'endroit garde, aujourd'hui encore, le souvenir presque intact. Escapade pour un dimanche studieux, édifiant, et que, sans difficulté, l'on pourra aussi rendre gourmand.

L'ANECDOTE qu'on raconte c'est que, pressé d'en terminer avec la traversée du fleuve, l'Empereur, ce jour-là, saute un peu vite de la berge du passeur, rate la berge et pique de la redingote, — il était habillé civil-inconspicue, — dans le courant. Il se noie. On le sauve. Furieux, l'empereur trépidant décide, en ce mois de mai 1811, qu'un pont reliera désormais Sartrouville à Maisons. Le ruban est coupé en 1822 — par les Bourbons. — et on peut aujourd'hui, muni d'une carte d'éton-major un peu sérieuse, rallier sans risques Maisons-Laffitte, banlieue verte et ville à la campagne.

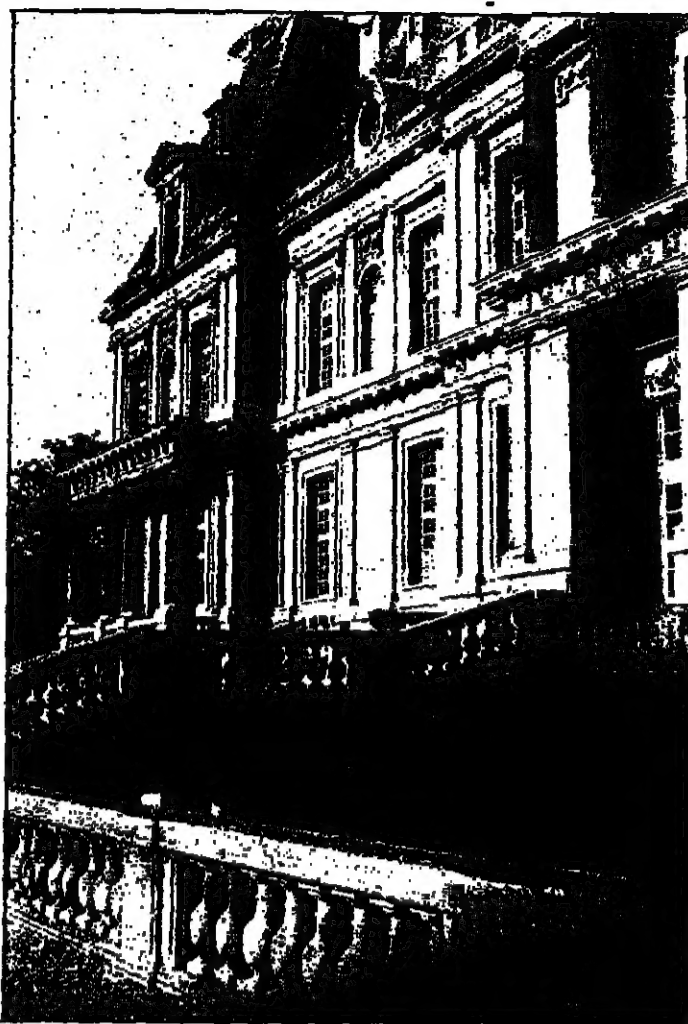
L'avantage de la balade courte sur le voyage long, c'est qu'on l'entreprend le plus souvent avec une sérénité déboulaire et des valises à légères qu'on retrouve presque toujours sa mise, même si le propos frappe parfois par sa modestie. Dans le cas présent, c'est un engagement de moyenne force, mais suffisant-

ment piquant pour oser le tenter. Maisons-Laffitte, donc, son château, son histoire et ses autours.

D'allure et de style parfaitement français, édifié au vent plat et aux muscades loyales, il est d'une harmonie et d'une pureté d'élégance si scintillantes que de loin, il fait faux. De près aussi. Une réussite tout à fait remarquable. On la doit à François Mansart, qui décroche avec lui son premier prix d'excellence et que l'on met généralement en tête sur la liste des bâtiments élevés par celui qui laissera le mot «mansart» dans les dictionnaires.

1642-1651 Construction peaufinée à outrance grâce à l'extravagance des moyens mis à la disposition de l'artiste, elle avait été commandée par un homme riche et puissant, René de Longueville, surintendant des finances, qui se permettait de pendre la crémaillère avec pour hôtes d'honneur la reine-mère Anne d'Autriche flanquée d'un jeune homme qui ne tarderait pas à faire parler de lui, Louis XIV. Soirée très réussie, tout le monde était content : Longueville, l'architecte, le maître de ballet, les cuisiniers, les musiciens, même le futur Soleil, qui se doutait pourtant bien qu'il enverrait un jour à mettre un frein à toute cette munificence surintendant. Fouquet, pourrait-on dire, entame ici sa perte par deux d'artifice et petits fous interposés.

Un rôle pour l'inspiration, un prince, un peu plus d'un siècle plus tard, pour la remise en état de ce qui était devenu une résidence secondaire encore cosse mais un peu délabrée. Le comte d'Artois, frère de Louis XVI et futur Charles X, un homme connu pour sa «manie de la truelle», s'attaque à la restauration de l'ensemble du domaine. Il y laisse sa chance mais réussit à requinquer joliment l'en-



1642-1651 : François Mansart est laissé en complète liberté de création pour édifier le château de Maisons.

vre de Mansart, avant de donner le signal de l'émigration et de prendre la route de Bruxelles, le 17 juillet 1789.

La Révolution, le Directoire, le Consulat passent. Arrive l'Empire. En 1804, le château est acheté par le maréchal Lannes. Napoléon aimait à ce que ses grands capitaines soient logés à l'aise. Dignes. Pas de bivouacs ni de linge aux fenêtres; de la pierre de taille, et de préférence d'époque. Que l'Europe n'aille pas penser que sa soldatesque conservait des habitudes de soudards en campagne une fois rentrée au pays. Soudard, Lannes en avait le débail dans le propos et la virulence dans l'action, mais l'Empereur nourrissait pour lui une franche affection et le tenait pour l'un des meilleurs. L'an-

cien apprenti teinturier, engagé aux volontaires du Gers dès 1792, le lui rendait bien, courbé de la tête aux pieds de blessures et d'honneurs glanés dans tous les coups chauds montés par son turbulent patron.

Soldat au courage à faire peur, il se pose à chaque «perm» (après Jena, Friedland, le siège de Saragossa, Austerlitz, Amstetten...) dans son nouveau domaine de Maisons et fait du jardinage en continuant à rêver aux charges de la garde consulaire. Ainsi l'endroit va se trouver marqué par toute une symbolique napoléonienne, dont le point majeur d'exaltante pitié pourrait bien être ce Cercle de la gloire — mille mètres de diamètre — qui voulait, et qui veut encore, représenter l'étoile de la Légion d'honneur.

Du centre, partent des avenues au nom aussi clair de traduction que de résonance farouche : Marengo, Moskova, Bautzen, Champaubert, Montmirail, Austerlitz.

Cœur du cœur, la place Napoléon, fâcheusement démunie de la statue du héros des lieux, vandalisée par des voyous de barrière ivres, qui dans une nuit d'il y a vingt ans dégomment lâchement le Petit Caporal en terre cuite, dont on relève les restes, enfin, les morceaux, au petit matin dans la consternation générale. On recherche toujours les coupables.

En attendant, il n'y a plus de Napoléon place Napoléon. Dans une jarre, des géraniums ou des bégonias, selon saison. Ça fait juste.

Lannes quitte l'Empire, pris de biais par un boulet perdu au soir de la bataille d'Essling, mai 1809. L'Empereur assiste à l'embaumement. Scène pénible. Comme pour se faire pardonner le sang de ce brave, à jamais versé dans les lointains d'Autriche — Clorax : «Paris pesait sur Napoléon, de son propre aveu, comme un manteau de plomb : dix millions d'hommes en périssent», — il demande, implore, ordonne à la ravissante veuve, duchesse de Montebello, de devenir la dame d'honneur de Marie-Louise. Fétidité de respect, elle accepte et se retrouve, bergère endeuillée, dans l'eau soufre des commérages de cour. Son refuge, c'est sa campagne. Napoléon ne s'y trompe pas, qui vient chez elle prendre et reprendre le fil des grands souvenirs et affirmer une fine champagne en compagnie d'une toute jeune maréchale, femme-miroir d'une époque qui touche à sa fin.

Quatrième et dernier acte : Jacques Laffitte. Banquier, forte personnalité du parti libéral, il achète le domaine à la maréchale en 1818. Quinze ans plus tard, gêné aux

entourures — l'homme politique avait trop longtemps pris le pas sur l'homme d'affaires, — il morcelle le grand parc et installe dans les boisements créés ce qu'on appellera la «colonie». Pour construire les premières résidences, les pierres des écuries de Mansart feront l'affaire. Plus d'écuries — c'est dommage, on les comparait à celles de Chantilly. Il impose un cahier des charges strict qui camoufle en opération de construction douce et écologique une juteuse manigance immobilière. Mais l'endroit, désormais, respectait l'esprit de ce premier «plan d'occupation des sols» et serait voué à faire pousser des arbres, tondre ses gazons et surveiller de près la hauteur et l'esthétique de ses immeubles d'habitation.

C'est la règle sur ces quatre cents hectares d'espaces protégés, striés de soixante kilomètres d'avenues — dont certaines encore en terre battue — où, tard le soir, on rencontre des malheureux cherchant désespérément à retrouver l'adresse d'amis inconscients qui n'auront pas eu le réflexe de leur communiquer le nom de l'exact carrefour où il fallait prendre la quatrième à droite pour tomber, six cents mètres plus loin, sur une place à négocier sud-sud-ouest. Infernal.

Cela étant, si Maisons-Laffitte a des allures de coin un peu reculé et ne possède pas l'appareillage attractif de sa puissante voisine, Saint-Germain-en-Laye, l'étrangeté de son cas vaut tout à fait qu'on vienne y perdre quelques heures, d'autant qu'à la halte, comme on le verra ci-dessous, les tables de qualité de manquent pas, qui depuis plusieurs années ont été reconnues et fêchées par les experts.

Jean-Pierre Quélin

Guide

Le château de Maisons-Laffitte est ouvert tous les jours de 10 heures à 17 heures. Dimanche, de 10 heures à 19 heures. Remarquable escalier intérieur de Mansart, cabinet aux Miroirs, salle à l'italienne, salon des Officiers, salle des Fêtes et salon d'Hercule. Tél. : 39-62-01-49.

Depuis plusieurs mois, dans l'enceinte du château, plus précisément dans les anciennes cuisines, a été installé un «Musée du cheval de course». Maisons-Laffitte, cité du cheval — son hippodrome possède l'une des plus longues lignes droites d'Europe — est jumelée avec Newmarket, en Angleterre, autre berceau de la race chevaline. Le musée, où l'on prépare une exposition consacrée à la mode et les courses, rouvrira à Pâques. Même téléphone que pour le château.

A table !

Inlassable curieux de la restauration parisienne, La Reynière a toujours porté un œil aigu sur ce que la banlieue pouvait produire de plus gourmand et de moins contestable. Il nous livre ici son carnet de route de l'endroit.

Maisons-Laffitte : trois étoiles au Michelin, cinq étoiles au Botin-Gourmand, six toques au Gault-Millau, qui dit mieux.

Le Laffitte

Dans un décor agréable, André Laurier, parfait connaisseur de tout ce qui vient de la mer, propose un menu «tout poisson» (salade du pêcheur, assiette des trois saumons, aiguillettes de turbot, civet de lotte au sauceron rouge, etc.) ainsi que des plats classiques interprétés avec finesse.

5, avenue de Saint-Germain. Tél. : 39-62-01-53. Fermé dimanche soir, mardi soir et mercredi. Trois menus (de 200 à 300 F) et carte (compter 250/350 F).

Le Tastevin

Michel Blanchet, maître cuisinier de France, a trouvé dans ce beau pavillon de l'entrée du parc le cadre convenant à sa cuisine. Belle salle au rez-de-chaussée et paisible terrasse d'été, en accord avec une cuisine sans cesse renouvelée où la cuisine aux morilles et à la manzanilla voisine le ris de veau aux câpres, le pigeonneau en deux services

(suprêmes rôtis et cuisses en saumons accompagnées de croquettes de foie gras), la feuillettine de saumon au caviar, la glace au tilleul. Superbe cave.

9, avenue - Eglé. Tél. : 39-62-11-67. Fermé lundi soir et mardi. Carte : 450/550 F.

La Vieille Fontaine

C'est une remarquable maison que cette grande villa blanche en plein parc où, au fond du jardin, en son laboratoire, François Clerc, toujours inspiré, crée des plats à la fois sérieux et fous, tendis que Manon, hôtesse de charme, veille au bien-être de ses hôtes. On ne manquera pas le carpaccio signifié d'un jus de truffe tiède, l'imprévu du fondant de saumon à la glace de petits poissons, les langoustines à la vanille et au gingembre et les filets de canard sauvage Melissa. Avec en conclusion de remarquables desserts. Et une belle carte des vins. Au premier, salles pour dîners et réceptions.

8, avenue Grétry. Tél. : 39-62-01-78. Fermé dimanche et lundi. A la carte 450/600 F avec un petit menu midi et soir.

Bouchard Père & Fils

92 hectares dans 71 de France et 10 de Grande Grèce



au Château
21200 Beaune
Tél. 88-22-14-41
Tél. Beaune 320 00 F
Doc. LM sur demande

MAROC CONTACT

La liberté à son club

30, rue de Richelieu, 75001 PARIS
Tél. : 42-96-02-25 - ou votre Agence de Voyage

Foies Gras

Pour moins de 200F, goûtez la qualité Art Village

Pour mieux nous faire connaître, nous vous offrons le Port enregistrement Gratuit et une importante Remise pour l'achat de :

1 bloc de Foie Gras de Canard 65 g net (2 parts)
3 blocs de Foie Gras de Canard 100 g net (3 parts par bloc) soit 365 g pour le prix total de 198 F. (Conservation garantie 4 ans) (1).

A notre tarif normal, ce colis vous reviendrait à 270 F + 39 F pour les frais d'envoi.

Nous sommes une petite équipe (9 personnes) installée dans un tout petit village du Gers. Nous expédions toute une gamme de spécialités savoureuses. Nos clients sont très fidèles et très exigeants : pour les satisfaire, nous

améliorons sans cesse la qualité des produits que nous sélectionnons. Art Village, c'est d'abord l'art de bien choisir. Nous proposons chaque année, depuis plus de 10 ans, une promotion très avantageuse qui encourage les gastronomes à faire connaissance avec notre Maison.

GARANTIE TOTALE ASSURANCE EXCEPTIONNELLE

Commencez par déguster en tête-à-tête le plus petit de vos quatre blocs (65 g) (mettez-le au frais deux jours avant dégustation). Si vous n'êtes pas enthousiasmé par sa qualité, il vous suffit de nous renvoyer les trois autres blocs. Nous vous rembourserons la totalité de votre achat (198 F) par retour.

BON DE DEGUSTATION à retourner à ART VILLAGE -

32120 SARRANT

Adressez-moi votre colis contenant les quatre blocs de Foie Gras de Canard décrits ci-dessus pour le prix total de 198 F port gratuit.

Mon nom

Mon adresse

Code postal

Ville

Ci-joint 198 F par ☐ chèque bancaire ☐ CCP ☐ mandat-lettre ☐ Je règle avec ma carte bancaire (Carte Bleue, Visa, Crédit Agricole, Eurocard) N°

Validité

Etes-vous déjà client?

☐ oui ☐ non

Signature

VOTRE CADEAU SURPRISE

Si vous répondez dans les 10 jours le gastronome que vous êtes découvrirez avec beaucoup de plaisir la surprise qui sera glissée gratuitement dans votre Colis Dégustation.



27MD

Berghotel SCHATZALP
Enchantement et féerie d'un hiver enneigé pour jeunes et moins jeunes.
Sur la face orientale du domaine skiable, au pied des pistes.
Hôtel Belle Époque alliant le charme rétro au confort le plus moderne.
011-7270 Daves Platz
Tél. 194181 / 41 12 51 - Fax 43 12 44

Château de Barville
Le Château pour votre séminaire!
Un endroit calme et dépayssé qui vous est entièrement réservé pour vos réunions de travail.
Demandez notre brochure!
Château de Barville
09350 Ste. Preuve, Tlesse
Tél. : 23.22.15.15 ou 23.22.05.25

Miles HYMAN MANHATTAN TRANSFER
de DOS PASSOS
Gallimard
240 PAGES 160 Frs.

(1) Impôts : taxe sur la valeur ajoutée 9,9%, Atoutage, exonération de TVA, exonération de droits de succession. Le prix de notre promotion correspond à 34,24 F pour 100 g.

L'œuf en gelée

Diététiquement, l'œuf possède toutes les qualités. L'œuf en gelée, lui, est bien plus qu'une entrée sympathique. Il a malheureusement disparu de la carte des restaurants.

La disparu des cartes, même celles des brasseries. Même en été, ajouterais-je pour ceux qui me diront - à tort - que ce n'est pas un plat de saison. Sans faire référence à Ninon de Lenclos (qui, belle encore, faisait, passée la septuagintaire, des conquêtes, et attribuait cette jeunesse physique au fait qu'elle mangeait froid), un œuf en gelée en cette saison peut être une entrée sympathique, apéritive et gourmande, pourquoi ?

Mais parlons de l'œuf, d'abord. On rit, dans ma famille, d'une réflexion que j'aurais faite, enfant : « L'œuf est le fils du coq ».

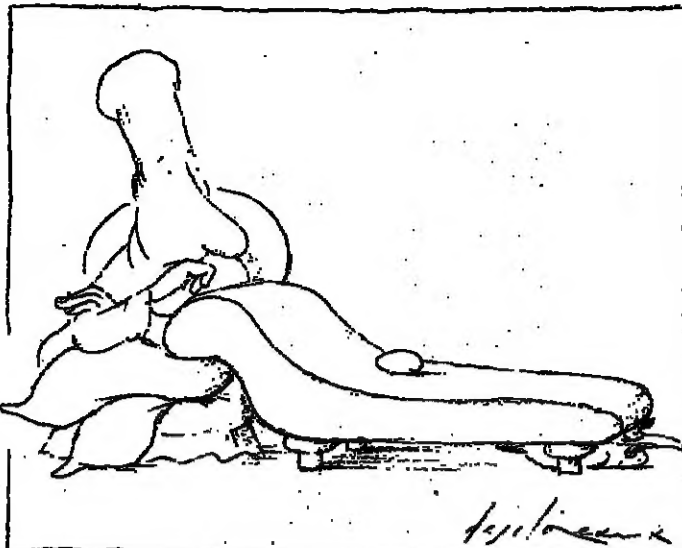
et de la poule ! Il est évident que cela est loin de la définition d'Alexandre Dumas (en son *Grand Dictionnaire de cuisine*) : « Corps organique que pondent les femelles des oiseaux et qui renferme les développements d'un germe. » Notons au passage qu'il donne ensuite cinquante-six recettes d'œufs mais non celle des œufs en gelée !

Et célébrons les qualités de l'œuf qui, diététiquement, est l'aliment bas calories par excellence sur le plan économique puisque, nous dit M. Jérôme Stern dans son *Dictionnaire de nos aliments*, il apporte sous un faible volume 90 calories pour 100 grammes, des protéines à foison, du phosphore et des vitamines A et D. Cela sans être nuisible au foie, contrairement à l'idée trop répandue. Et s'il ne contient point de vitamine C, le fer qu'il renferme est des plus assimilables par l'organisme.

A condition, bien évidemment, qu'il soit frais (surtout !) car sa fraîcheur ne dépend pas du

moment de la ponte, mais, avant tout, des soins apportés à sa conservation. Les œufs dits « extra » (une bande rouge entoure l'emballage) doivent avoir été mis en boîte trois jours au plus après la ponte, avoir moins de dix jours, être entreposés entre 8 et 10°C au maximum. C'est ceux-là que vous utiliserez, sachant aussi que l'œuf équilibré doit avoir une densité égale ou supérieure à 1,085 (1). Le biologiste Louis Vincent a écrit : « A partir de 1,090, un œuf devient un aliment remarquable. Nous en avons vu ayant une densité égale à 1,100. Leur pouvoir reconstituant était extraordinaire. C'étaient de véritables suraliments-médicaments. »

Revenons à l'œuf en gelée. Facile à bien faire pour une ménagère, elle l'achètera chez son charcutier (c'est là souvent où le bât blesse : il faut être sûr de la qualité du produit, d'une part, et d'autre part, qu'il soit plaisir de bouche). Dans les brasseries également on nous sert (j'allais écrire



nous servait, tant je ne le retrouve plus guère sur les cartes) un œuf en gelée banalisée. Car il ne s'agit pas seulement d'un simple œuf cuit à mollet recouvert de gelée ! Il faut que cette gelée soit goûteuse (pour user d'un mot que certains lecteurs me reprochent).

Le Larousse gastronomique donne la recette des œufs en gelée du Fouquet's. On y lit que la gelée doit avoir pour base un bouillon de jarret et pieds de veau avec tous les légumes d'un

bon pot-au-feu, des aromates et quelques feuilles de gélatine avant d'être clarifiées par un ajout de trois blancs d'œufs, une tomate en dés, cerfeuil et estragon ciselés : vingt minutes d'ébullition et passage en un linge, qui peut être garni, à discrétion, de feuilles d'estragon.

Ce n'est pas tout. Dans leur petit moule individuel les œufs pochés peuvent être accompagnés d'une julienne de jambon de Paris, voire de lamelles fines de saumon fumé, ou encore de langue, de

lamelles de truffe fraîche, jusqu'à du caviar pour les snobs. On recouvre de gelée. On met au réfrigérateur. On démoule au moment de servir et... l'on se régale.

Oui, mais voilà ! Quel grande roque oserait aujourd'hui inscrire le banal œuf en gelée à sa carte ? Il faudrait qu'un suppôt de la nouvelle cuisine nous invente des œufs en gelée escortés de cuisses de sauterelle farcies de foie gras !

En attendant et à défaut, je signale à la carte toute simple de Pierre Alain (68, avenue des Ternes) un œuf mollet présenté sur un lit de ratatouille glacée (œuf glacé nicoise, dit la carte) qui est bien agréable en entrée.

La Reynière

(1) Il est facile de déterminer la densité d'un œuf en le plongeant dans un bocal d'eau salée à 12 % (8 cuillères de gros sel marin pour un litre d'eau). L'œuf de 1,085 doit tomber vers le fond. S'il s'y couche, sa densité est supérieure. S'il flotte, elle est inférieure et l'œuf devient sans intérêt.

Semaine gourmande

Une nouveauté, Le Champart

Maitre sommelier du *Bacchus gourmand*, M. Licchesi a quitté ce navire fluvial pour se mettre à son compte. Il a trouvé dans le jeune Christian Galan (passé entre autres par le *Fouquet's* et *Pétrus* aux temps heureux de celui-ci) un chef de sagesse et de qualité. Et M. Licchesi, à l'accueil, est toute de charmante amabilité.

C'est dire que la carte de cette auberge parisienne peut séduire tout autant que celle des vins (sommelier de passion, Licchesi) y mêle les bonnes bouteilles et des petits crus moins connus, tel ce coulanges-la-vineuse 1987 de chez Bernard, par exemple, et à des prix très corrects. Les filets de rouget au curry (avec du riz et des dés de pommes frites) et de fonds d'artichaut sont remarquables, et je me suis régalé aussi du magret aux pleureuses et miel d'acacia (avec un petit paillason de pommes de terre bien en accord).

Petit mais solide plateau de fromages de chez Dubois (venus en voisin), bons desserts et, outre les plats du jour rustiques (ce jour-là un cassoulet), un menu dégustation (pour deux convives) : entrée, deux plats, fromage, dessert, une demi-bouteille de vin et café pour 190 F. A la carte, compter 200-300 F.

► Le Champart, 132, rue Cardinet, 75017 Paris. Tél. : 42-27-36-78. CB-AE. Chiens acceptés.

La Corbeille

Se souvenir qu'il a travaillé avec le mirabolant Denis à Paris mais aussi en Provence, J.-P. Cario, qui a magnifiquement transformé, on le sait, sa petite maison en un hôtel de charme et en un restaurant d'élégance (avec une salle non-fumeurs, qui mieux est !), nous offre pour la rentrée la « cuisine du soleil ».

En amuse-bouche, l'anchofado et la fougasse, puis, entre autres plats, les limaçons en fricassée, le pâtisson de brandade, la bourride et l'ailoli, la daube et les pieds-paquets aux grenailles de morilles, le banon rôti sur mesclun enfin, avant les calissons escortant le café.

Il y a, dans ce domaine, un menu avec sélection des vins du pays à 300 F, un grand dîner dégustation (huit plats et huit vins) à 495 F et la carte, bien entendu, avec, en cette saison, du gibier que sait merveilleusement traiter J.-P. Cario. Fermé samedi midi et dimanche.

► La Corbeille, 154, rue Montmartre, 75002 Paris. Tél. : 40-26-30-87. Parking Bourso. AE-CB. Chiens acceptés.

Le Restaurant du marché

Depuis la fermeture de *L'Aquitaine* toute voisine, Christiane Massia veille de plus en plus sur la cuisine de cette ambassade sud-ouestissime, ajoutant aux classiques de la carte (grillettes de canard vinaigrées au miel, salade de gésiers d'oie, foies gras divers, poulet sauté à l'ail, daube de bœuf au madiran, magret, cassoulet et confits), les poissons du jour (dont un gratin de morue aux haricots blancs superbement adéquat pour escorter le madiran 1987 de Laplace, et à 98 F) si l'on ne peut aborder le Latour 1952 ou l'Ausone 1947 ! Compter 350-400 F.

► Le Restaurant du marché, 59, rue de Dantzig, 75015 Paris. Tél. : 48-28-31-55 (t. l. j.). Salon 15 couverts. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

L'Oustalou

Dans ce coin que certains disent disgracié, un nouveau « point de chute ». Les employés (un menu à 73 F au déjeuner) et les cadres des bureaux à l'entour ont salué l'ouverture de *L'Oustalou* comme une providence. Cuisine simple avec un clin d'œil Sud-Ouest (gésiers confits en salade, foie gras, magret sauce aux cèpes, cassoulet maison), de bons desserts, des vins honnêtes. Compter 250 F environ.

► L'Oustalou, 2, boulevard Brandebourg, 94200 Ivry. Tél. : 46-72-24-71. Fermé samedi et dimanche. CB. Chiens acceptés.

Chez Max

Classique maison « bourgeoise » où le thon frais « façon Max » rappelle le chef disparu que M. Clessienne remplace avec talent (Madame, à l'accueil, est tout sourire), où l'on découvrira un saumon cru remarquable, les paupiettes de saumon sauce champagne et un pigeon aux giroles, mais aussi le vrai tour-nedoss Rossini (rarissime aux cartes parisiennes), un perdreau rôti (« Que l'on est bien à dîner avec des amis et que l'on a chacun son perdreau », disait Sacha Guitry !), des desserts de qualité et une excellente cave. Compter 350-450 F, mais avec deux menus à 180 F et 250 F.

► Chez Max, 19, rue de Castellane, 75008 Paris. Tél. : 42-65-33-81. Fermé samedi et dimanche. Parking Madeleine. CB. Chiens acceptés.

L. R.

Un pétillant de 14

APPRENDRE à boire les vieux champagnes. Apprendre à faire vieillir les « grands » champagnes. Leçons d'un repas organisé autour du « vin de la victoire », celui qui fut tiré au son du canon de la Grande Guerre et découvert seulement après 1945. Bu hier.

Peut-on raconter l'harmonie des repas d'exception ? La subjectivité des impressions gustatives qu'il y a, à quoi qu'on fasse, à reproduire à l'identique de tels instants rendent trop souvent insipides les propos sur ce thème. Le vin - encore lui - autorise pourtant la narration, du moins une clé pour l'analyse. Mieux que l'assiette, changeante, il fournit en effet une référence gustative constante en même temps que de considérables perspectives temporelles. La chose était tout à fait évidente lors du repas qu'organisait, il y a quelques jours, M. Alain Senderens (Lucas-Carton) autour de quelques millésimes de champagnes antiques offerts par la maison Pol-Roger.

Qui, hormis les Champenois, oserait aujourd'hui boire de vieux champagnes ? A la différence des autres grands vins, ceux récoltés entre la montagne de Reims et la côte des blancs, semblent totalement intemporels. Prisonniers de la technique longue et complexe de vinification qui lui donne naissance, corseté par une sévère politique de marque qui fit, il est vrai, sa grandeur, le champagne est unique. Il est aussi dangereusement isolé. Car le symbole international et dénotant de la fête navrée aujourd'hui aux frontières du monde du vin, comme en par-

rance vers d'autres rivages, ceux, corrompus, des boissons alcoolisées industrielles.

Qui s'intéresse aux cépages (pinots noir et meunier, chardonnay) dont il est issu ou aux terroirs dont il provient ? Combien sont-ils à saisir l'importance de la date du « dégorge-ment », cette ouverture brutale de la bouteille et de lies à l'oxygène, véritable acte de naissance du breuvage. Jusqu'aux millésimes, référence onéologique universelle pratiquement ignorée entre Reims et Epervy et qui n'est retrouvée que lorsque l'année en vaut, estime-t-on, la chandelle.



Place de la Madeleine, ce jour-là, il y eut d'entrée un brut de 1955 (saumon parfumé à l'aneth, cuit dans l'argile) dégorgé six semaines auparavant, suivi d'un 1947 (superbe poularde aux cèpes et écrevisses). On glissa ainsi, sur fonds d'effervescences évanescents, des arômes du vin vieux subtil vers ceux de la torréfaction tout empreinte de fraîcheur. Il y eut ensuite les bouteilles soufflées, la vieille verdure et le sous-bois champagnonné du brut 1934 (Marolles) précédant l'extraordinaire 1914.

Cette triste année-là, les ven-

danges champenoises débutèrent au son du canon, le 21 septembre. Et l'on n'en finit plus aujourd'hui de déguster ce « vin de la victoire », pour reprendre l'expression de M. Maurice Pol-Roger, qui, en ces temps de grandes incertitudes, était maire d'Epervy. La cuvée fut tirée en 1915 et les basards du temps et de la vie firent qu'on ne le dégorga qu'en 1945. Ainsi 1914, aujourd'hui ambre pétillant, n'a-t-il rien vu des horreurs de la Grande Guerre.

Fallait-il flairer ? Ce fut une étrange bouteille - 1914 sur l'étiquette, 1934 sur la colle-rette. En réalité, un véritable 1892, comme l'affirmait le liège imprimé et les papilles de M. James Coffinet, chef des caves de Pol-Roger. Un siècle déjà, un miel d'amertume où l'on vit un instant perler quelques bulles venues d'un autre âge.

Jean-Yves Nan

► Lucas-Carton est l'un des rares restaurants au monde à proposer la dégustation de vieux champagnes dégorchés à la demande. Il faut pour cela en avertir M. Dominique Desrozier, sommelier, quinze jours à l'avance. Sont ainsi disponibles des bouteilles de Krug 1947 (4 500 F), Ruinart 1929 (1 400 F), Mumm 1929 (1 800 F) ou 1911 (1 900 F). Lucas-Carton-Alain Senderens, 9, place de la Madeleine, 75008 Paris. Tél. : 42-65-22-90.

► Champagne Pol-Roger, 1, rue Henri-Lesclapart, 51200 Epervy. Tél. 26-55-41-95.

Miettes

Salon du livre gourmand. - Il aura lieu à Périgueux les 23, 24, 25 et 26 novembre. Cette manifestation européenne, la première du genre (animation, manifestation, signatures des auteurs, retransmissions radio-télé) s'annonce capitale.

Le sotsiaïer. - De la lettre publicitaire d'un nouveau restaurant : « Un chef de qualité peut assouvir votre goût ». Et sur la carte : « Les trois nuances de poissons aux jeunes poireaux » et « Les maîtres fromagers affrétés ». Cela ne donne point envie d'aller à l'Espace Saint-Gothard. Pas plus que de lire la *Cuisine exotique* qui vient de paraître (chez Solar) et où je trouve la recette du sukiyaki japonais avec des champignons de Paris et celle de la gelatine à l'allemande !

Les maîtres d'hôtel de France. - C'est l'organisation et la défense d'une profession depuis quelques années en perdition : accueil, courtoisie, diplomatie même, mais aussi métier : art du service, flambage, découpage en salle. Martial Rambaud, son vice-président (officiant au *Fouquet's*) dit justement : « Un bon maître d'hôtel peut valoriser de 50 % la cuisine d'un chef ! » Un mauvais peut, en tout cas, lui nuire énormément.

Mariage franco-anglais. - Mariage gastronomique des fromages d'outre-Manche et des vins français au Will's Wine Bar (13, rue des Petits-Champs) wensleydale avec un grives blanc, cheddar avec un gigondas (pourquoi pas ?) et stilton avec un coteaux-du-layon (cela ne vaudra jamais un « old port »).

Mea culpa. - J'ai parlé des jambons et un lecteur attentif me reproche (il a raison !) de n'avoir pas cité les jambons corse. Race et surtout nourriture (châtagnes et glands) et souvent croissement avec les sangliers.

A Versailles. - Le Trianon Palace (il fut construit voisinant le château en 1910 et fut longtemps « mondainement » connu (Sarah Bernhardt y arrivait en calèche, Colette y logeait avec ses chats, le duc de Windsor y célébra son mariage) vient d'être repris par un groupe japonais et demeurera en travaux jusqu'en juillet 1991.

Au vinaigre I Daniel Météry (4, rue de l'Arcade, tél. : 42-65-53-13) vient de mettre à sa carte outre son déjeuner « affaires » (250 F vin compris), un dîner « douceur et saveur des mets au vinaigre » à 220 F, amusant et original.

A LA GRANGE BATELIERE

UN FESTIVAL DE PÂTES
Dans un cadre agréable
16, RUE DE LA GRANGE-BATELIERE
75008 PARIS. - Tél. : 47-70-85-15
FERME LE SAMEDI ET LE DIMANCHE

A côté de la porte d'Auteuil

dans un cadre rustique
cuisine traditionnelle.
Formule à 120 francs.
Carte 200 francs.

LE PETIT BOULOGNE

23, rue Gambetta,
92100 Boulogne
Tél. : 46-05-25-53

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

Les LYCÉES VITICOLES DE FRANCE se sont associés pour que vous puissiez constituer votre cave en une seule commande (cognac, bordeaux, bourgogne, val de Loire, Jura).

Demander les tarifs au :
GIE CLUB DES ÉCOLES
Lycée viticole, 71960 DAVAYE
Tél. : 85-35-85-92.

GRANDS VINS DE JURANÇON
CHATEAU DE ROUSSE
Direct. du producteur au consommateur.
Qualité et millésime en sec et moelleux.
J. LABAT-LAHONDETTE, 64110 JURANÇON.
Tarif sur demande.

PRODUITS RÉGIONAUX
Miel, lavande, romarin, tilleul
GELÉE ROYALE et POLLEN
Doc. gratuite - BASSAGET
apiculteur, 1767, chemin de Russan
30000 NIMES - Tél. : 66-21-01-28.

Du 9 au 12 novembre 1990
XVI^e Carrefour du
Club des Vignerons Laureats

du Concours Général Agricole de Paris.
Publ. 9/11 de 16 h à 22 h et 10-11-12/11 de 12 h à 20 h.
Professionnels 9/11 de 10 h 30 à 16 h et 12/11 de 10 h à 12 h.
Entrée : Verre Club (20 F) pour accès et dégustation.

Vente aux enchères de crûs prestigieux, expertise de vins et objets viti-viniques et dégustations.
PALAIS DE LA MUTUALITÉ
24, rue Saint-Victor
75005 PARIS.

Loisirs à l'anglaise

C'est Thomas Cook qui, au milieu du dix-neuvième siècle, prend l'affaire en main. Désormais, on voyagerait organisé. Mais les Britanniques avaient déjà une longue tradition « touristique » à travers leurs vadrouilles dans les territoires de l'Empire. Au retour, on se reposait. Venait le temps des loisirs, à l'anglaise.

Le tourisme, un mot venu de l'anglais, qui l'a emprunté au français, s'est effectivement structuré en Grande-Bretagne, à l'instar de la plupart des activités de loisir d'aujourd'hui. Les bureaux de l'agence Cook ont remplacé les comptoirs des Indes : dans ce pays, qui n'a jamais beaucoup pris la sociologie, qui ne voit guère l'avenir que comme un présent logiquement aménagé, se sont bel et bien forgés les outils du temps libre.

Au sortir de la Grande Guerre, l'Angleterre n'est plus seulement prêtre du culte du *home* et du *hobby* : incorporant dans l'harmonie les exigences d'un nouvel ordre social, elle met en œuvre pour son propre compte la civilisation des

loisirs. De la semaine anglaise, avec son corollaire, le week-end, aux voyages de groupe, du sport organisé en fédérations à la télévision moderne, un temps nouveau s'organise, qui n'appartient qu'à chacun, mais que la collectivité aménage.

L'insularité victorienne, refuge de la suprématie économique, n'avait guère fourni de modèles : on jouait aux fléchettes dans les pubs aux heures tolérées et on parlait sur les chevaux et les lévriers. A la campagne, on s'adonnait sans penser à mal au jeu du Diable parmi les tailleurs, ou à celui de Tante Sally.

L'establishment, cette caste supérieure, reconnue comme telle, et jamais vraiment contestée, ramait à Oxford ou Cambridge, sur la Tamise, hissait les voiles à Cowes, arborait queue de pie ou crinoline à Ascot. Et l'on s'ennuyait fort le dimanche.

Quand, après 1936, une date également importante en Grande-Bretagne pour certaines conquêtes ouvrières, on put disposer de congés payés, il fallut populariser de nouvelles formes de loisirs. Les Anglais inventèrent les « villes-atractions », comme Blackpool ou Scarborough, anticipations de ce que seront les parcs d'attraction à l'américaine.

Au cœur d'un pays noir, pluvieux à souhait, ces stations populaires offrent pour un penny la partie de bingo, les montagnes russes, le *fish and chips* dominical. On passe la nuit du samedi dans un de ces camps de vacances familiaux, inventés par William Butlin. On

s'y enchante. On est entre soi. On projette d'y revenir l'été : un peu l'esprit du Club Méditerranée, en plus profane, vingt ans plus tôt.

Le tennis et le golf, venus d'Albion eux aussi, demeurèrent longtemps réservés à l'élite. Le peuple joue au football, devenu super-planétaire, tout comme la langue anglaise fait office d'idiome universel.

Et, tandis que le très universitaire rugby, le sport collectif le plus complexe et le moins logique – un jeu de conquête qui se joue en partie vers l'arrière, qui d'autre que les Anglais raffinés aurait pu l'imaginer ? – franchit le Channel, et épouse le *franch spirit*, au-delà des espérances, le non moins abstrus cricket n'impressionne personne, hors le Commonwealth. Mais l'épanouissement du rugby dans le Sud-Ouest de notre pays tient peut-être à ce que la Guyane fut anglaise sous les Plantagenêt, puis à la télévision, cet admirable compromis entre le secret de l'intimité et l'ouverture sur le monde.

Là encore, l'Angleterre conçoit un système à vocation exportable. Une puissante structure publique, dotée des moyens de la durée et de l'indépendance, indispensables à la qualité. La BBC demeure un modèle que ne contredit en rien l'adjonction de ressources indépendantes. Ce jeu de compatibilité a été organisé de façon à préserver les impératifs premiers des deux diffuseurs, l'exigence et le profit, et

les spectateurs s'y retrouvent avantagés : on s'interroge moins à Londres qu'à Paris sur la dichotomie public-privé, on y parle plus de gouvernement que d'Etat, d'intérêt général que de service public.

Le tourisme, quant à lui, serait-il ce loisir consensuel fondé sur le brassage social ? Il est, comme souvent en Angleterre, l'émulsion de cette bonne volonté, cette *good will*, qui gomme les différences sociales et qui, associée au sens du service, accomplit des prodiges. Les Anglais sont parvenus, contre l'évidence, à nous persuader que leurs soldes valent le déplacement à Londres. Sotheby's et Christie's dominent le marché mondial de l'art. Harrods est vendu à des Egyptiens, mais l'on y parle japonais aux caisses. Au conseil d'administration de la British Tourist Authority, on trouve inévitablement une comtesse, deux honorables, un sir, et quatre chevaliers de l'Empire britannique mais, dans les représentations à l'étranger, l'efficacité est de première force.

Cependant, et bien qu'on y travaille davantage, le quotidien est perçu comme plus agréable en France qu'en Angleterre. Est-ce la raison de l'installation dans notre pays d'un Terence Conran, le génial inventeur d'Habitat, de la folie foncière des Anglais en Bretagne et en Normandie, de leur

coutumière transhumance sur le continent en période de vacances ? La modeste relative des prix du terrain n'explique pas tout.

Les visiteurs étrangers sont, en France, deux fois plus nombreux qu'en Grande-Bretagne ; acceptons, pour une fois, sans maso-

« L'année dernière, l'été, en Angleterre, ait lieu un mercredi ou un jeudi... » La pluie donne des couleurs aux sportifs et stimule l'effort. Plein air et temps libre, tous dehors ! Mais on arrive aussi à se laisser des ondes, alors on quitte l'île pour des territoires encore à découvrir. Comme Stanley qui, de 1874 à 1877, patrouille en Afrique centrale. Ici avec casque colonial et pistolet à la ceinture. Frontispice paru dans le *Journal des voyages* du 24 février 1878.



chisme, l'hommage ainsi rendu à une certaine qualité de vie à la française.

Olivier Barrot
► A lire deux bons livres sur la Grande-Bretagne : *De l'Angleterre*, de Jean Guéhen (Gallimard, 1986) ; *Les Anglais*, de Philippe Dauby (Plon, 1989).

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES

HOTEL LIGURE***
5, rue Jean-Jarvis - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 2 pas du Palais des Congrès.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

NICE

HOTEL LA MALMAISON

Best Western
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
50 CH. INSONORISÉS ET CLIMATISÉS
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06100 NICE
Tél. : 93-57-62-66 - Tél. 470418.
Télécopie 93-16-17-99.

HOTEL VICTORIA***

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur ciblées.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 SAINT-VÉRAN
(Haute-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Eti-Hiver, plus haute comm. d'Europe

2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Ski de fond, piste, prom., ski repos.
Meublés, chambres studios, chambres,
1/2 pens. pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62.
FAX : 92-45-80-10.

Paris

PORTE DES LILAS

HOTEL LILAS-GAMBETTA**
223, avenue Gambetta
Tél. : 43-62-85-60
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27
Chambres insonorisées (290 à 340 F)
TV couleur. Tél. direct, minibar.

SORBONNE

HOTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bain, w.c. TV couleur.
Tél. direct.
De 280 à 420 F - Tél. : 43-54-92-55.

Provence

DROME PROVENCALE

PRIX D'HIVER
Paris/4 h par TGV (Montbéliard)
AUBERGE DU VIEUX VILLAGE
D'AUBRES
Grd conf. - calme - soleil
S. à m. non fum. - cuis. sans prétention
mais bonne, à tendance méditerranéenne
salle de mus. - sauna - UVA
Mireille Colomba
26110 Nyons - Tél. : 75-26-12-89

TOURISME

SKI DE FOND

Haut Jura 3 h Paris TGV
Yves et Liliane vous accueillent
dans une ancienne ferme franc-comtoise
du XVII^e, confortable, rénovée,
chères 2 personnes avec s. de bain, w.c.
Ambiance conviviale, détente, repos.
Accueil 14 pers. - mari. tables d'hôte.
Cuisine mijotée (produits maison et
pain cuit au vieux four à bois). Poss.
randon. pédestre, patin à glace, tennis,
VTT. Pension complète + vin
+ matériel de ski + accompagnement
2 300 F à 2 750 F pers/semaine.
Renseignements et réservations :
(06) 81-38-12-51. LE CRÉT-L'AGNEAU
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

Les pèlerins du « grand tour »

C'EST en Angleterre que l'on imagine l'essor du tourisme, une activité promptement mue en industrie. Avec William Davis, ancien journaliste du *Guardian* et de *Punch*, qui préside aujourd'hui le British Tourist Authority, organisme officiel chargé du développement touristique, nous avons évoqué l'origine du concept.

« A quand remonte l'invention du tourisme moderne en Grande-Bretagne ?

— Souvenez-vous que, quand les Romains visitaient l'Egypte conquise et découvraient les pyramides, ils faisaient à leur

façon du tourisme ! En Angleterre, la curiosité pour l'étranger s'est répandue au dix-huitième siècle, à l'époque où l'aristocratie dépêchait ses fils sur le continent pour y effectuer le « grand tour ». Mais c'est au moment de la révolution industrielle que Thomas Cook eut l'idée d'un tourisme de masse : en 1840, il emmenait en Egypte un groupe de *temperants* (non-consommateurs d'alcool).

— Et depuis ?

— Le tourisme est devenu la plus puissante industrie du monde. Ses clients, que l'on qualifie à l'origine d'excursionnistes, préfèrent désormais l'ap-

pellation de visiteurs, d'hôtes, de voyageurs. A présent, le tourisme, c'est l'autre, celui qui ne sait pas voyager. Quant à nous, longtemps leaders comme organisateurs de voyages, nous sommes aujourd'hui concurrencés par les Allemands.

— Comment expliquez-vous le goût des Britanniques pour le voyage ?

— Par le rôle de l'Empire britannique. Nous avons longtemps détenu de lointaines colonies de la Couronne en Australie, en Nouvelle-Zélande, au Canada, en Afrique du Sud, où se sont installées des familles qui laissaient des parents dans la mère

patrie. Ces gens ont pris l'habitude de se rendre mutuellement visite : les *family reunions* représentent toujours un grand marché pour nos voyagistes et nos compagnies aériennes : voyez les échanges avec l'Australie, par exemple.

— En outre, les Anglais aiment vivre dehors, au contraire des Français. Nous avons une tradition sportive, forgée par notre système d'éducation, qui nous amène à voyager facilement. Saviez-vous que le chèque de voyage a été inventé par un Anglais ?

Propos recueillis par
O. B.

AD
STAMPERS
DE MONTBELL
Le Monde
PHILATELIE
LE MONDE